

Thème I Fragilités des démocraties, totalitarismes et seconde guerre mondiale (1929 – 1945)

I – L'impact de la crise de 1929

A - Origines de la Grande Crise

1 – L'euphorie des années 20

2 – Le jeudi noir : 24 octobre 1929

B – Les conséquences de la crise

1 – Aux Etats-Unis

2 – Une crise qui se mondialise

C – Les politiques de relance

1 – Le New Deal aux Etats-Unis

2 – En France : le Front populaire

AAA (Agricultural Adjustment Administration) : Agence du New Deal soutenant l'agriculture américaine en versant des subventions aux agriculteurs,

Antiparlementarisme : opposition au régime parlementaire, considéré comme favorisant la corruption, l'indécision et l'instabilité ministérielle.

Autarcie : politique économique qui vise à réduire le plus possible les échanges avec l'étranger et à n'autoriser que les importations indispensables afin que le pays se suffise à lui-même.

Déflation : réduction des salaires et des allocations sociales pour rétablir l'équilibre budgétaire.

Dépression économique : Phénomène de longue durée qui suit la crise et se caractérise par le ralentissement de la croissance, la baisse des profits et le maintien du chômage à un niveau élevé.

Front populaire : Coalition des partis de gauche qui remporte les élections législatives de 1936 et porte Léon Blum à la tête du gouvernement. L'expression désigne aussi la période qui s'étend d'avril 1936 à avril 1938.

Gold Exchange Standard : système monétaire international issu des accords de Gênes en 1922. La valeur des monnaies de premier rang est fixée par rapport à l'or (d'abord le dollar, puis la Livre sterling en 1925 et le franc en 1928). Les monnaies de second rang ont une parité fixée sur la valeur des monnaies de premier rang.

Krach : effondrement brutal du cours des actions à la Bourse

Libéralisme : Issu de la philosophie des Lumières et diffusé par la Révolution française, le libéralisme veut fonder la société sur la liberté individuelle. L'État doit garantir les libertés fondamentales et limiter ses interventions dans l'économie fondée sur les libertés de propriété et d'entreprise, sur la libre concurrence entre les entreprises et le libre-échange entre les nations.

Nationalisation : Prise de contrôle par l'État d'une entreprise privée.

Populisme : discours politique qui se développe pendant les périodes de crise économique et qui prétend défendre le peuple, les « petits », contre les « gros ». Derrière la dénonciation du système politique, le populisme cherche souvent à mettre en place un régime autoritaire.

Protectionnisme : mise en place de barrières douanières par l'État (taxes, quotas) pour protéger le marché national des importations étrangères.

Spéculation : achat d'actions pour obtenir un gain rapide en les revendant à un cours plus élevé. Quand elle entraîne une hausse artificielle des cours, sans rapport avec la croissance réelle de l'économie, on parle de bulle spéculative.

WPA (Works Progress Administration) : Principale agence fédérale instituée dans le cadre du New Deal, elle emploie des millions d'Américains dans la construction ou la rénovation urbaine (écoles, ponts, etc.).

I – L'impact de la crise de 1929

Après une période de croissance et d'euphorie, à la suite de la Première guerre mondiale, le Krach de 1929 révèle une crise économique qui se répand rapidement des Etats-Unis au reste du monde. La dépression économique a alors des conséquences à la fois sociales, politiques et diplomatiques importantes.

A - Origines de la Grande Crise

1 – L'euphorie des années 20

a) Les « roaring twenties »

Aux Etats-Unis épargnés par la Première guerre mondiale, le pouvoir d'achat des classes moyennes augmente d'autant plus vite que les industriels développent le travail à la chaîne et gagnent en productivité. Comme Henry Ford, ils ne craignent plus d'augmenter les salaires de leurs ouvriers. Les Américains entrent dans les « *Roaring Twenties* » (*Années folles*). Ils découvrent les nouveaux produits ménagers (réfrigérateurs...), le cinéma et bien sûr l'automobile (6 millions de véhicules en 1919, 27 millions dix ans plus tard).

b) L'ère de la spéculation

Cette croissance encourage les banques américaines à baisser les taux d'intérêt. Les Américains empruntent massivement pour spéculer à la Bourse. Les actions sont achetées souvent à crédit et on espère rembourser les prêts par les plus-values obtenues en vendant les titres, une fois que leur cours aurait augmenté. Les entreprises engagent aussi imprudemment en bourse leurs capitaux de réserve. Ainsi en arrive-t-on à une hausse rapide autant qu'irrationnelle du cours des actions... Or, à la fin des années 20, les marchés sont saturés : les

ventes diminuent fortement dans les secteurs de l'automobile, de l'électroménager et du bâtiment.

2 – *Le jeudi noir : 24 octobre 1929*

Après dix-huit mois de hausse frénétique, les spéculateurs cessent de croire à une hausse infinie des cours. Quelques jours avant le krach (les 18, 19 et 23 octobre), les premières ventes massives ont lieu. Elles commencent à entraîner les cours à la baisse. Le **jeudi 24 octobre** marque la première grande panique. Le matin, il ne se trouve presque pas d'acheteurs, quel que soit le prix, et les cours s'effondrent.

B – Les conséquences de la crise

1 – *Aux Etats-Unis*

Avec l'effondrement des cours, des centaines de milliers de ménages qui avaient placé leurs économies à la Bourse se retrouvent ruinés. Les banques auxquelles ils ont emprunté se déclarent en faillite. Les commerces et les entreprises sont à leur tour affectés par la ruine des banques et des consommateurs. La production industrielle américaine baisse de moitié de 1929 à 1932 et le taux de chômage passe de 3,1% à 24%, soit treize millions de chômeurs. Dans les campagnes, des milliers de paysans sont chassés de leurs terres, les grandes villes américaines se couvrent de bidonvilles.

2 – *Une crise qui se mondialise*

Les Etats européens, asiatiques et sud-américains ne parviennent plus à vendre leurs produits aux Etats-Unis. La crise affecte donc le reste du monde par ricochets.

Dans les pays sud-américains, spécialisés dans la vente de matière premières et de produits agricoles, la crise entraîne la montée de partis populistes et autoritaires. L'Argentine, et le Brésil subissent des coups d'Etat en 1930. Au Japon, la fermeture des marchés extérieurs entraîne l'impossibilité de se procurer les matières premières et alimentaires indispensables. Les militaires, soutenus par les grands industriels, proposent la reprise de l'expansion coloniale, entraînant la conquête de la Mandchourie en septembre 1931.

Dans les Etats européens, le rapatriement des capitaux américains vers les Etats-Unis entraîne la faillite des banques notamment en Allemagne et avec elles de pans entiers de l'économie, impactant en premier lieu les classes moyennes. La conséquence en est la remontée électorale du parti nazi. Fin 1932, le pays compte six millions de chômeurs (44 % de la population active). En janvier 1933, avec 230 députés élus au *Reichstag*, le parti nazi devient le plus important d'Allemagne.

La France et l'Angleterre sont touchés par la crise mais elle est moins violente grâce aux colonies qui fournissent des matières premières et des débouchés.

C – Les politiques de relance

1 – *Le New Deal aux Etats-Unis*

Elu président en novembre 1932 sur la promesse d'une « nouvelle donne » (*new deal*) pour sortir de la crise, le démocrate Franklin Delano Roosevelt, engage une vigoureuse politique d'intervention économique et sociale. Cette démarche sera plus tard théorisée par l'économiste britannique John Maynard Keynes (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936), d'où son nom actuel de *keynésianisme*.

Roosevelt fait voter par le Congrès, du 9 mars au 16 juin 1933, une série de lois interventionnistes qui bouleversent les traditions américaines. Après un plan de sauvetage des banques, le 10 mars 1933, il lance de grands travaux publics sous l'égide de la *Civil Works Administration (CWA)*, en particulier l'aménagement hydraulique de la vallée du Tennessee (TVA), qui contribuent utilement à la relance de l'activité.

En 1933, l'*Agricultural Adjustment Act (AAA)* relève les prix agricoles pour soutenir le niveau de vie des fermiers. Dans le même sens, le *National Industrial Recovery Act (NIRA)* réduit les heures de travail dans l'industrie et augmente les salaires.

Dès 1936, la croissance reprend, mais le chômage ne disparaît vraiment qu'avec la Seconde Guerre mondiale et le Victory program.

2 – *En France : le Front populaire*

A la suite des émeutes d'une extrême droite antiparlementaire le 6 février 1934, les Radicaux, les socialistes de la SFIO, et le Parti communiste français forment une Union populaire destinée à défendre les valeurs républicaines. Celle-ci remporte les législatives de 1936 sous le nom de Front populaire. Le Président de la République Albert Lebrun désigne

alors Léon Blum, chef de la SFIO, comme président du Conseil (l'équivalent du Premier ministre).

Le **7 juin 1936**, les **accords Matignon** sont signés entre la Confédération générale du travail (CGT) et le patronat, sous l'arbitrage du gouvernement. Ils prévoient une augmentation des salaires (de 12 % en moyenne), la signature de conventions collectives, la reconnaissance du droit syndical dans les entreprises et l'élection de délégués du personnel.

D'autres mesures sociales importantes améliorent les conditions de vie des Français : deux semaines de congés payés, limitation à 40h du temps de travail hebdomadaire des billets de train à tarif réduit. L'âge de la scolarité obligatoire passe de 13 à 14 ans. Ces mesures visent à accorder aux salariés des loisirs et à lutter contre le chômage (limiter le temps de travail oblige les entreprises à embaucher).

Sur le plan économique, le gouvernement Blum crée un Office des blés (pour garantir le prix du blé).

Pourtant les difficultés s'accroissent à partir de février 1937 qui voit l'arrêt des réformes : les mesures sociales déplaisent fortement à la droite et aux milieux d'affaires, et renforce l'extrême droite antisémite dans une opposition systématique au pouvoir (Blum est juif).

De plus, les mesures en faveur du pouvoir d'achat et de la réduction du temps de travail visent une augmentation de la consommation de produits français et une baisse du chômage, mais l'industrie et l'économie française ne se sont pas modernisées et ne sont plus assez compétitives. Résultat, la production française baisse au profit des importations. Le mécontentement augmente et des grèves éclatent.

À partir de février 1937 la coalition de gauche éclate : les radicaux dont la base électorale est constituée de classes moyennes et petits entrepreneurs, critiquent la politique sociale du gouvernement; le PCF dénonce au contraire l'arrêt des réformes. En avril 1938, les radicaux quittent le Front populaire et se rapprochent de la droite pour former un nouveau gouvernement. Blum est forcé à la démission.

Conclusion : Les conséquences de la crise économique de 1929 sont désastreuses. Les faillites bancaires et industrielles provoquent une explosion du chômage et de la pauvreté. L'arrêt des commandes américaines et le rapatriement des fonds placés à l'étranger entraînent une propagation de la crise au reste du monde. Les économies européennes, asiatiques et latino-américaines lourdement impactées, avec de lourdes conséquences sociales et politiques.

Dans de nombreux pays, les populations se tournent vers des forces politiques hostiles à la démocratie, en Argentine, au Brésil ou en Allemagne.

Beaucoup de gouvernements appliquent une politique de relance. Aux États-Unis Roosevelt met en œuvre une politique financée par l'État dans le cadre du New Deal. En France à partir de 1936 sous le Front populaire, les ouvriers obtiennent d'importantes avancées sociales avec les accords Matignon.

L'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et le Japon font également preuve d'une forte intervention étatique dans l'économie mais leur objectif est d'adopter une politique autarcique, c'est-à-dire d'être en mesure de produire par eux-mêmes tout ce dont ils ont besoin et d'obtenir par la conquête les denrées manquantes. Ce sera l'un des motifs de la Seconde guerre mondiale.

TEST

1. Quelles sont les différentes causes de la crise de 29 ?
2. Pourquoi cette crise touche-t-elle toutes les classes sociales ?
3. En quoi la stratégie du New Deal est-elle en opposition avec la politique traditionnelle américaine ?
4. Quelles sont les grandes lois adoptées aux États-Unis pour tenter de résoudre la crise ?
5. Pourquoi la crise se propage-t-elle aux autres parties du monde ?
6. Pourquoi des pays comme l'Allemagne ou le Japon sont-ils particulièrement touchés ?
7. Quelles sont les conséquences politiques de la crise sur ces deux pays ?
8. En quoi le gouvernement du Front populaire est-il par la forme et par le fond très différent de tous les gouvernements précédents ?
9. Quelles sont les grandes mesures adoptées par ce gouvernement ?
10. Quelles sont les causes de l'échec du Front populaire ?

II – Les régimes totalitaires dans les années 1930

A – Les conséquences de la guerre et des crises économiques

1 – En Russie

2 – En Italie

3 – En Allemagne

B – Les idéologies totalitaires

1 – Forger une société nouvelle

2 – Les différences entre les régimes totalitaires

3 – Le retour de la grandeur de Rome pour Mussolini

C – Les mécanismes du pouvoir totalitaire

- 1 - Le dictateur et le parti
- 2 - Le contrôle total de la population
- 3 - Le poids de la terreur

Mots importants :

Antisémitisme : Haine à l'égard des Juifs.

Aryenne (race) : nom donné par les nazis à la prétendue race germanique supérieure.

Balilla : Organisation de jeunesse fasciste, créée en 1926 en Italie. Elle rassemble les jeunes de 8 à 18 ans.

Camp de concentration : camp destiné à neutraliser les ennemis du régime tout en exploitant leur force de travail.

Collectivisation : Appropriation par l'Etat des moyens de production (terres agricoles ou usines).

Communisme : Idéologie cherchant à instaurer une société égalitaire.

Diktat : terme utilisé par les Allemands pour désigner le traité de Versailles imposé par les Alliés, sans négociation.

Eugénisme : Doctrine et pratiques consistant à veiller à la « pureté de la race aryenne ».

Fascisme : Forme de totalitarisme fondée sur une idéologie révolutionnaire consistant à renverser le système bourgeois pour établir une société dominée par un guide unique, nationaliste, antidémocratique et impérialiste.

Gestapo : police politique créée en 1933 en Allemagne,

Goulag : nom de l'administration des camps de travail et, par extension, des camps eux-mêmes.

Kolkhoze : En URSS, coopérative agricole.

Koulak : terme désignant un paysan propriétaire est utilisé par la propagande stalinienne pour désigner et éliminer tous les opposants à la collectivisation des terres.

Lebensraum : Espace vital revendiqué par Hitler

Lois de Nuremberg : en 1935, série de loi antisémites

NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) : fondé en 1920, le parti nazi est dirigé par Hitler à partir de 1921. Seul autorisé en Allemagne de 1933 à 1945.

Nuit de cristal : Le 9 novembre 1938, les quartiers juifs des villes allemandes sont attaqués, les populations battues et les bâtiments détruits (notamment les synagogues), à la suite de l'assassinat par un juif polonais à Paris, de Von Rath, un diplomate allemand. Marque le début de la répression brutale contre les juifs.

Nuit des longs couteaux : Exécution des principaux chefs de la SA en Allemagne du 29 au 30 juin 1934

OVRA : police politique créée en 1926 en Italie.

Pangermanisme : volonté de regrouper dans un même État tous les peuples d'origine germanique.

Planification : encadrement de l'économie par des plans quinquennaux fixant des objectifs de production.

Politburo : organe majeur du comité central du PCUS qui en définit la ligne directrice.

Proletariat : Ensemble des travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail, et sont donc soumis à l'exploitation de la bourgeoisie, qui possède les moyens de production et d'échange.

Régime totalitaire : Régime politique dans lequel l'État impose une idéologie officielle, utilise la violence et veut tout contrôler (population, économie, information, culture...).

Reich : mot qui désigne l'empire allemand. Hitler proclame la naissance du IIIe Reich

Reichstag : nom d'une des chambres du Parlement allemand et du palais qu'elle occupe.

République de Weimar : nom donné par les historiens à la république fédérale d'Allemagne entre 1919 et 1933.

SA (Bataillon d'assaut) : Organisation paramilitaire liée au Parti nazi.

Soviet : Assemblée de représentants du peuple

Sovkhoze : En URSS, ferme d'État dans laquelle les paysans sont salariés.

Squadristes : membres des milices fascistes appelées squadre (« équipe ») reconnaissables à leur chemise noire.

SS (Escadron de protection) : Organisation paramilitaire et policière nazie.

Stakhanovisme : En URSS, campagne de propagande faisant l'apologie des travailleurs les plus productifs.

Tchéka : Police politique mise en place par les bolcheviks, remplacée par le NKVD en 1934.

URSS : fédération de plusieurs républiques communistes sous l'autorité de la Russie de 1922 à 1991



II – Les régimes totalitaires dans les années 1930

Malgré leurs différences, les régimes totalitaires en URSS, en Italie et en Allemagne ont en commun un certain nombre de traits. Un Etat totalitaire est une dictature dont l'objectif est de contrôler tous les aspects de la société, d'édifier un « homme nouveau », en mobilisant la population, en contrôlant les esprits par une propagande intensive, et en terrorisant les adversaires - réels ou fictifs - du régime.

A - L'installation des régimes

1 – En URSS



L'URSS est fondée en 1922, tandis que le pouvoir est de plus en plus centralisé et autoritaire au nom de la « dictature du prolétariat ». Lénine meurt en 1924. Trotski et Staline se disputent sa succession. Ce dernier, en manœuvrant habilement les membres du bureau politique, parvient à faire exiler Trotski, qu'il fait assassiner en 1940. En 1929, Staline dispose de tous les pouvoirs.

2 - En Italie

a) Une crise sociale et politique

La monarchie parlementaire italienne sortie affaiblie de la guerre de 1915 - 1918 et fait face à une double crise : **sociale** : les ouvriers organisent de grandes grèves qui culminent en 1920 avec occupation des usines par les salariés et des grandes propriétés par les paysans au Sud et dans le Centre de l'Italie. **Politique** : alors qu'ils ont rejoint le camp des vainqueurs en 1915, les Italiens n'ont pas obtenu par les traités de paix de 1919, les fruits de leur victoire et du sang versé : la Dalmatie qu'ils revendiquaient est intégrée à la nouvelle Yougoslavie.

b) Naissance et essor du parti fasciste

Benito Mussolini, ancien journaliste qui a été exclu du parti socialiste, entend profiter à la fois du mécontentement social et de la frustration nationale. Il rassemble autour de lui une coalition de mécontents de tous bords (révolutionnaires, nationalistes...) et fonde en mars 1919, le parti fasciste, dont le programme est à la fois nationaliste,



Les terres irrédentes, revendiquées par l'Italie

antiparlementaire et anticapitaliste.

D'abord révolutionnaire, le parti fasciste se rapproche de la bourgeoisie qui le finance pour lutter contre les communistes et réprimer les grèves.

Durant le mois d'octobre 1922, les fascistes préparent une **marche sur Rome** destinée à la prise du pouvoir. Le 28 octobre, mal organisés, médiocrement armés, ils se présentent devant la capitale. Le roi Victor Emmanuel III, sur les conseils des militaires, des milieux industriels et de la droite parlementaire qui espèrent le contrôler, nomme Mussolini président du Conseil le 30 octobre 1922.

c) Les lois fascistissimes

Pendant deux ans, le pouvoir paraît modéré mais Mussolini place ses hommes à tous les postes importants. En janvier 1925 dans un discours devant les députés, il reconnaît sa responsabilité dans l'enlèvement et l'exécution d'un député socialiste, Matteotti, et annonce que dorénavant tout opposant subira le même sort.

Les syndicats sont étroitement contrôlés, la presse censurée et le parti fasciste devient un parti unique. Mussolini possède la totalité du pouvoir exécutif, n'est responsable que devant le roi. En novembre 1926, une série de lois, dites de défense de l'État et qualifiées de « **fascistissimes** », instaurent définitivement une dictature : création du délit d'opinion, dissolution des partis politiques, suppression de journaux d'opposition. Sous le contrôle de l'O.V.R.A. (police politique), les opposants politiques sont emprisonnés ou exilés.

3– En Allemagne

a) Les difficultés de la République de Weimar

La défaite allemande provoque l'abdication du kaiser Guillaume II qui refuse d'assumer la signature de l'armistice et l'installation de la **République de Weimar** (1918-1933), vite impopulaire : elle accepte le Traité de Versailles, qui humilie le pays. Or, selon la rumeur, ce sont les socialistes et les juifs qui sont responsables de la défaite et non l'armée allemande. Elle réprime brutalement les révolutions spartakistes, ce qui a pour effet de détourner immédiatement du régime les milieux ouvriers. Déjà très impacté par une première crise économique après la guerre, le pays est très touché par les répercussions de la crise américaine de 1929 (effondrement de la Bourse, fermeture de banques, chute de la production et des prix). L'Etat ne parvient pas à réduire la crise. En 1932, 50 à 60% de la population active est touchée par le chômage. Cela favorise l'essor du parti nazi.

b) Le succès d'Hitler et du nazisme

Le parti de Hitler, le N.D.S.A.P., Parti national socialiste des ouvriers d'Allemagne (Parti nazi) est fondé en 1921. Emprisonné pour une tentative de coup d'Etat en 1923, Hitler écrit « Mein Kampf » (Mon Combat), dans lequel il expose son programme : réaliser une Grande Allemagne, le IIIème Reich, qui rassemble toutes les populations de langue allemande, c'est à dire l'Allemagne, l'Autriche, les Sudètes, l'Alsace et Dantzig. De plus, les Allemands ont vocation à l'hégémonie mondiale ; ils doivent dans un premier temps conquérir un "espace vital" (lebensraum) dans l'Est de l'Europe où les slaves seront réduits en esclavage.

La nationalité allemande ne doit être accordée qu'aux habitants de sang allemand, c'est à dire de race aryenne. Pour les Nazis, la race est donc le fondement de la nation. Par conséquent, les juifs doivent en être exclus. Le parti N.S. est donc un parti raciste et antisémite.

La crise permet au parti nazi une envolée électorale. En 1932, il devient le premier parti d'Allemagne avec plus de 30% des voix. Membres du parti nazi, les sections d'assaut ou « S.A. » et la garde personnelle de Hitler, les « S.S. » sèment la terreur en attaquant les bureaux des syndicats, des journaux communistes et socialistes... Cela séduit les milieux financiers et une partie de la classe politique avant tout inquiets du danger « rouge ». Par peur des communistes qui progressent aux élections, la droite et le centre (le Zentrum de Von Papen), soutenus par les milieux d'affaires (Krupp, Siemens...) décident de passer une alliance avec Hitler, persuadés qu'une fois le communisme éliminé, Hitler sera facile à manipuler. Le 30 janvier 1933, nommé par le président Hindenburg, Hitler devient chancelier (chef du gouvernement) dans un gouvernement où les Nazis sont minoritaires : ils n'ont que 2 ministres.

c) La mise en place rapide de la dictature en Allemagne

Dès le 1^{er} février Hitler fait dissoudre l'assemblée et appelle à des élections pour le 5 mars. Mais le 27 février, c'est l'**incendie du Reichstag**. Les nazis l'attribuent à un militant communiste, Van Der Lubbe, interdisent ce parti et suspendent les libertés individuelles.

Aux élections de mars, le parti nazi ne reçoit que 44 % des suffrages, mais Hitler réclame les pleins pouvoirs pour 4 ans à l'assemblée : il les obtient en menaçant les députés par 441 voix contre 92 (députés socialistes). Les partis politiques et les syndicats sont immédiatement interdits. Pour resserrer ses liens avec les industriels, Hitler fait assassiner 85 des chefs des S.A le **30 juin 1934** durant la nuit des "**longs couteaux**", car ceux-ci exigeaient des mesures favorables aux ouvriers et anticapitalistes.

La Gestapo, la police secrète qui dépend de la SS (*Schutzstaffel*, dirigée par Himmler) traque les opposants. A la mort d'Hindenburg (1934), Hitler dispose de tous les pouvoirs, de président et de chancelier.

B – Les idéologies totalitaires

1 - Forger une société nouvelle

a) « L'Etat est tout, l'individu n'est rien »

Les trois régimes ont la même volonté de nier l'individualité au profit de la communauté. Le projet social de Staline repose sur le prolétariat et a pour objectif l'instauration d'une société sans classes. L'Etat tout-puissant, pour Mussolini, doit se substituer aux intérêts individuels. Pour Hitler, la communauté allemande repose sur la régénération de la race aryenne.

Les trois régimes s'opposent à la démocratie libérale. Les libertés individuelles sont suspendues. Les masses sont mobilisées et contrôlée en permanence.

b) La création de l'homme nouveau

La création d'un homme nouveau est le pilier central des systèmes totalitaires. En URSS, c'est le prolétaire uniquement préoccupé par le devenir de la collectivité. En Italie, c'est un soldat et un athlète qui doit redonner au pays sa grandeur perdue. En Allemagne, c'est un guerrier, dont l'objectif est d'assurer la domination « légitime » de la race aryenne.

2 - Les différences entre les régimes totalitaires

a) Une société sans classes et l'abolition du secteur privé en URSS

La réalisation d'une société parfaitement égalitaire implique de briser la résistance de la bourgeoisie et de mettre en commun les moyens de production. Staline décide de planifier l'économie (plans quinquennaux préparés par le **Gosplan**,) et de collectiviser les campagnes. Les paysans sont regroupés dans des **kolkhozes** (fermes collectives) et des **sovkhozes** (fermes d'Etat). Il stimule les ouvriers par le **stakhanovisme** (augmentation du rendement des travailleurs, en montrant l'exemple truqué du mineur Stakhanov).

L'idéologie définit également les orientations économiques dans les régimes fascistes-nazis : politique de grands travaux, réarmement, réalisation de l'autarcie. Mais la suppression de la propriété privée reste une spécificité de l'URSS. De plus, contrairement à Mussolini et à Hitler, Staline n'a pas d'ambition expansionniste, cherchant avant tout à « bâtir le socialisme dans un seul pays ».

b) La domination de la « race des seigneurs » en Allemagne

Pour Hitler, les races humaines sont biologiquement inégales. Le Volk (communauté raciale allemande) doit dominer les autres. La politique raciale du Reich comporte d'abord des mesures eugénistes : création de lebensborn (institutions pour procréer une élite raciale), complétée par l'élimination des malades mentaux et des handicapés. Quant aux Slaves de l'Est, considérés comme inférieurs, ils doivent être soumis à l'esclavage au sein d'un « espace vital ».

L'antisémitisme au fil des années augmente d'intensité. Jusqu'en 1939, l'objectif des nazis est de persécuter les juifs pour les pousser à quitter l'Allemagne. Dès 1933, ils sont exclus de l'administration, puis de certaines professions (médecins...) et mêmes de certains spectacles (cinéma, concerts...). En 1935, **les lois de Nuremberg**

interdisent en particulier les mariages et les relations sexuelles entre juifs et aryens. La "**nuît de cristal**", **9- 10 novembre 1938**, inaugure la politique de terreur et de confiscations des biens des juifs.

A la suite de l'invasion de l'URSS en 1941, commencent les premiers massacres des communautés juives de l'Est, puis, en janvier 1942, lors de la **conférence de Wannsee**, la « solution finale » est instaurée.

3 – Le retour de la grandeur de Rome pour Mussolini

Il y a chez Mussolini le désir de recréer l'empire romain. Cette grandeur passe par une politique de conquête qui commence en 1935 par l'Ethiopie. Contrairement aux autres systèmes totalitaires, il ne se lance pas dans une lutte contre les religions. Signés par le pape Pie XI et Mussolini, les accords du Latran le 11 février 1929, accordent au Pape la création de l'État du Vatican. Le catholicisme devient religion d'État et le divorce interdit. En contrepartie, Mussolini obtient la reconnaissance par la papauté et le soutien des catholiques.

C – Les mécanismes du pouvoir totalitaire

1 - Le dictateur et le parti

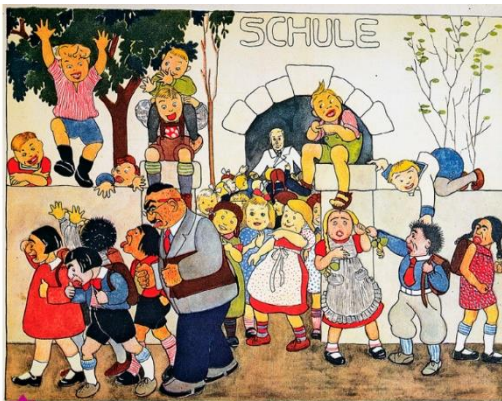
Le culte du chef

Les dictateurs sont présentés comme des individus extraordinaires et font l'objet d'un véritable culte. Staline est surnommé le « vojd » (guide) ou le « petit père des peuples ». Les journalistes et les poètes parlent de lui comme d'une divinité., Les portraits et les statues insistent sur sa bienveillance.

Mussolini prend les traits d'un personnage surhumain. Il est infallible («*Mussolini a sempre ragione*») et sait tout faire (il est idéologue, orateur, législateur, artisan, paysan et sportif.).

Hitler, premier artiste du régime, est présenté comme le seul homme capable de sauver l'Allemagne et son peuple

a) Le parti unique et l'Etat



1 La propagande antisémite
« Tout ira bien dans les écoles, maintenant que les Juifs ont dû partir. »
Elvira Bauer, illustration d'un livre pour enfants, 1936.

En URSS, le parti communiste, qui domine entièrement l'Etat, est ouvert à de nouveaux adhérents dépourvus de toute formation politique. Ce personnel nouveau doit uniquement sa promotion à Staline.

En Italie, l'Etat contrôle tout et le Parti national fasciste devient un instrument de promotion sociale, qui sert avant tout aux carriéristes.

Le NSDAP reste un parti de minorité distinct de l'Etat (l'adhésion n'est pas nécessaire pour occuper des fonctions officielles).

2 - Le contrôle total de la population

a) La mobilisation des masses

Les partis communistes, fascistes et nazis encadrent la population, de l'école à l'usine. Les jeunes gens sont enrôlés dans des structures spécialisées : comme les Komsomols en URSS, les fils de la Louve en Italie, ou la Hitlerjugend en Allemagne. Les ouvriers sont placés sous la surveillance du parti : le portrait de Staline est dans toutes les usines. En Allemagne, les syndicats sont remplacés par le Front allemand du Travail. Les loisirs ne doivent pas non plus échapper aux autorités. En Allemagne, des croisières à bas prix sont proposées aux ouvriers, qui sont encadrés par le NSDAP.

b) Le conditionnement des esprits par la propagande

La radio, les actualités, les films, les affiches géantes, diffusent une propagande intensive (dirigée par Jdanov en URSS et Goebbels en Allemagne). Les manuels scolaires sont révisés, les bibliothèques épurées et l'information est censurée (autodafés en Allemagne).

Un exercice de mathématique nazi « Un aliéné coûte quotidiennement 4 marks, un invalide 5,5 marks, un criminel 3 marks. Dans beaucoup de cas, un fonctionnaire ne touche que 4 marks, un employé 3,65 marks, un apprenti 2 marks.

1) Faites un graphique avec ces chiffres.

2) D'après des estimations prudentes, il y a en Allemagne environ 300.000 aliénés et épileptiques dans les asiles. Calculez combien coûtent annuellement ces 300.000 aliénés et épileptiques. 3) Combien de prêts aux jeunes ménages à 1000 marks pourrait-on faire si cet argent pouvait être économisé ? ».



La règle de "Judens Raus" est simple. Un plateau de bois représente six rues d'une ville standard, bordées de commerces en tout genre tenus par des juifs. Le joueur -un Aryen forcément- est doté d'un petit personnage, qui va se déplacer, au fil du lancer de dés, dans cet espace, avec comme objectif d'atterrir dans une de ces boutiques. Il s'agit de faire prisonnier son propriétaire -représenté par un cône grimaçant-, et de le ramener ensuite dans un "camp" « Chassez six juifs et vous aurez gagné », explique le mode d'emploi

De gigantesques parades et des spectacles nazis sont organisés.. Les artistes non-conformes à l'idéologie totalitaire sont rejetés ou persécutés.

3 - Le poids de la terreur

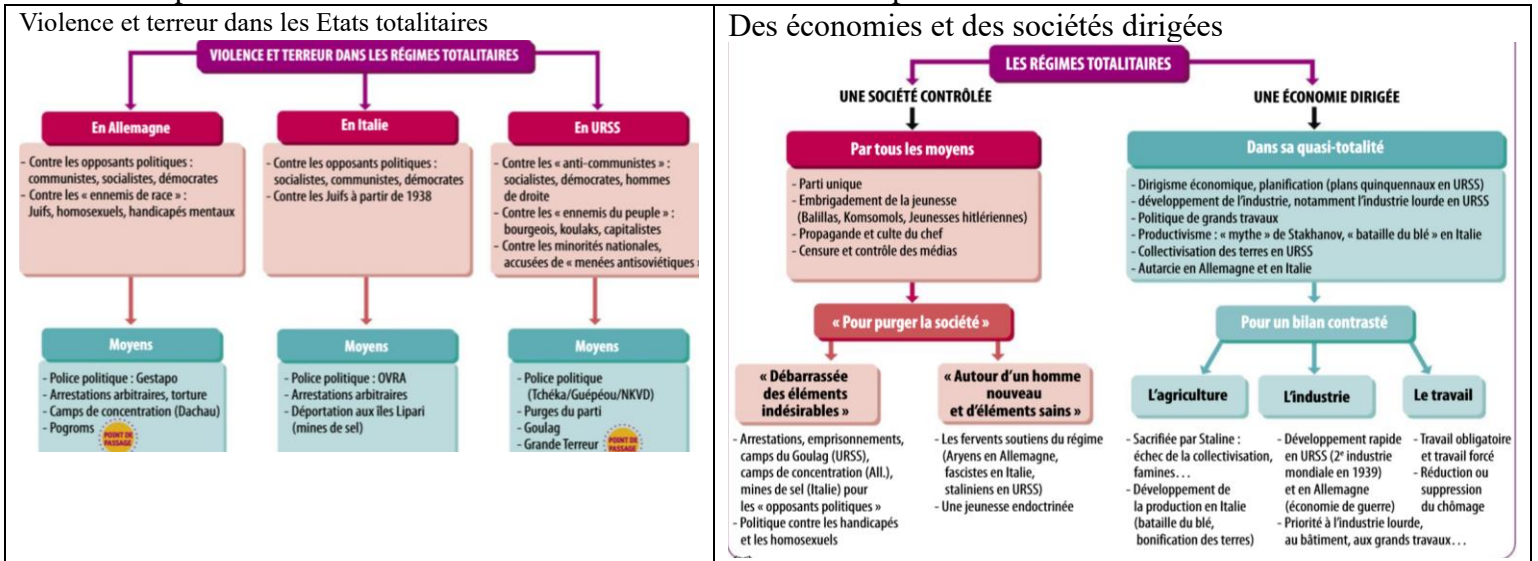
a) En Allemagne

L'incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933, attribué aux communistes est le prétexte aux premières lois suspendant les droits fondamentaux : liberté de presse, liberté d'expression et liberté de réunion. La population est sévèrement contrôlée : censure de la correspondance, écoutes téléphoniques, perquisitions à domicile sans mandat ou sans motif sérieux. Le régime peut arrêter et incarcérer les personnes sans motif et sans limite de temps. Des SA et des SS sont recrutés comme auxiliaires de police et autorisés à tabasser ou tuer ceux qu'ils considèrent comme des opposants. La SS est un instrument particulièrement important de la terreur nazie. Ses membres constituent le personnel des camps de concentration, dans lesquels les ennemis supposés du régime sont emprisonnés. La Gestapo (Geheime Staatspolizei, police secrète d'Etat) a recours à des méthodes impitoyables pour identifier et arrêter les opposants politiques et, en règle générale, les personnes qui refusent de se conformer à la politique du régime nazi. Dès l'été 1933, toute l'opposition organisée au régime est éliminée.. Le 20 mars 1933, les SS ouvrent un camp dans une usine désaffectée de la ville de Dachau, près de Munich. Le camp de concentration de Dachau devient le "modèle" du système.

b) En URSS

En URSS, la terreur touche les « ennemis de classe » : les paysans qui refusent de se regrouper dans des coopératives agricoles (kolkhozes) ou des fermes d'Etat (Sovkhozes) sont assimilés aux ennemis de la révolution et donc du peuple. Aux milliers d'exécutés et de déportés, s'ajoutent les 5 millions de morts de l'**Holodomor** (mot ukrainien signifiant "l'extermination par la faim") de 1932-1933.

Le 1er décembre 1934, Serge Kirov, que Staline considère comme son concurrent politique, est assassiné. C'est le début de purges massives dans le parti. En 1936 Staline engage la mise au pas de toute la société. C'est la "Grande Terreur". Des milliers de fonctionnaires sont remplacés, des centaines exécutés, notamment dans l'armée. Des héros de la Révolution, des hauts fonctionnaires, des artistes, des intellectuels, des officiers, mais aussi de simples militants, sont jugés durant les grands procès de Moscou (1937-1938). A la fin des années 1930, 700 000 personnes ont été exécutées et 5 à 10 millions ont été déportées.



Conclusion

La Première guerre mondiale et les crises économiques et sociales sont les causes de l'installation de régimes totalitaires. En Russie, à la mort de Lénine, en 1924, Staline prend progressivement le contrôle absolu. En Italie, en proie à la crise sociale et nationaliste, Benito Mussolini soutenu par les milieux d'affaires inquiets de la poussée révolutionnaire, est nommé par le roi à la présidence du Conseil en 1922. En Allemagne, Hitler tire profil de la crise des années 1930 pour se poser en recours face à une classe politique impuissante. Il est nommé chancelier en janvier 1933 et obtient rapidement les pleins pouvoirs.

Les régimes totalitaires ont en commun la négation des libertés individuelles, un système de parti unique et de culte du chef, alimenté par une intense propagande. Désireux de créer un « homme nouveau », ils s'efforcent d'encadrer très étroitement l'économie, la société et la culture, en conditionnant les esprits. Ils y parviennent largement, en éliminant toute forme d'oppositions et de résistances par la violence.

Les régimes totalitaires ne reposent pas pour autant sur les mêmes idéologies. Le fascisme italien, développe une idéologie nationaliste fondée sur la nostalgie de l'empire romain. Le nazisme se fonde sur l'affirmation de la supériorité de la « race aryenne », l'antisémitisme, le refus de la démocratie, l'anticommunisme. Le stalinisme repose sur l'idéologie communiste : suppression de la propriété privée, affirmation du PCUS et de l'État comme acteurs primordiaux de la construction du communisme.

TEST

1. Quelles sont les causes de la première révolution russe ? Puis de la seconde ?
2. Qu'est-ce que le stalinisme sur le plan économique et social ?
3. En quoi le fascisme est-il à la fois nationaliste et révolutionnaire ?
4. Quelles sont les différentes causes de l'arrivée de Hitler au pouvoir ?
5. Quelles sont les différences idéologiques de ces trois régimes ?
6. Quels sont les points communs ?
7. Comment ces régimes tentent-ils de séduire la société ?
8. Quels sont les points communs et les différences de leur système de répression ?
9. Qu'est-ce qui différencie une dictature « classique » d'un régime totalitaire ?
10. Faire une synthèse d'une page rappelant les causes de l'installation de ces régimes et leur mode de fonctionnement, en montrant les points communs et les différences.

III - 1939-1945 : La Deuxième Guerre mondiale

A- La montée vers la guerre

1 – Les causes du conflit

2 – Multiplication des agressions

3 – La guerre d'Espagne : un laboratoire de la seconde guerre mondiale (1936 – 1939)

B – Les offensives victorieuses de l'Axe (1939 – 1942)

1 - Les débuts de la guerre

2 - Les batailles de France et d'Angleterre

3 - L'invasion de l'URSS (22 juin 1941)

4 - Pearl Harbor et l'entrée en guerre des Etats-Unis (7 décembre 1941)

C – Le tournant de 1942 – 43

1 – Les initiatives américaines et britanniques

2 - La contre-offensive soviétique (février et juillet 1943)

D - La victoire des alliés (43 – 45)

1 - La capitulation de l'Italie (septembre 1943)

2 - A l'assaut du Reich

3 - La fin de la guerre

D - Une guerre d'anéantissement

1 - Intensification de la violence

2 - Massacres et destructions

3 - Le Génocide des juifs et des tziganes d'Europe

Mots importants :

Alliés : Grande Alliance entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'URSS contre l'Allemagne après 1941.

Anschluss : mot allemand, qui signifie « rattachement », désigne la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne en mars 1938.

Appeasement : politique du Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, qui cherche à satisfaire les demandes allemandes et ainsi éviter la guerre.

Armistice : Traité par lequel les États s'engagent à cesser le combat en attendant un traité de paix.

Axe : nom donné par Mussolini à l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne (« Axe Rome-Berlin »), puis par extension, pendant la Seconde Guerre mondiale, au camp de l'Allemagne et de ses alliés (Italie, Japon et pays satellites comme la Hongrie et la Bulgarie).

Blitz (« éclair ») : Nom donné aux bombardements massifs subis par les civils britanniques (de septembre 1940 et à mai 1941) au cours de la bataille d'Angleterre,

Blitzkrieg (« guerre-éclair ») : Stratégie offensive fondée sur l'utilisation combinée des blindés et de l'aviation.

Charte de l'Atlantique : Déclaration du 14 août 1941, à la suite de la Conférence de l'Atlantique, tenue à bord du navire de guerre USS Augusta, entre le président américain Franklin D. Roosevelt et le premier ministre britannique Winston Churchill. Précisant les buts de la guerre (alors que les USA ne sont pas encore rentrés dans le conflit) « Leurs pays ne recherchent aucun élargissement territorial ou autre ; liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ; création d'une organisation chargée d'assurer la paix dans le monde (future ONU).

Crimes contre l'humanité : Définis en 1945 par le tribunal de Nuremberg, désignent tout acte inhumain (assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation) commis contre des civils pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, en temps de guerre comme en temps de paix.

Crimes de guerre : Définis par les conventions de Genève (1864, 1906, 1929), comprennent tous les mauvais traitements (assassinat, viol, déportation, pillage, destruction) infligés à des civils ou à des prisonniers de guerre alors que les exigences militaires ne les justifient pas.

Drôle de guerre : Désigne la période comprise entre septembre 1939 et le printemps 1940, au cours de laquelle le front de l'Ouest ne connaît aucun affrontement majeur.

Einsatzgruppen « groupes spéciaux » : Unités de tueries mobiles nazies formées de policiers et de SS, à partir de l'invasion de l'URSS en 1941. Elles sont chargées de fusiller les Juifs et les responsables politiques soviétiques.

Franquistes : Partisans du général Franco auteur d'un coup d'État contre la République espagnole en 1936.

Génocide : Raphaël Lemkin crée ce terme en 1944, (de *genos* en grec : lignée, famille, clan, groupe, race et « cide » (du latin *caedere*, qui signifie tuer), signifiant la destruction physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques ou religieuses.

Ghetto : Quartier isolé du reste de la ville par des barbelés ou un mur dans lequel les nazis forcent la population juive à vivre dans des conditions misérables.

Guerre d'anéantissement : se caractérise par sa dimension idéologique et par la disparition de la distinction entre le front et l'arrière, ce qui favorise les crimes de masse ». Certains incluent dans cette catégorie les bombardements stratégiques.

Opération Barbarossa : Nom de code du plan d'invasion de l'URSS en référence à Frédéric Barberousse, empereur allemand du XII^e siècle qui a joué un rôle majeur dans l'expansion allemande vers l'est du continent.

Pacte anti-Komintern : Accord entre plusieurs dictatures européennes et le Japon par lequel ils s'engagent à se soutenir mutuellement dans la lutte contre le communisme international et son organisation, le Komintern.

Prêt bail : « *Lend-Lease* » en anglais : programme visant en 1941 à fournir les pays amis en matériel de guerre sans intervenir directement dans le conflit. Elle fait suite à la **loi Cash and Carry** de 1939 qui a permis la vente de matériel aux futurs alliés, aussi longtemps que les destinataires assuraient le transport en utilisant leurs propres navires et payées immédiatement.

Projet Manhattan : Programme de mise au point de l'arme atomique durant la seconde guerre mondiale.

SDN (Sociétés des Nations) : organisation internationale créée en 1919 pour tenter d'assurer la paix mondiale par la sécurité collective.

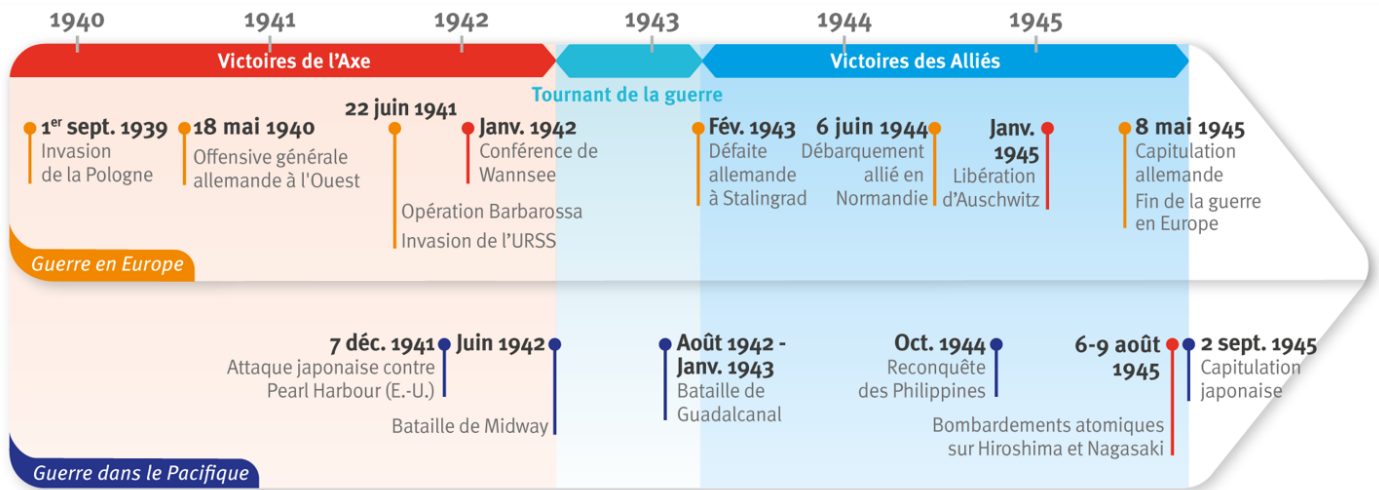
Shoah : « catastrophe » en hébreu, utilisé pour désigner le génocide des Juifs.

Solution finale : Expression employée à partir de la Conférence de Wannsee de janvier 1942 par les nazis pour désigner l'anéantissement des juifs d'Europe.

Victory Program : Annoncé par un discours du président des États-Unis Franklin Delano Roosevelt le 6 janvier 1942, c'est un programme d'économie de guerre afin de devenir « l'arsenal des démocraties » durant la Seconde Guerre mondiale.

Violence de masse : Notion désignant toute violence de grande ampleur, notamment lors des guerres, visant à détruire un groupe désarmé.

Wehrmacht : « Force de défense », désigne l'armée du III^e Reich à partir de 1935.



1 Les conséquences territoriales du traité de Versailles pour l'Allemagne

III - 1939-1945 : La Deuxième Guerre mondiale

Reposant sur des causes à la fois idéologiques, économiques et politiques, la Seconde guerre mondiale débute le 1^{er} septembre 1939, par l'invasion de la Pologne. Jusqu'en 1942, les troupes de l'Axe remportent victoire sur victoire, tant en Europe que dans le Pacifique. A partir de la fin 1942, les forces alliées passent à l'offensive et récupèrent peu à peu le terrain perdu. Mais la seconde guerre mondiale est aussi une guerre d'anéantissement. Sur les 60 millions de victimes, plus de la moitié sont des civils, victimes, de massacres, de bombardement et des déportations.

A- La montée vers la guerre

1 – Les causes du conflit

a) Rejet des traités de 1919

La Paix se construit lors de la **Conférence de Versailles** (janvier-juin 1919), mais seuls les pays vainqueurs y sont représentés. **Le traité de Versailles** (28 juin 1919) est très sévère avec l'Allemagne, décrétée « responsable de la guerre » (article 231). On lui impose des sanctions : territoriales : perte de l'Alsace-Lorraine, du « corridor de Dantzig » au profit de la Pologne, de ses colonies ; économiques : elle doit payer les réparations des dégâts (représente un coût économique insurmontable) et militaires : son armée doit être limitée à 100 000 h ; la rive droite du Rhin doit être démilitarisée.

Le **traité de Saint Germain en Laye** signé le 10 septembre 1919 démantèle l'empire austro hongrois sans accorder à l'Italie les terres qu'elle revendique. Pour l'Italie il s'agit de la « victoire mutilée ». Enfin, le **traité de Sèvres**, conclu le 10 août 1920 disloque l'empire Ottoman

b) L'échec de la sécurité collective

La SDN, est créée à Genève en 1920, destinée à faire respecter le droit international, régler les conflits par l'arbitrage, et favoriser le désarmement. Elle possède une assemblée générale, et plusieurs institutions spécialisées (cour de justice, ...), les questions essentielles étant réglées par le Conseil composé de 9 puis 13 membres dont 5 permanents. Mais elle souffre de nombreux handicaps : le Sénat américain vote contre l'adhésion des Etats-Unis, pourtant à

l'origine du projet. Il n'y a pas de force armée pour faire respecter ses décisions : « un juge sans gendarme ». Enfin, elle se veut universelle mais exclut les pays vaincus. Elle est totalement impuissante face à la politique agressive du Japon, de l'Italie et surtout d'Hitler à partir de 1933.

c) *Le poids de l'idéologie*

D'un côté, l'Allemagne nazie, comme l'Italie fasciste et le Japon ont des ambitions bellicistes : idée de race supérieure chez les Allemands (espace vital, Lebensraum), et les Japonais, nostalgie de l'empire romain chez les Italiens.

Les démocraties d'Europe occidentales sont quant à elles profondément pacifistes. Le Premier ministre britannique Chamberlain va tenter jusqu'à la dernière minute une politique d'apaisement vis-à-vis de Hitler et de Mussolini. Il est soutenu par des notables qui sont prêts, par crainte du communisme, à s'entendre avec Hitler. En France, au traumatisme de la première guerre, très profond, s'ajoute le problème de « classe creuse » : on manque de jeunes aptes à faire la guerre et on a pris un retard considérable dans la fabrication d'armes.

d) *La crise de 1929*

L'Allemagne, l'Italie et le Japon sont selon Mussolini, des Etats prolétaires : ils ont peu de ressources et peu ou pas de colonies. Ne pouvant plus en raison des barrières douanières vendre leurs produits, ils ne disposent plus des moyens nécessaires pour acheter les denrées et l'énergie qui leur font défaut. En outre, la crise entraîne le retrait des capitaux US d'Europe. Il faut obtenir par la conquête ce que l'on ne peut plus acheter.

2 – Multiplication des agressions

a) *L'invasion de la Chine par le Japon : 1931*



La crise de 1929 amène le Japon à se fournir en matières premières qu'elle ne peut plus acheter par l'agression. En 1931, prétextant l'attaque d'une voie de chemin de fer qu'il possède, le Japon envahit la Mandchourie où il crée un Etat fantoche, le Mandchoukouo, à son service. En 1937, c'est l'invasion de la Chine. A Nankin plus de 300 000 chinois sont victimes de sévices perpétrés par l'armée.

b) *Les annexions allemandes*

* *L'Anschluss (mars 1938)*

En 1937, tandis que Mussolini commence la conquête de l'Ethiopie pourtant membre de la SDN, Hitler remilitarise la Rhénanie au mépris des clauses du traité de Versailles. L'absence de réaction des démocraties l'encourage à persévérer. Son premier objectif est la création d'une grande Allemagne, intégrant tous les territoires de « race » allemande. En mars 1938, l'armée allemande prend le contrôle de l'Autriche. C'est l'« **Anschluss** » : rattachement au Reich.

* *Les Sudètes et la Conférence de Munich (septembre 1938)*

Au nom du « principe des nationalités », Hitler réclame le rattachement des Sudètes, territoire de Tchécoslovaquie peuplé de germanophones, prélude évident à la conquête de l'ensemble d'un pays, allié de la France et de l'Angleterre. Face à une opinion largement hostile à une entrée en guerre, les représentants de la France (Daladier) et de l'Angleterre (Chamberlain), retrouvent Mussolini et Hitler à Munich (septembre 1938) et, « pour sauver la paix », acceptent les exigences allemandes.

3 – La guerre d'Espagne, laboratoire de la seconde guerre mondiale (1936 – 1939)

La République espagnole, instaurée en 1931, est très instable. La droite monarchiste et la bourgeoisie sont terrorisées par la présence de nombreux anarchistes et communistes qui veulent une révolution prolétarienne. Un parti fasciste, la Phalange, se développe.

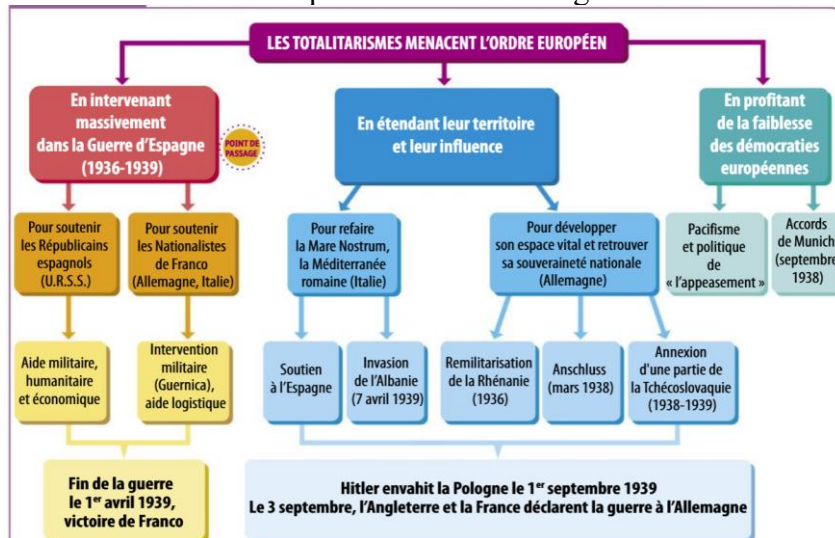
En février 1936, la victoire du Front populaire, qui rassemble toute la gauche, y compris les communistes, entraîne un déchainement de violence entre les extrêmes. La rébellion militaire menée par le général Franco, éclate en juillet 1936 au Maroc espagnol. L'Espagne est rapidement coupée en deux. La répression s'abat d'un côté, sur les quartiers ouvriers (massacres de Séville et Grenade) et de l'autre, sur la bourgeoisie et le clergé – notamment à Barcelone.

Cette guerre prend un enjeu international lorsque chaque camp réclame des armes à des gouvernements amis. L'Allemagne et l'Italie donnent leur appui militaire aux Franquistes, expérimentent leurs matériels (chars d'assaut, avions...) et leurs procédés tactiques

(bombardement en piqués, etc.). On assiste aux tout premiers raids aériens sur des populations civiles sans défense : la légion condor est ainsi responsable du bombardement de milliers de civils fuyant des combats en février 1937 et de Guernica un jour de marché en avril 1937. Quelques jours auparavant, la ville voisine de Durango avait également été bombardée par l'aviation italienne, causant plusieurs centaines de morts. Il ne s'agit plus de vaincre l'adversaire, mais de l'anéantir.

Les républicains reçoivent l'aide de l'URSS et des Brigades internationales : 35 000 volontaires de 50 nations, en majorité communistes. En France, Léon Blum doit renoncer à l'assistance promise devant l'opposition de la droite, des radicaux, du président Lebrun et du Royaume-Uni. L'aide soviétique consiste surtout en armes et par l'envoi d'experts militaires issus du NKVD, faisant régner la terreur en tant que police politique sur les Brigades internationales. Le parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) considéré comme trotskiste, est éliminé par le NKVD pour renforcer le parti communiste espagnol, stalinien.

En avril 1939, après la prise de Barcelone et de Madrid, Franco remporte la guerre et son gouvernement est reconnu par la France et l'Angleterre.



B – Les offensives victorieuses de l’Axe (1939 – 1942)

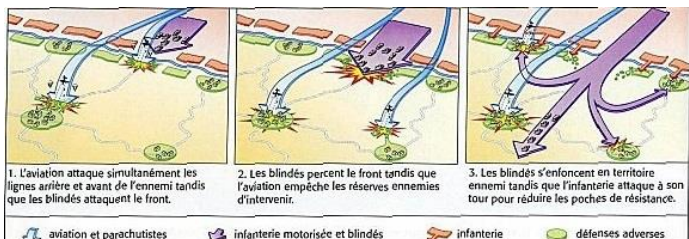
1 - Les débuts de la guerre

a) Le pacte germano-soviétique (août 1939)

Après la Tchécoslovaquie, rien ne semble freiner les ambitions d'Hitler. Prochaine étape, la Pologne, dont le corridor de Dantzig sépare deux parties de l'Allemagne. Persuadé que l'Angleterre et la France n'agiront pas plus pour la Pologne que pour la Tchécoslovaquie, Hitler se méfie bien plus de l'URSS. Staline, inquiet de la politique d'Hitler vers l'Est, ne parvenant pas à se rapprocher des démocraties occidentales, signe un pacte de non-agression avec l'Allemagne en août 1939. Ce pacte germano-soviétique comprend un accord secret prévoyant le partage de la Pologne et des Etats baltes entre les deux pays.

b) L'invasion de la Pologne (1^{er} septembre 1939)

La Wehrmacht envahit la Pologne sans déclaration de guerre le **1^{er} septembre 1939**. La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939.



C'est le début de la seconde guerre mondiale. Les Allemands, utilisant la tactique de la guerre éclair (*Blitzkrieg*), coordination entre la *Panzerdivision* (chars) et l'aviation, écrasent le pays (bientôt partagé avec l'URSS) en moins d'un mois sans que les Alliés, entrés officiellement en guerre, ne lui viennent en aide.

3 - Les batailles de France et d'Angleterre

a) L'invasion de la France (mai - Juin 1940)

En 1939, à l'Ouest débute la « drôle de guerre » : pendant huit mois les armées française et allemande se font face sans lancer d'offensives. Le **10 mai 1940** Hitler lance les attaques à l'Ouest. Les Pays-Bas et la Belgique (neutres) sont rapidement battus. La percée des chars allemands à Sedan, par les Ardennes, rend la situation désespérée pour les Alliés, qui évacuent une partie de leurs troupes par Dunkerque (28 mai-3 juin 1940). Les populations sont

condamnées à l'exode vers le Sud et le gouvernement quitte la capitale, occupée le 14 juin. Après cette débâcle (100 000 soldats français tués, 200 000 blessés, deux millions de prisonniers), complétée par l'attaque des Italiens au Sud, les Français signent l'armistice, demandé par le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, le **22 juin 1940**.

b) La bataille d'Angleterre (été 1940)

Après l'invasion de la France, surprenante de rapidité, Hitler escompte une soumission de l'Angleterre, dernière puissance européenne à lui résister. Mais celle-ci, dirigée avec détermination par Winston Churchill, rejette les offres de paix venues d'Allemagne. Pour abattre l'Angleterre, le dictateur allemand doit en premier lieu obtenir la maîtrise du ciel au-dessus de la Manche. Mais son offensive tourne court du fait de la résistance héroïque des pilotes britanniques. Les bombardements sur les villes britanniques (Blitz) deviennent systématiques et quotidiens.

3 - L'invasion de l'URSS (22 juin 1941)

Alors que l'Italie envahit la Grèce, et après avoir pris le contrôle de la Yougoslavie, Hitler déclenche l'**opération Barbarossa**, le 22 juin 1941 : l'invasion de l'URSS. Ses troupes progressent rapidement vers trois objectifs : Moscou, Leningrad et Kiev. Dès octobre les soldats allemands sont à 100 km de Moscou.

4 - Pearl Harbor et l'entrée en guerre des Etats-Unis (7 décembre 1941)

Pendant ce temps l'implication américaine se renforce : en mars 1941 Roosevelt fait voter par le Congrès des États-Unis la loi « **prêt-bail** » qui autorise la cession gratuite de matériel aux forces alliées contre une promesse de remboursement après la guerre et qui précède la signature de la **Charte de l'Atlantique** avec Churchill en août 1941, affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour « la destruction finale de la tyrannie nazie ».

En Asie le Japon, après avoir envahi la Chine et l'Indochine, attaque par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor (dans les îles Hawaï), le 7 décembre 1941, provoquant l'entrée en guerre des États-Unis et la mondialisation du conflit.

C – Le tournant de 1942 – 43

1 – Les initiatives américaines et britanniques

a) Le « Victory Program »

Immédiatement, les Etats Unis développent une vaste industrie de guerre : les jeeps, les barges de débarquement, les armes sortent par milliers des chaînes de montage et ravitaillent les alliés.

b) La maîtrise de la Méditerranée (octobre et novembre 1942)

L'offensive de Rommel et de son Afrika Korps contre le canal de Suez en 1942 est interrompue par la riposte britannique et la victoire de Montgomery à El-Alamein en octobre 1942. Le 8 novembre 1942 les Américains débarquent au Maroc et en Algérie (Opération Torch).

2 - La contre-offensive soviétique (février et juillet 1943)

A partir de novembre les Allemands, se trouvent encerclés devant Stalingrad et doivent se rendre, après des mois de souffrance, à l'Armée rouge le 2 février 1943. Cette victoire soviétique constitue le véritable tournant de la Seconde guerre mondiale : l'armée allemande subit de lourdes pertes (500 000 hommes). A partir de juillet 43 ce sont les Russes qui passent à l'offensive et avancent vers l'Ouest.

D - La victoire des alliés (43 – 45)

1 - La capitulation de l'Italie (septembre 1943)

En juillet 1943 les troupes anglo-américaines débarquent en Sicile puis en Italie. Mussolini est renversé et emprisonné. Libéré par un commando envoyé par Hitler, il fonde la mini République de Salo, ultra fasciste sur l'Adriatique. Septembre 1943 : l'Italie capitule, mais les Allemands freinent un temps la progression des alliés (dont les bataillons d'Afrique sous commandement français) à Monte Cassino.

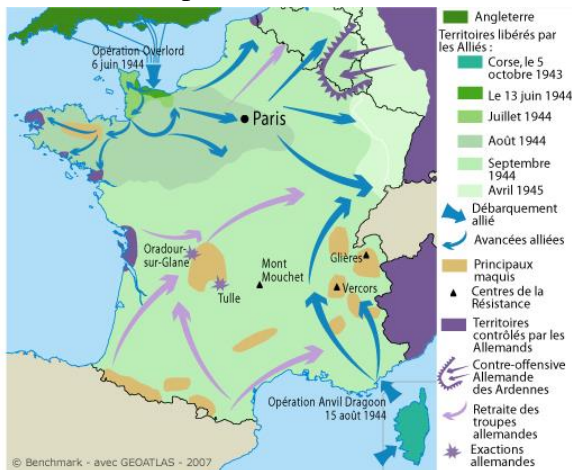
3 – A l'assaut du Reich

a) La conférence de Téhéran

Lors de la conférence de Téhéran fin 1943, qui réunit Churchill, Staline et Roosevelt, la décision d'un débarquement en France est confirmée. Staline annonce qu'une offensive stratégique majeure sur le



front Est permettra d'éviter les transferts de troupes allemandes vers ce nouveau front. Il s'agit de prendre le Reich en étau.



b) *Les débarquements en France (6 juin et 15 août 1944)*

Le 6 juin 1944 les Alliés débarquent d'abord en Normandie contre le « mur de l'Atlantique » (« plan Overlord » sous le commandement d'Eisenhower), permettant la libération de Paris le 25 août 1944 (soulèvement des Parisiens et arrivée de la 2^e Division Blindée du général Leclerc), puis en Provence le 15 août 1944.

c) *L'opération Bagration*

Du nom d'un général russe du XVIII^e siècle, Pierre de Bagration, héros des guerres contre Napoléon, c'est la plus grande offensive soviétique jamais organisée. Il s'agit de

faire diversion aux débarquements en France mais aussi pour Staline de gagner le plus de territoires à l'Est avant la fin du conflit. Commencée le 22 juin 1944, en 2 mois l'armée allemande est repoussée, sur un front de 1 000 km de large. L'armée rouge libère la Biélorussie, la Lituanie, l'Estonie et la Pologne. Mais elle ne prend pas Varsovie, où Staline laisse les Allemands y écraser la résistance polonaise non communiste.

3 – La fin de la guerre

a) *La capitulation allemande (8 mai 1945)*

A partir de 1943 l'Allemagne est bombardée jour et nuit. A l'Ouest, les Alliés franchissent le Rhin en mars 1945. A l'Est, l'Armée rouge prend Berlin le **30 avril 1945**, jour où Hitler se suicide dans son bunker. Les 7 et 8 mai 1945, à Reims puis à Berlin, les Allemands capitulent.

b) *La fin de la guerre du Pacifique (2 septembre 1945)*

Dans le Pacifique, la résistance Japonaise est acharnée et chaque îlot n'est conquis qu'au prix de milliers de morts. Les Américains ne parviennent à soumettre définitivement le Japon qu'avec le lancement de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945 (100 000 et 80 000 morts), contraignant l'empereur Hiro-Hito à capituler le 2 septembre.

D - Une guerre d'anéantissement

1 - Intensification de la violence

Points communs aux idéologies de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon : une volonté expansionniste, fondée sur la certitude de constituer une civilisation supérieure. Pour Hitler, la guerre doit permettre de conquérir « l'espace vital » des Allemands (à l'est) et la société allemande doit être épurée et protégée de toute présence étrangère. Slaves, Tziganes et surtout Juifs constituant pour les nazis les races inférieures et les plus néfastes. L'invasion de l'URSS est ainsi conçue comme une guerre d'anéantissement du « judéo-bolchévisme » : la société soviétique doit nécessairement être détruite. 60 % des prisonniers de guerre soviétiques vont mourir. Les Japonais ne sont pas en reste face aux Chinois, considérés comme inférieurs.

2 – Massacres et destructions

Les civils constituent 60% des pertes humaines : c'est un basculement historique majeur. Ils sont désormais des cibles. C'est le bombardement des villes, initiée par l'Allemagne en Angleterre en 1940, mais aussi massivement par les Alliés à la fin de la guerre (destruction de Dresde en février 1945 ; bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki).

Il y a des massacres de civils soit par représailles aux actes de résistance : ex des massacres commis par la 2^e Division *Das Reich* à Tulle (99 morts le 9 juin 1944) et Oradour-sur-Glane (642 morts, le 10 juin 1944), soit pour des raisons idéologiques à l'Est ou en Chine.

3 - *Le Génocide des juifs et des tziganes d'Europe*

L'objectif d'Hitler est depuis 1933 de mettre la population allemande à l'abri des Juifs, d'abord par une émigration forcée : rendre la vie impossible aux juifs en Allemagne pour les forcer à partir (lois discriminatoires, violences). Lors de l'invasion de la Pologne, ils sont regroupés dans des ghettos. A partir de l'invasion en URSS (juin 1941), c'est le basculement dans une politique d'anéantissement : l'extermination de tous les Juifs et Tziganes d'Europe. C'est d'abord la « Shoah par balles » : environ 1,3 millions de Juifs assassinés par les Einsatzgruppen.

Le 20 Janvier 1942 la **Conférence de Wannsee** organise la « **Solution Finale** de la question juive ». L'organisation en est confiée à la SS (organisation qui regroupe l'élite du parti nazi, proche d'Hitler, dirigée par Himmler).

Les **campes de concentration**, ouverts dès 1933, sont destinés à ceux considérés comme « ennemis du Reich ». Opposants politiques, mais aussi homosexuels, Tziganes, Juifs, y sont soumis à du travail forcé dans des conditions inhumaines : maladies, sous-nutrition, sévices : mortalité y est extrêmement forte.

Les **campes d'extermination** sont construits à partir de l'hiver 1941 en Pologne, dans le but d'éliminer les Juifs par des procédés industriels (Treblinka, Sobibor, Belzec, Chelmno ; Auschwitz et Maidanek étant mixtes)

Il y a la recherche d'une efficacité maximum dans la mise à mort. Elle s'effectue dans les chambres à gaz. Les cadavres sont brûlés dans des fours crématoires. De 5 à 6 millions de Juifs (60 % des Juifs d'Europe en 1939), plus de 200 000 Tziganes (30%) sont exterminés.

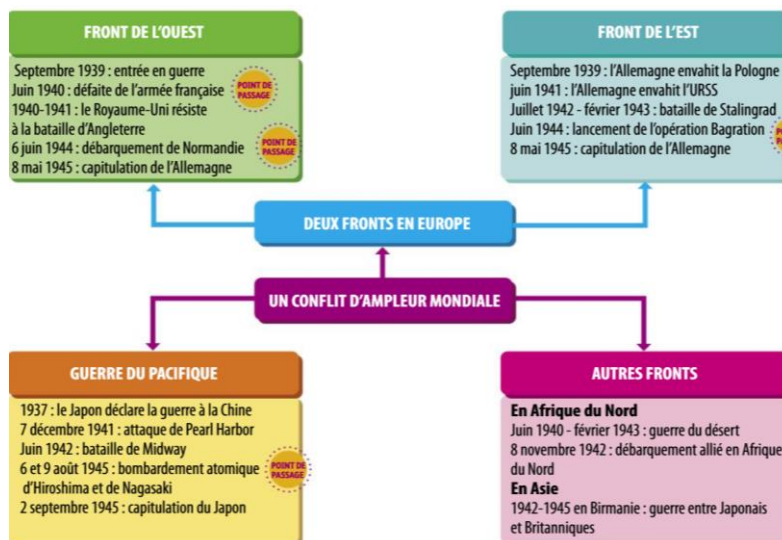
Conclusion

Dans les années 1930, l'Allemagne, le Japon et l'Italie mènent une politique expansionniste agressive. L'invasion de la Pologne par l'Allemagne en septembre 1939 marque le début de la guerre. La rapide défaite française laisse le Royaume-Uni seul face à l'Allemagne. Il est rejoint par l'URSS que Hitler a envahie en juin 1941 (opération Barbarossa), puis par les États-Unis attaqués par le Japon en décembre 1941 (Pearl Harbor). Le conflit se déploie alors sur deux théâtres d'opérations majeurs : l'Asie du Sud, où le Japon se construit un empire ; l'Europe, où l'Allemagne impose sa domination. La guerre prend une dimension planétaire et bascule fin 1942 en faveur des Alliés : premiers débarquements (Afrique du Nord), victoires successives, américaines dans la guerre du Pacifique et soviétiques en février 1943 à Stalingrad. En 1944, les opérations Overlord à l'Ouest et Bagration à l'Est prennent l'Allemagne en étau. Elle capitule le 8 mai 1945. Frappé par deux bombardements atomiques américains, le Japon l'imites en septembre.

Les bombardements massifs des villes, les massacres d'opposants par les soviétiques, et de populations jugées inférieures par les nazis et les Japonais expliquent également pourquoi la Seconde guerre mondiale fait beaucoup plus de victimes parmi les civils que parmi les militaires.

Près de 6 millions de Juifs et 250 000 Tziganes sont exterminés. Le processus génocidaire se radicalise avec la guerre menée à l'Est, s'industrialise dans les centres de mise à mort, s'étend à l'ensemble de l'Europe occupée après la conférence de Wannsee.

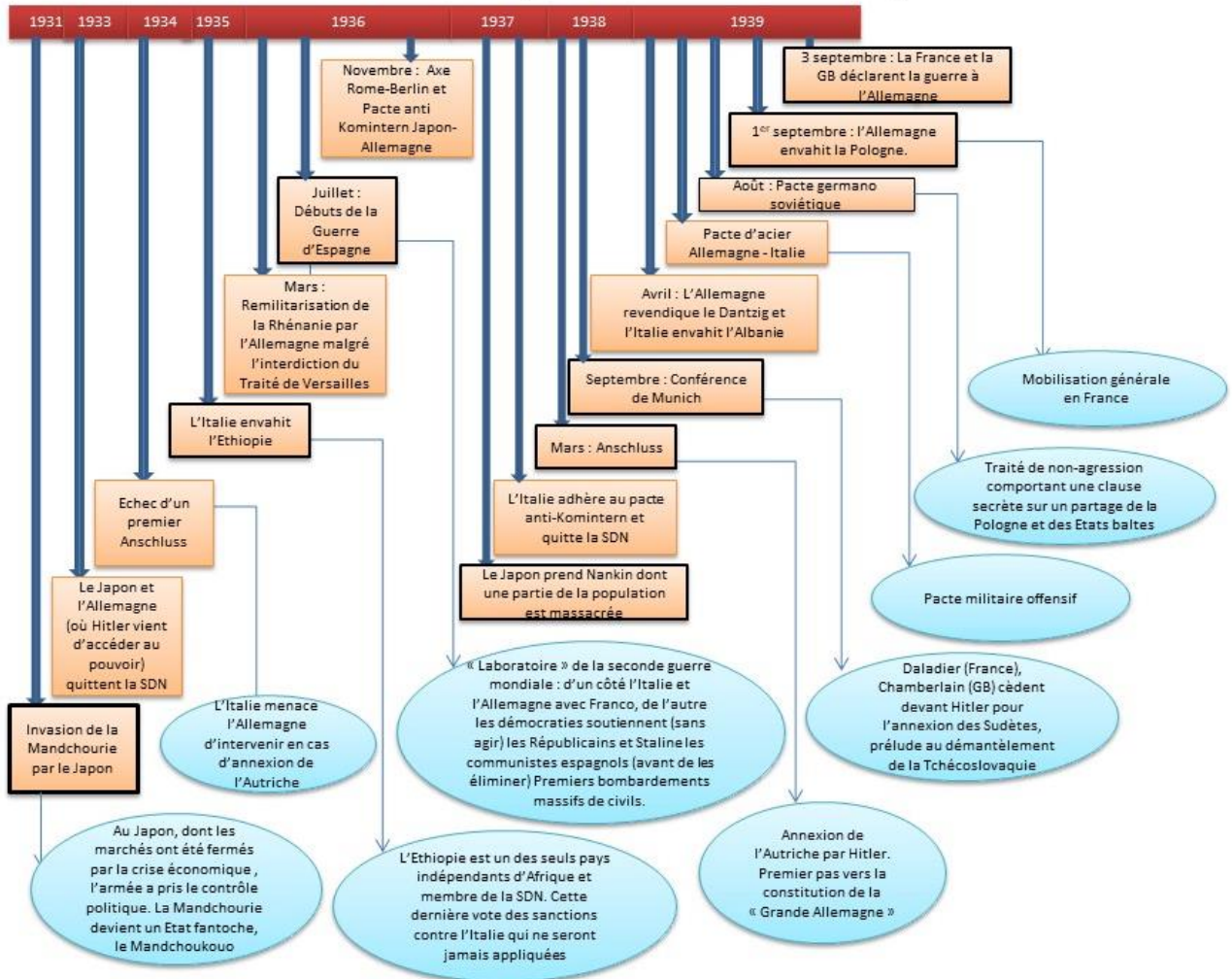
Un conflit d'ampleur mondiale



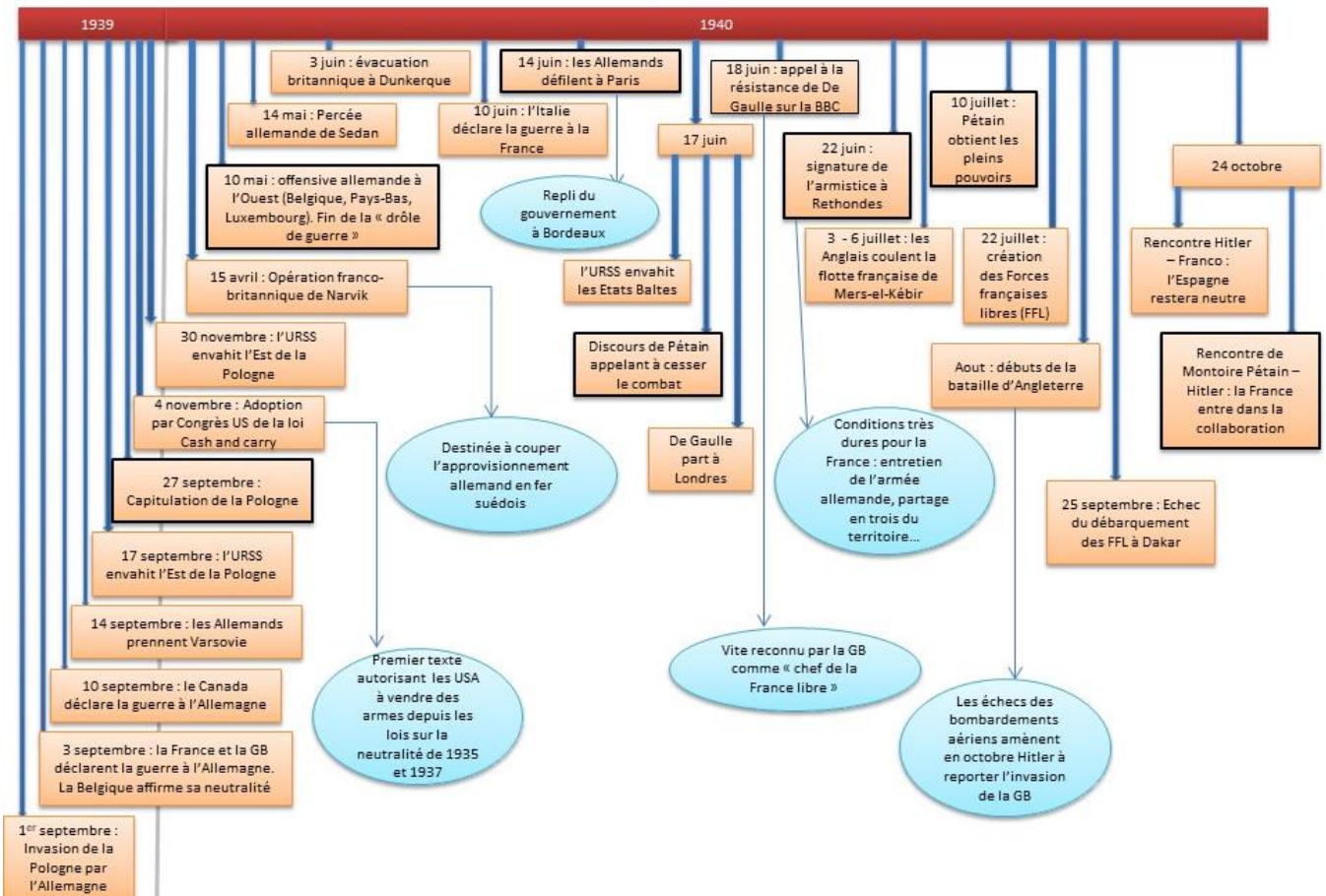
TEST

1. Pourquoi les traités de la Première guerre mondiale sont-ils en partie responsables de la Seconde guerre mondiale ?
2. Quelles sont les autres causes de la seconde guerre mondiale ?
3. Comment s'explique le manque de volonté des pays démocratiques de stopper le réarmement et l'expansion de l'Allemagne et de l'Italie jusqu'en 1939 ?
4. Pourquoi la guerre d'Espagne est un laboratoire de la Seconde guerre mondiale ?
5. Quelles sont les causes de l'expansion victorieuse de l'Axe jusqu'en 1942 ?
6. Pourquoi l'année 1943 est-elle un tournant dans la seconde guerre mondiale ?
7. Comment s'explique le nombre aussi élevé de victimes de cette guerre ?
8. Pourquoi parle-t-on d'une guerre d'anéantissement ?
9. Pourquoi l'extermination des Juifs et des Tziganes est-elle tout à la fois la conséquence de l'idéologie nazie et de la guerre ?
10. Faites une synthèse répondant à cette question : En quoi la seconde guerre mondiale est-elle différente de tous les conflits précédents ?

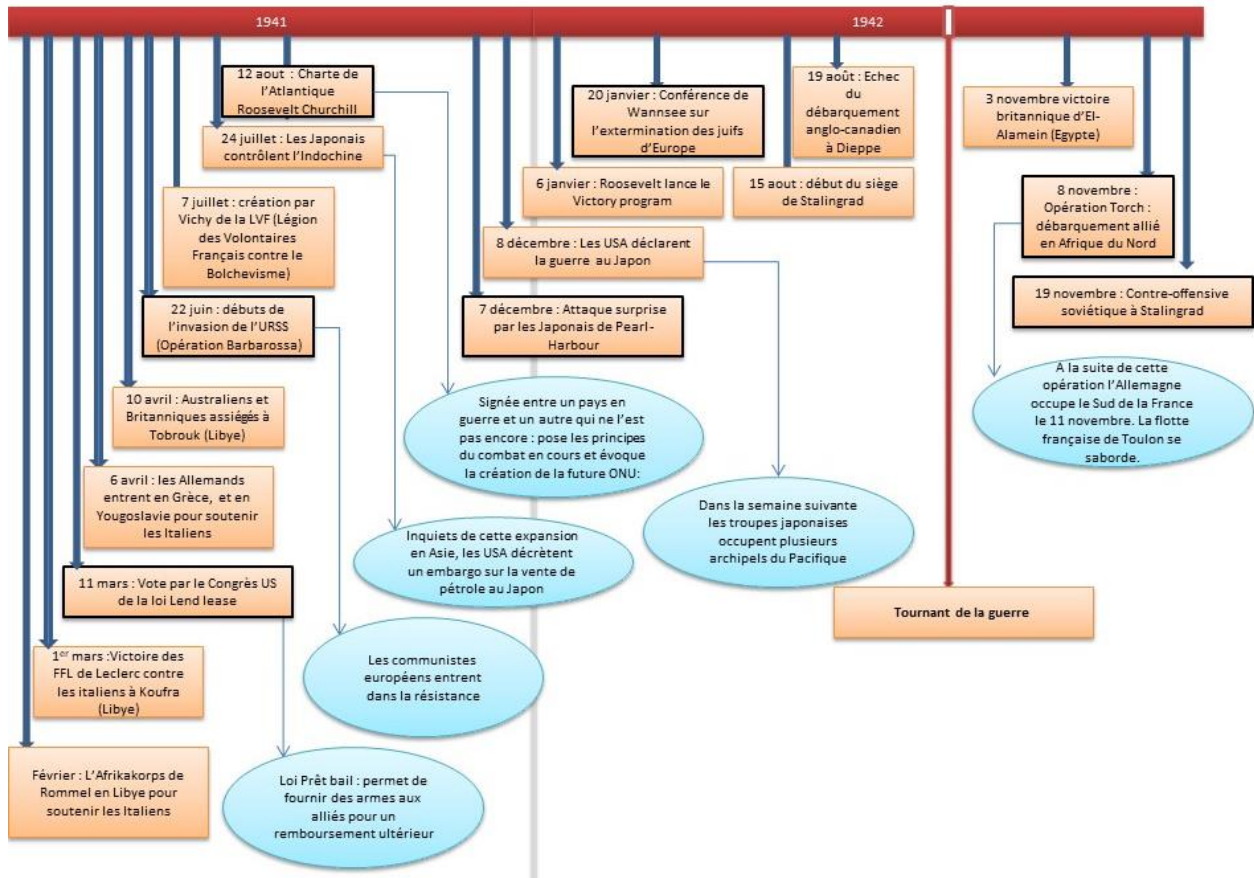
La seconde guerre mondiale I – La montée vers la guerre



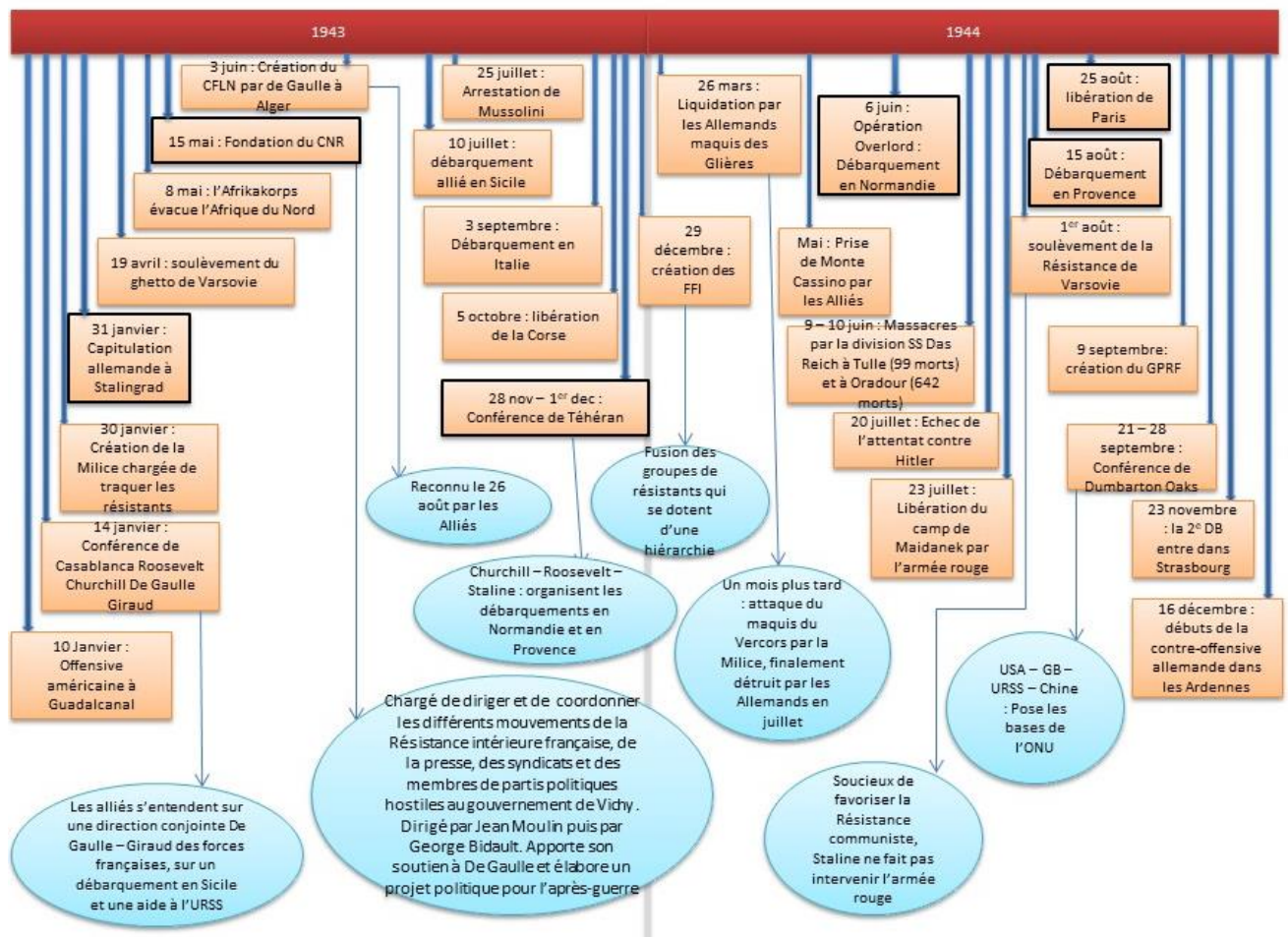
La Seconde guerre mondiale II



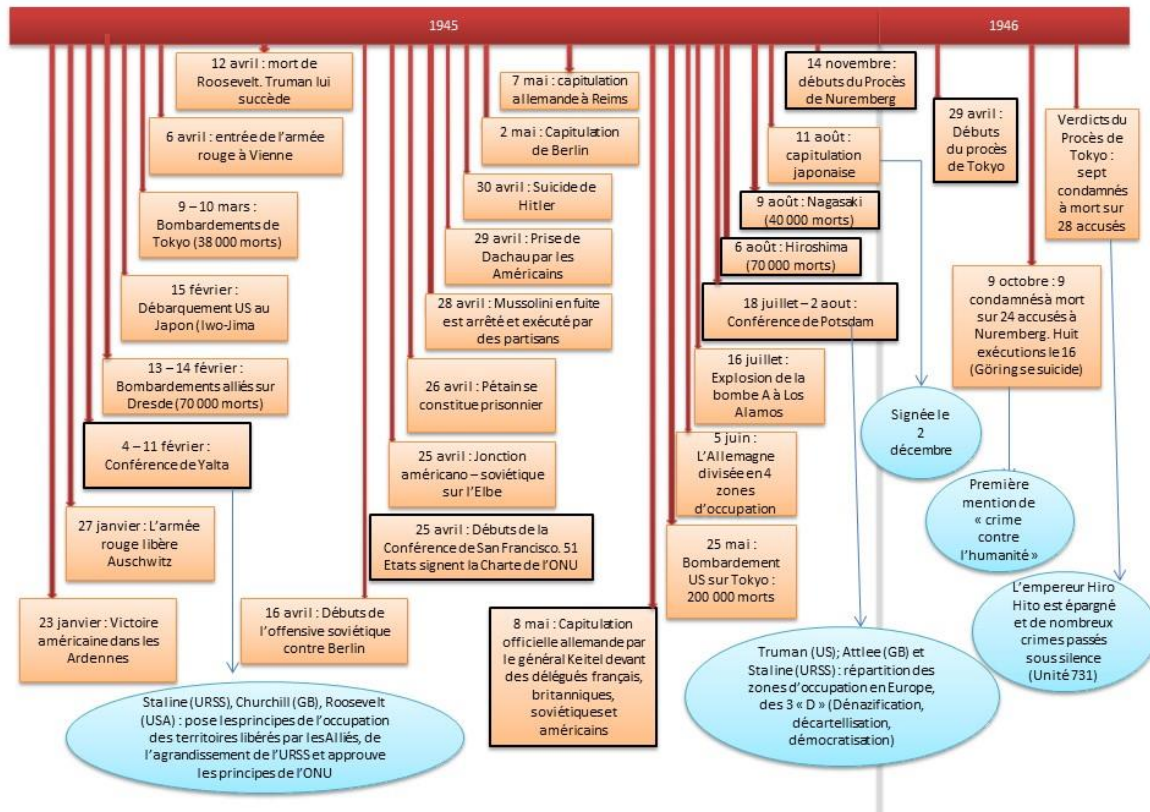
La seconde guerre mondiale III



La seconde guerre mondiale IV



La seconde guerre mondiale V



IV

- La France dans la Seconde guerre mondiale

A - Le régime anti républicain de Vichy

1 - Mise en place du régime

2 - La Révolution Nationale

3 - Les instruments du pouvoir

4 - Les étapes de la collaboration

5 - Les formes de la collaboration

B - Organisation et développement des résistances

1 - La France Libre

2 - La Résistance intérieure

Mots importants :

CFLN (Comité Français de Libération Nationale) : créé le 3 juin 1943 à Alger, c'est le gouvernement de la France libre jusqu'à la création du GPRF.

CNR : Conseil national de la Résistance : regroupe les organisations de la Résistance, toutes tendances politiques comprises. Ce conseil était composé de représentants de la presse, des syndicats et des membres de partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy à partir de la mi-1943. C'est Jean Moulin qui avait été chargé par de Gaulle de l'organiser. Son programme, adopté en mars 1944, prévoit des actions contre l'occupant, mais aussi une liste de réformes sociales et économiques à appliquer dès la libération du territoire qui posent les bases de l'Etat Providence.

Collaboration : Politique de coopération volontaire engagée par le gouvernement de Vichy avec l'Allemagne nazie.

FFI : Forces françaises de l'Intérieur : créées le 1^{er} février 1944, elles rassemblent en théorie tous les groupes armés de la Résistance intérieure. dont les communistes des FTP (Francs-tireurs et Partisans).

FFL : Forces françaises libres fondées dès 1940 : Forces françaises se battant dans l'armée de libération, d'abord en Afrique puis, sous le nom d'AFL, Armées françaises de Libération, lors des débarquements, en Italie, France et enfin Allemagne.

France Libre : Dirigée par de Gaulle depuis Londres puis Alger, à ne pas confondre avec la zone libre (ou zone non occupée), où le gouvernement de Vichy exerce sa souveraineté jusqu'en novembre 1942.

GPRF : Gouvernement provisoire de la République française : du 3 juin 1944 au 27 octobre 1946, le gouvernement de la France, après la fin du Régime de Vichy et jusqu'à l'entrée en vigueur des institutions de la Quatrième République.

Ligne de démarcation : Ligne séparant la France occupée de la France non occupée, selon les conditions de l'armistice de 1940. Celle-ci disparaît le 11 novembre 1942, lorsque les Allemands occupent également le Sud après le débarquement des alliés en Afrique du Nord.

Maquis : région difficile d'accès où se regroupent des résistants (les maquisards). Le terme désigne par extension un groupe de résistance armée.

Milice : Force répressive créée en janvier 1943 par le gouvernement de Vichy, la Milice participe à la traque des résistants et des Juifs,

Mouvements de Résistance : Groupes de résistance qui cherchent à sensibiliser et organiser la population contre l'occupant.

Relève : accord prévoyant la libération d'un prisonnier de guerre français contre l'envoi de trois travailleurs volontaires dans une usine allemande.

Réseaux de Résistance : Organisations militaires rattachées aux services secrets (britanniques ou de la France libre spécialisées dans des missions paramilitaires (évasion, renseignement, sabotage).

Révolution Nationale : Nouvelle révolution appelée de ses vœux par Pétain, elle doit anéantir l'héritage de la Révolution de 1789 et permettre l'instauration d'un ordre nouveau.

STO : Service du travail obligatoire en Allemagne que doivent faire les jeunes à partir de 1943.

IV – La France dans la Seconde guerre mondiale

La percée allemande à Sedan entraîne une défaite rapide des troupes françaises et la débâcle. Tandis que Pétain demande l'armistice, de Gaulle depuis Londres appelle à la résistance. Il y a alors deux France : celle de la collaboration, dirigée depuis Vichy, et celle de la résistance, animée depuis Londres.

A - Le régime anti républicain de Vichy

1 – Mise en place du régime

a) Le Maréchal Pétain

Le Président de la République, Albert Lebrun, nommé président du Conseil, le 22 juin 1940. Agé de 84 ans, seul survivant des généraux de la Grande Guerre, vainqueur de Verdun en 1916, il possède une popularité immense. Homme très lié aux milieux de droite, il se présente en 1940 comme le sauveur.

b) La chute de la III^{ème} République.

Pétain signe l'armistice, le 22 juin 1940, après la débâcle de l'armée française. La France est divisée en deux zones séparées par la *ligne de démarcation* : la "zone libre", au Sud, la "zone occupée" au Nord (y compris toute la côte atlantique). Le 1^{er} juillet le gouvernement s'installe à Vichy (en zone libre), proche de la ligne de démarcation. Le **10 Juillet**, Pétain obtient des parlementaires et sénateurs « tout pouvoir pour rédiger une nouvelle constitution de l'Etat français » qui devra garantir « les droits du travail, de la famille et de la patrie ».

2 - La Révolution Nationale



a) Une concentration des pouvoirs

Pétain est chef de l'état et chef du gouvernement, épaulé par l'ancien député radical Pierre Laval de juillet à décembre 1940. Disgracié et remplacé par l'amiral Darlan, il est rétabli sous la pression allemande en avril 1942 car très favorable à la collaboration. Pétain veut instaurer un ordre nouveau en France. C'est la *Révolution nationale*, sorte de contre-révolution française, niant les principes républicains. Le Maréchal concentre entre ses mains les pouvoirs exécutif, législatif et constituant. Les deux chambres ne sont plus réunies.

b) Des mesures autoritaires

Les libertés fondamentales sont suspendues : instauration du délit d'opinion (poursuites contre les communistes), arrestation possible sur simple décision administrative, censure stricte. Tous les partis politiques sont dissous. Les fonctionnaires doivent prêter un serment de fidélité. Création d'une Cour martiale qui condamne le général de Gaulle à mort par contumace

c) Travail famille patrie

La devise **Travail, Famille Patrie**, remplace la devise républicaine dans une ambiance généralisée d'expiation et de moralisme clérical (développement du thème selon lequel la France est châtiée pour ses fautes : déchristianisation, démocratie, industrialisation ...).

Les familles doivent être nombreuse et bénéficier de la protection de l'Etat. Le divorce est plus difficile et l'avortement particulièrement réprimé. La mère au foyer est célébrée (fête des mères) et favorisée. **Le travail :** Les syndicats sont dissous et la grève interdite. Il y a une vision réactionnaire du monde du travail : exaltation de la terre et du travail des paysans (« La terre ne ment pas »), et de l'artisanat considéré comme la forme la plus noble du travail. **La Patrie :** Les naturalisations accordées depuis 1927 sont supprimées. Dès le 3 octobre 1940 un



"Statut des Juifs", est publié, renforcé en Juin 1941. Recensement obligatoire des juifs, mise à l'écart de l'administration, accès restreint à l'Université et dans de multiples activités (commerce, professions libérales, presse, spectacles...). L'internement des juifs étrangers dans des camps sur décision administrative est autorisée. En mars 1941 : Création d'un "commissariat aux questions juives" puis d'une "police des questions juives". La France est le seul pays occupé par l'Allemagne où la police nationale est mise à disposition pour effectuer les rafles : le **17 juillet 1942**, c'est la **rafle du Vel d'hiv** (13000 personnes arrêtées, parquées au vélodrome avant de partir pour Drancy et pour les camps de concentration en Allemagne). Vichy livre les enfants juifs, que l'Allemagne ne demandait pas. 76 000 juifs sont déportés (¼ des juifs de France). Seuls 2500 en réchappent. 3000 meurent dans des camps français.



3 - Les instruments du pouvoir

a) La jeunesse

Les chantiers de jeunesse remplacent le service militaire (durée de 8 mois à l'âge de 20 ans doivent permettre un embrigadement politique mais ils sont dissous en 1943 après que certains d'entre-deux ont eu basculé dans la Résistance. L'enseignement est surveillé.

b) Les soutiens du régime

Ils sont d'origine très diverse. En 1940, Pétain « Sauveur », ou « Recours » bénéficie d'un soutien d'une grande partie de l'opinion, de l'extrême-droite, des anticommunistes. Les anciens combattants, regroupés en une « légion des combattants », relaient partout les discours du Maréchal. Le régime bénéficie aussi du soutien de la hiérarchie catholique.

4 - Les étapes de la collaboration

a) Les origines

Lors de la rencontre Pétain-Hitler de **Montoire le 22 octobre 1940**, on évoque la collaboration sans la définir. La poignée de main Hitler-Pétain est toutefois un symbole marquant, même si dans le cadre protocolaire elle est tout à fait justifiée. Pétain et Laval mènent une politique active de collaboration, par anticommunisme et, croyant en sa victoire, ils espèrent que la France pourra tenir une place importante dans une Europe allemande.

b) Le tournant de 1942

Avec le déclenchement de l'opération Barbarossa, le **22 juin 1941**, les exigences allemandes deviennent plus pressantes. Le **8 novembre 1942**, le débarquement allié en Afrique du Nord modifie encore la situation. Le **11 novembre**, Hitler fait occuper la zone sud. Le gouvernement de Vichy devient un Etat fantoche aux mains des nazis.

5 - Les formes de la collaboration

a) Idéologique

Le fascisme et le nazisme séduisent des hommes politiques. Plusieurs partis collaborationnistes sont créés (Le Rassemblement National Populaire de Déat, le PPF, Parti Populaire Français de Doriot, Le Parti franciste de Bucard). Une presse de collaboration est très active à laquelle participent des intellectuels comme Drieu la Rochelle ou Brasillach.

b) Economique

Le soutien du patronat français facilite la livraison à l'Allemagne de denrées alimentaires et de fabrications de guerre (Louis Renault, Marius Berliet). En 43, sous la pression allemande, Laval fonde le **STO**, Service du Travail Obligatoire : les hommes nés entre 1920 et 1922 sont réquisitionnés pour travailler en Allemagne. 700 000 hommes sont déportés.

c) Administrative

De 1940 à 1944, l'administration française obéit aux ordres de Vichy (forces de police, services préfectoraux). Dès 1940, les étrangers emprisonnés dans les camps d'internement de la zone sud (républicains espagnols, juifs allemands) sont livrés aux nazis. Vichy livre les résistants et devient de plus en plus complice de la répression (en Janvier 44 les cours martiales disposent de procédures expéditives pour juger et condamner les « terroristes » à mort). **La Milice**, est créé en janvier 1943, dirigée par Darnand pour aider les troupes allemandes dans leur chasse aux résistants et aux juifs

d) Militaire



La LVF : Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme, est créée en juillet 1941 pour combattre sur le front russe sous uniforme allemand. D'autres s'engagent dans la Waffen SS

B – Organisation et développement des résistances

1 - La France Libre

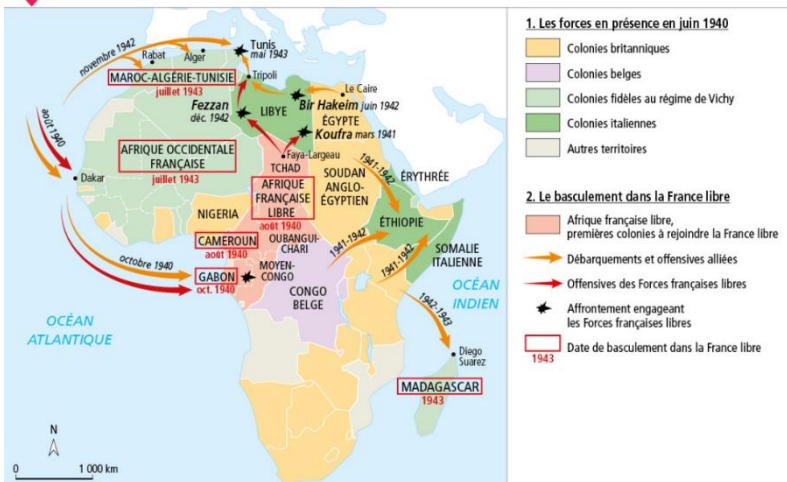
a) L'appel du 18 juin

Le 6 juin 1940, de Gaulle, colonel de division blindée est promu général à titre temporaire et nommé par le Président du Conseil, Paul Reynaud, sous-secrétaire d'État à la Défense nationale. Après la formation du gouvernement Pétain le 16 juin 1940, et l'appel du maréchal pour arrêter les combats, de Gaulle passe en Angleterre. Le 18 juin, il lance à la BBC un appel à la Résistance et invite ses compatriotes. Pour la première fois il évoque la « flamme de la résistance française ». L'Appel est peu entendu et durant les premiers mois de l'Occupation, il a peu d'effet sur la population, abasourdie par la défaite et confiante dans le Maréchal Pétain. Le rejoignent des soldats français, des marins et des personnes passées clandestinement en Angleterre. En juillet 1940, ils sont environ 7 000.

De Gaulle fonde à Londres, le **Comité de la France libre**, avec un service de financement (l'argent est prêté par les Britanniques), des services secrets (le BCRA) et de la propagande : la BBC diffuse chaque jour l'émission Les Français parlent aux Français.

b) Les Forces françaises libres

3 Le théâtre africain, premier front de la France libre



Les troupes françaises sont autonomes, sous autorité d'un organisme civil français mais, grâce à un accord avec Churchill, sont équipées par les Britanniques. Dès août 1940, De Gaulle essaie de rallier les colonies françaises à la cause de la Résistance. Il échoue à Dakar fin septembre 1940, mais le Cameroun, le Tchad et l'Afrique Équatoriale française se joignent à lui. La Syrie et le Liban le rejoignent en juillet 1941 suivis par Madagascar, la Réunion et Djibouti. En revanche, l'Afrique du Nord reste fidèle au gouvernement du maréchal Pétain

jusqu'au débarquement de novembre 1942.

En Afrique, les forces terrestres combattent avec les Britanniques en Libye dès septembre 1940. Depuis le Tchad, le colonel Leclerc combat les Italiens dans le sud du Sahara puis participe à la campagne de Tunisie début 1943.

On estime à 55 000 le nombre de soldats, marins et pilotes ayant rejoint les FFL avant le 31 juillet 1943, date de leur fusion avec l'armée d'Afrique du Nord pour former l'armée de Libération qui continuera la guerre jusqu'à Berlin..

c) De la France libre au GPRF

Après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, de Gaulle forme à Alger, le 30 mai 1943, le Comité Français de Libération nationale (CFLN) dont il assure la présidence avec Giraud, imposé par les Américains, qu'il va écarter dès octobre. Le 17 septembre 1943 s'y ajoute une Assemblée Consultative Provisoire, désignée par les partis politiques et les mouvements de résistance. À côté de gaullistes siègent des hommes politiques de la Troisième république (dont Pierre Mendès-France) et même des communistes. Le 3 juin 1944, ce comité devient le Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF). Il s'agit, juste avant le débarquement de Normandie, d'empêcher les anglo-saxons de prendre en main l'administration des territoires qui allaient être libérés. De même, ce sont les résistants parisiens et la division blindée FFL du général Leclerc, qui libèrent Paris les 24-25 août 1944 : il fallait que la capitale du pays soit libérée par des Français pour démontrer son appartenance au camp des vainqueurs.

Le 20 août 1944, le gouvernement de Vichy et les collaborateurs les plus influents partent se réfugier en Allemagne. Le 25 août 1944, dès la libération de Paris, de Gaulle y installe le **Gouvernement Provisoire de la République Française**, (GPRF) qui, alors que la guerre n'est pas encore terminée, prend les premières mesures importantes.

2 – La Résistance intérieure

a) Des débuts difficiles

La Résistance met du temps à s'organiser. En cause, la rigueur de l'occupation et l'ampleur des préoccupations du quotidien mais aussi la confiance aveugle dans le maréchal Pétain, avec le mythe du « double jeu » : Pétain accepterait en façade les conditions allemandes mais préparerait dans l'ombre la libération ... Organiser un mouvement est d'autant plus compliqué que les structures traditionnelles ont disparu : partis politiques, syndicats... Le PCF reste fidèle à la position de l'URSS alors alliée de l'Allemagne.

Les premières manifestations de la Résistance sont donc le fait d'isolés aux orientations politiques diverses : diffusion de tracts, quelques manifestations mal coordonnées. Première opposition sérieuse : une manifestation étudiante à Paris, le 11 novembre 1940, dispersée par les Allemands

b) Le tournant de 1941 - 1942

Avec l'agression allemande contre l'URSS en juin 41, le PCF passe dans la résistance et amène avec lui une tradition d'organisation clandestine. La politique de plus en plus collaborationniste du gouvernement, les rafles pour le STO, poussent des jeunes à gagner les **maquis**: la résistance augmente ainsi ses effectifs.

c) Les actions de la Résistance

Les résistants mènent une guerre secrète, ils s'organisent en réseaux et transmettent des messages codés par le biais de la B.B.C. Des groupes clandestins font des attentats : font dérailler des trains (c'est la "Bataille du rail"), distribuent des tracts et journaux clandestins, et organisent des filières d'évasion pour les aviateurs anglais tombés en France. Des résistants se réfugient dans les forêts ou les régions montagneuses, organisés en groupes armés, lançant des attaques : ce sont des "maquisards".

d) Naissance du CNR

Les mouvements de Résistance devenus nombreux, le général de Gaulle envoie Jean Moulin en janvier 1942 pour les unifier, les organiser et animer un comité d'études sur les réformes à faire après la Libération. Le 27 mai 1943 à Paris, il crée le **Conseil National de la Résistance**, qui regroupe la plupart des organisations et qu'il va présider jusqu'à son arrestation le 21 juin 1943 ; torturé à mort par Klaus Barbie.

La **Charte du CNR** adoptée en mars 1944, prévoit un « plan d'action immédiat » (c'est-à-dire des actions de résistance), mais aussi des « mesures à appliquer dès la libération du territoire ». Elle fait de De Gaulle le chef incontesté de la Résistance française et lui donne ainsi la légitimité qui lui manquait auprès des alliés. Enfin, elle dresse une liste de réformes sociales et économiques pour la France d'après-guerre, formant ce que l'on appellera l'Etat Providence.

En février 1944, l'ensemble des mouvements de résistance sous l'autorité du CNR devienne les **FFI** (Forces françaises de l'Intérieur) et participent activement à la Libération.

Conclusion : Après la débâcle de mai-juin 1940, le maréchal Pétain demande d'armistice le 17 juin. La France est en partie occupée par l'armée allemande (zone Nord). Le maréchal Pétain installe à Vichy la capitale d'un État français théoriquement souverain sur la partie Sud du pays. Mais celui-ci par calcul politique autant que par contrainte, collabore avec les Allemands. Après l'invasion de la zone sud, en novembre 1942, cette collaboration devient de plus en plus étroite. Dès juin 1940, le général de Gaulle rassemble à Londres ceux qui veulent continuer le combat, donnant naissance à la **France libre**. Parallèlement, la Résistance intérieure s'organise spontanément sous forme de réseaux et de maquis. Sous l'impulsion de Jean Moulin, elle s'unifie sous l'autorité du général de Gaulle, donnant naissance au **Conseil national de la Résistance**.

TEST

1. Comment s'explique la popularité du Maréchal Pétain en 1940
2. Quels sont les objectifs de la Révolution nationale ?
3. Pourquoi le régime fait-il le choix de la collaboration avec l'Allemagne nazie ? Pourquoi cette collaboration devient-elle beaucoup plus importante à partir de novembre 1942 ?
4. Quels sont les instruments mis en place par l'Etat français pour renforcer cette collaboration ?
5. Qu'est-ce que la « France libre » ? Où s'installe-t-elle d'abord ? Puis à partir de 1943 ?
6. Qu'est-ce qui donne un élan plus fort à la Résistance française à partir de 1941 ?
7. Quels sont les outils dont dispose la Résistance française ?
8. En quoi le rôle de Jean Moulin a-t-il été déterminant ?
9. Pourquoi la charte du CNR est-elle déterminante dans plusieurs domaines ?
10. Faites une synthèse d'une page sur la France dans la seconde guerre mondiale.

Thème II

Multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (1945 – début des années 1970)

I – La fin de la seconde guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre international

A – Le bilan de la guerre

1 – Humain, matériel et moral

2 – De nouveaux rapports de force

B - Les bases d'un nouveau monde

1 - *Diplomatique : l'O.N. U*

2 - *Economique : Bretton Woods (juillet 1944)*

3 - *Juridique : les procès de Nuremberg et de Tokyo*

4 - *Sociales : L'Etat Providence*

C – De nouvelles tensions (1945 – 1947)

1 – *La fin de la Grande alliance*

2 – *La naissance d'Israël (1948)*

Mots importants :

Banque mondiale : Agence de l'ONU fondée en 1945 qui accorde des prêts aux États pour financer des grands programmes d'investissement.

Bipolarisation : Processus par lequel le monde se divise en deux groupes soudés autour d'une grande puissance sur le plan militaire et politique durant la guerre froide.

Blocus : Opération visant à isoler une zone (ville ou pays) par la force, en la privant de toute communication avec l'extérieur.

Containment : « Endiguement ». Doctrine appliquée par les Etats-Unis à partir de 1947 visant à s'opposer à toute nouvelle extension du communisme dans le monde par une aide économique et militaire.

Crimes contre l'humanité : Notion apparue lors du procès de Nuremberg définissant l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toute population civile, ou bien les persécutions pour des motifs raciaux ou religieux.

Dénazification : Décision prise par les Alliés, lors des conférences de Yalta et Potsdam, d'épurer la société allemande du nazisme et de rétablir les principes démocratiques.

Etat Providence : Ensemble des dispositifs par lesquels L'État intervient dans l'économie et la société, protégeant les individus et redistribuant les richesses.

FMI (Fonds monétaire international) : créé en 1944, installé à Washington, il a pour but d'assurer la stabilité monétaire et financière du monde et d'aider, par des crédits à court terme, les États en difficultés financières.

GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé en 1947, à Genève inspiré des principes du libre-échange,

GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) : créé à Alger le 3 juin 1944. Il dirige la France jusqu'à la naissance de la IVe République en 1946.

Isolationnisme : Politique consistant, autant que possible, à ne pas intervenir dans les affaires internationales,

Kominform : « Bureau d'information des partis communistes et ouvriers », réunissant sous le contrôle de Moscou les partis communistes d'Europe centrale et orientale, de France et d'Italie, Créé en 1947, il est dissous en 1956.

Ligue arabe : organisation fondée en 1945 par l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen du Nord. Elle veut affirmer l'unité de la nation arabe, mais son action vise essentiellement à coordonner la politique des Etats membres contre Israël.

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Organisation civile et militaire autour des États-Unis, du Canada et de 10 pays d'Europe occidentale, fondée en 1949.

PCUS : parti communiste de l'Union soviétique.

Plan Marshall (ou *European Recovery Program*) : programme d'aide financière pour la reconstruction de l'Europe, proposé le 5 juin 1947 par le secrétaire d'Etat américain George Marshall. Au total, 13 milliards de dollars, essentiellement sous forme de dons, sont versés sur quatre ans.

Protectionnisme : Politique économique visant à protéger le marché intérieur de la concurrence étrangère en érigeant des barrières douanières dissuasives,

Puissance mandataire : État, qui au lendemain de la Première Guerre mondiale, se voit confier par la SDN la gestion des territoires confisqués à un pays vaincu (comme l'Angleterre sur l'Empire ottoman en 1918).

RDA (République démocratique allemande) : créée le 7 octobre 1949 et issue de l'ancienne zone d'occupation soviétique, elle a pour capitale Berlin-Est.

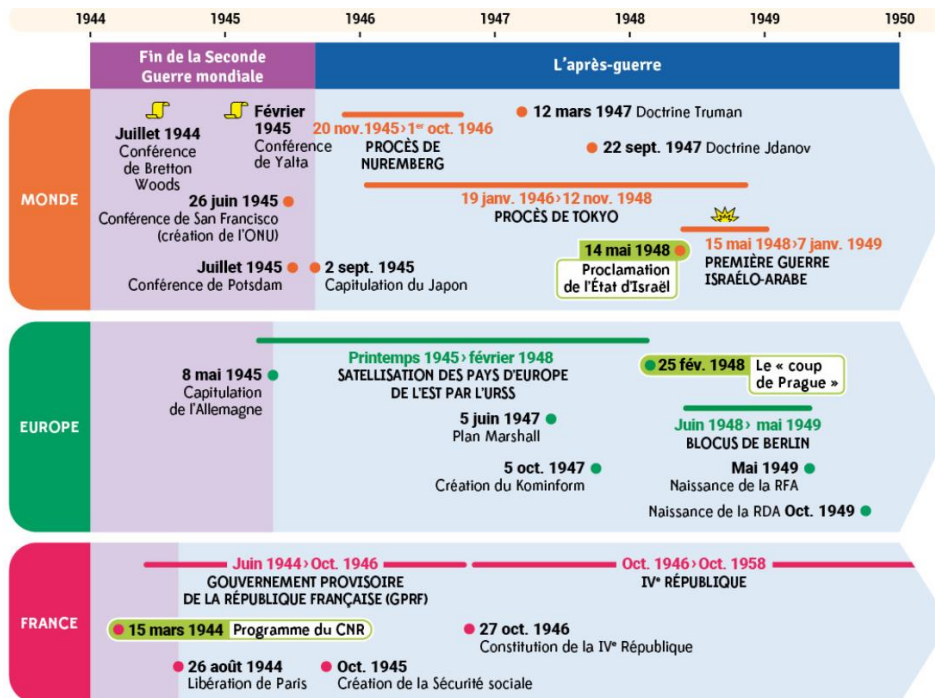
RFA (République fédérale allemande) : créée le 23 mai 1949 et issue de l'ancienne zone d'occupation des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, elle a pour capitale Bonn.

Rideau de fer : Expression utilisée en 1946 par Winston Churchill, ancien Premier ministre britannique, pour dénoncer l'installation de régimes communistes dans les pays d'Europe de l'Est.

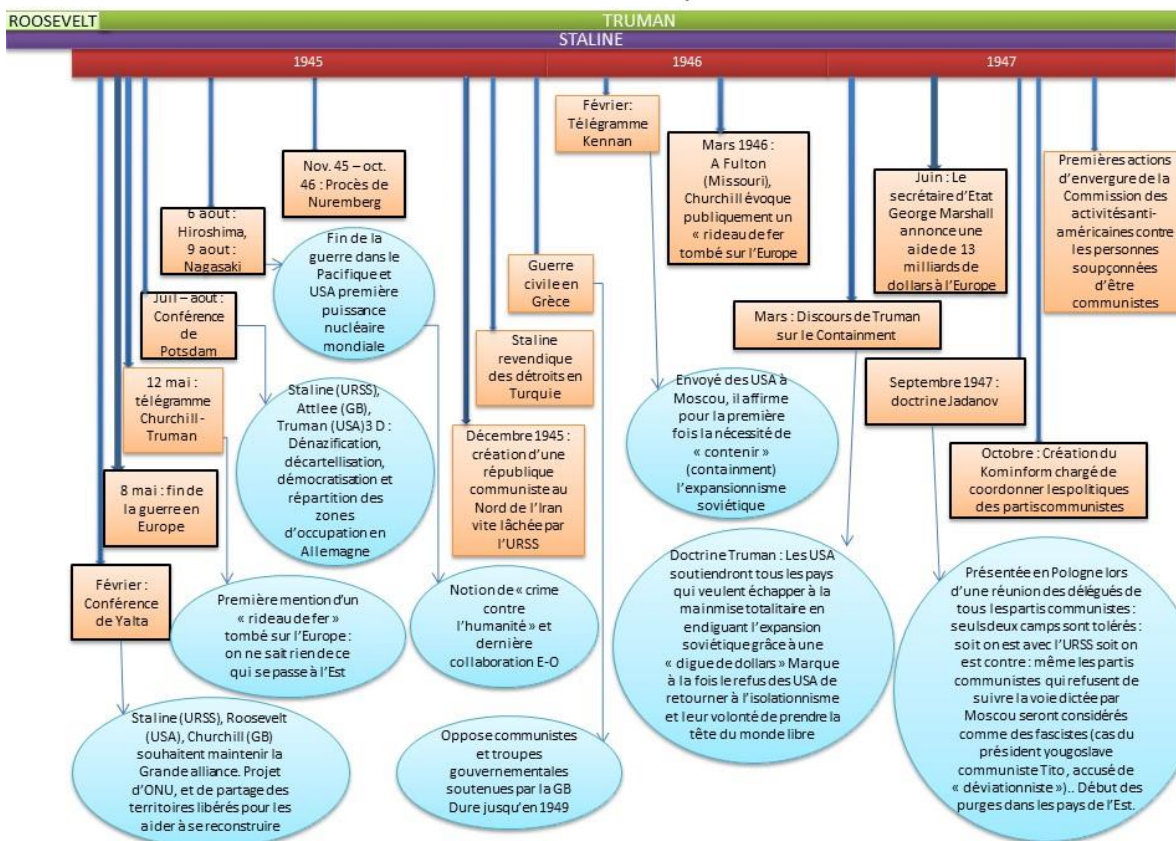
Sankô Sahusen : « politique des trois tout » (« tout tuer, tout brûler, tout piller »). Stratégie menée par les Japonais en Chine qui consiste à incendier des villages, confisquer les productions agricoles et réduire la population en esclavage.

Sécurité collective : système qui veut assurer la paix en fondant les relations internationales sur le droit et la transparence, par opposition à la diplomatie traditionnelle souvent secrète.

Sionisme : Mouvement politique fondé par Théodore Herzl à la fin du XIXe siècle qui milite pour la création d'un État juif en Palestine.



Les relations Est – Ouest depuis 1945 I – La fin de la Grande alliance



I – La fin de la seconde guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre international

Dès l'année 1944, alors que la guerre est loin d'être terminée, les Alliés posent les premières bases d'un nouvel ordre international. Lors des conférences de Yalta et de Potsdam début 1945, ils conviennent de zones d'occupation des pays vaincus à reconstruire et de la création de l'ONU. Mais le grand procès des criminels nazi à Nuremberg est la dernière manifestation de cette alliance. Les tensions se multiplient entre l'Est et l'Ouest, aboutissant à la guerre froide dès 1947. Quant à l'Europe, ruinée, coincée entre les deux Grands, tandis que commence la décolonisation, elle a perdu sa puissance passée.

A – Le bilan de la guerre

1 – Humain, matériel et moral

a) Les pertes humaines

Près de 35 millions de blessés et 60 millions de morts, soit de 6 à 7 fois plus que pour le premier conflit mondial, dont plus de la moitié sont des civils : bombardements, massacres, victimes

des génocides, mauvaises conditions de vie. En URSS, 10 millions de civils ont péri. En Pologne, 97% des disparus sont des civils.

b) Les pertes matérielles

Elles sont considérables : 70% des immeubles de la Ruhr ont été détruits. En URSS, 6 millions de maisons, 70 000 villages, 1 700 villes. En France, 80% des installations portuaires ont disparu et le réseau ferroviaire a subi de très importants dommages. Certaines villes ont été presque rayées de la carte : Dresde, Coventry, Hiroshima, Nagasaki...

Les rationnements se poursuivent après 1945 du fait de l'affaiblissement de l'agriculture. Le retour à la vie "normale" reste difficile et l'aide des Etats-Unis apparaît donc indispensable.

c) Un traumatisme moral

La découverte de l'horreur concentrationnaire provoque un traumatisme moral auquel s'ajoute celui de l'apocalypse atomique d'Hiroshima et de Nagasaki.

2 – De nouveaux rapports de force

a) Les conférences de Yalta et Potsdam

Dès février 1945, Roosevelt (USA), Churchill (GB) et Staline (URSS) se retrouvent à Yalta, en Crimée, pour décider des mesures à prendre lors de la reconstruction. Les pays qui ont été libérés par l'armée rouge seront réorganisés par l'URSS. De nouvelles frontières sont tracées : l'URSS glisse vers l'ouest en annexant les pays baltes, qui deviennent trois nouvelles républiques de l'URSS, et plusieurs territoires (partie orientale de la Pologne, Ruthénie subcarpatique, Bessarabie). Une nouvelle fois reconstituée, la Pologne est formée surtout de territoires pris sur l'Allemagne. Cela s'accompagne de vastes transferts de populations, entrepris pour faire coïncider les nationalités et les Etats : 13 millions de personnes sont déplacées en Europe. Il faut y ajouter un très fort exode juif vers la Palestine.

On s'accorde sur la fondation d'une organisation internationale ayant pour mission d'assurer la paix dans le monde : **l'Organisation des Nations Unies**

Le sort de l'Allemagne est réglé lors de la **Conférence de Potsdam** en juillet 1945 à laquelle participent Truman (USA), Staline (URSS) et Attlee (nouveau Premier ministre britannique). Elle est divisée en 4 zones, dont une pour la France, Berlin, située dans la zone soviétique, étant divisée de la même façon. Un gouvernement auquel doivent participer des représentants des quatre pays devant administrer la reconstruction et la « dénazification ».

En Asie, la Corée, ancienne colonie japonaise, est également divisée : les deux vainqueurs partagent le pays en deux zones d'occupation avec une séparation sur le 38e parallèle.

On s'entend pour la formation d'un tribunal international pour juger les dirigeants nazis.

b) Deux puissances : USA et URSS

La guerre a permis un grand développement économique des EU. Fournisseurs militaires de toutes les armées alliées, leur industrie a été multipliée par 2. Créancier du monde, ils possèdent les 3/4 du stock d'or mondial et entendent jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction du monde

Malgré son pacte avec Hitler en août 1939 et ses lourdes pertes (près de vingt millions de morts) l'URSS sort très renforcée de la guerre : elle est agrandie et domine toute l'Europe de l'Est, libérée puis occupée par l'Armée Rouge. Elle jouit également d'un grand prestige dans les pays d'Europe occidentale par son rôle dans la Résistance.

c) Une Europe ruinée

La guerre accélère l'affaiblissement financier et démographique, mais aussi économique et politique de l'Europe. Plusieurs pays européens sont soumis soit à l'occupation américaine, soit à l'occupation soviétique. Les autres n'ont plus l'influence d'avant la Guerre et surtout sur leurs empires coloniaux. De nombreux mouvements indépendantistes se développent.

B - Les bases d'un nouveau monde

1- Diplomatie : l'O.N.U

a) Les origines de l'O.N.U.

Dès 1941, Roosevelt et Churchill expriment dans la **Charte de l'Atlantique** (août 1941) leur volonté de construire un nouveau système garantissant la paix mondiale. Une conférence d'experts a lieu à **Dumbarton Oaks** en octobre 1944 réunissant Anglais, Américains, Soviétiques et Chinois. Une nouvelle conférence internationale de 50 Etats, réunie en **avril 1945 à San Francisco**, consacre sa création. **La Charte des Nations Unies** est élaborée et

signée le **24 juin 1945** par les pays fondateurs. Le siège de l'ONU est fixé à New York. Le territoire même du bâtiment est considéré comme territoire international.

b) Les objectifs et les principes de l'O.N.U.

Deux buts fondamentaux sont le maintien de la paix et le règlement des conflits internationaux par la voie pacifique et la proclamation des droits fondamentaux de l'homme. Dans cette perspective, l'ONU a rédigé et adopté en 1948, une **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme**. Elle possède une force armée : les Casques Bleus et accorde un rôle prépondérant aux grandes puissances qui siègent au Conseil de Sécurité avec un droit de veto. L'ONU peut agir dans les domaines économiques et sociaux au travers d'organismes spécialisés (UNICEF, FAO, UNESCO, OMS, OIT, FMI, BIRD...).

c) Les grandes institutions de l'ONU

L'assemblée générale, composée de tous les états membres possédant chacun une voix, a le pouvoir législatif. Elle se réunit chaque année en septembre et peut tenir des sessions extraordinaires. Elle est présidée actuellement par le Maldivien Abdulla Shahid.

Le conseil de sécurité est l'exécutif de l'ONU. Il est formé de 5 membres permanents et de 6 membres élus lors de la formation de l'ONU en 1945 (10 aujourd'hui, élus pour un mandat de deux ans par l'Assemblée générale). Les 5 membres permanents possèdent un droit de veto suspensif sur toutes les décisions du Conseil de Sécurité. Chargé du maintien de la paix, il peut prendre des mesures militaires.

Le secrétaire général assure la permanence administrative de l'organisme. Elu pour 5 ans et rééligible, il est le chef de la bureaucratie internationale. Il doit toujours être choisi dans un pays qui n'est pas une grande puissance. Actuellement, c'est le Portugais António Guterres.

2 - Economique : Bretton Woods (juillet 1944)

Alors que la guerre se poursuit, les représentants de 44 nations alliées réunis à Bretton Woods (New-Hampshire, États-Unis) signent des accords le **22 juillet 1944** pour la création du *Fonds Monétaire International* (FMI) et de la *Banque Mondiale* (BIRD, Banque Internationale pour la reconstruction et le développement). On adopte les principes du **Gold exchange standard** : le dollar est la seule monnaie convertible en or à un taux de change fixe de 35\$ l'once (31 grammes).

Conclu en 1947, le *General Agreement on Tariffs and Trade* Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce encourage le libre-échange par une baisse des barrières douanières lors de négociations (les rounds). En 1995, le Gatt est remplacé par l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

3 - Juridique : les procès de Nuremberg et de Tokyo

a) Nuremberg (14 novembre 1945 – 1^{er} octobre 1946)

C'est le plus grand procès de l'Histoire et le premier qui ait mis en accusation un régime politique, celui fondé par Hitler en 1933. 21 dirigeants allemands inculpés de crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité sont jugés.

C'est la dernière manifestation de la Grande alliance : les quatre juges du Tribunal représentent les quatre pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France. La politique d'extermination nazie entraîne 12 condamnations à la pendaison. 7 sont condamnés à la prison dont 3 à vie, et 3 sont acquittés.

Une seconde vague de procès a lieu l'année suivante à l'initiative des Américains seuls. L'un d'eux juge les responsables des Einsatzgruppen de la Schutzstaffel (SS), qui pratiquèrent le génocide par balles en Europe orientale. Il débouche le 10 avril 1948 sur la condamnation à mort de 14 des 24 inculpés (4 seulement seront exécutés).

Les procès de Nuremberg ont un grand retentissement dans le monde entier et donnent le sentiment que justice est faite concernant les crimes nazis. Mais il faudra attendre le procès d'Adolf Eichmann, à Jérusalem, le 11 avril 1961, pour que l'opinion occidentale distingue parmi ces crimes la spécificité du génocide.

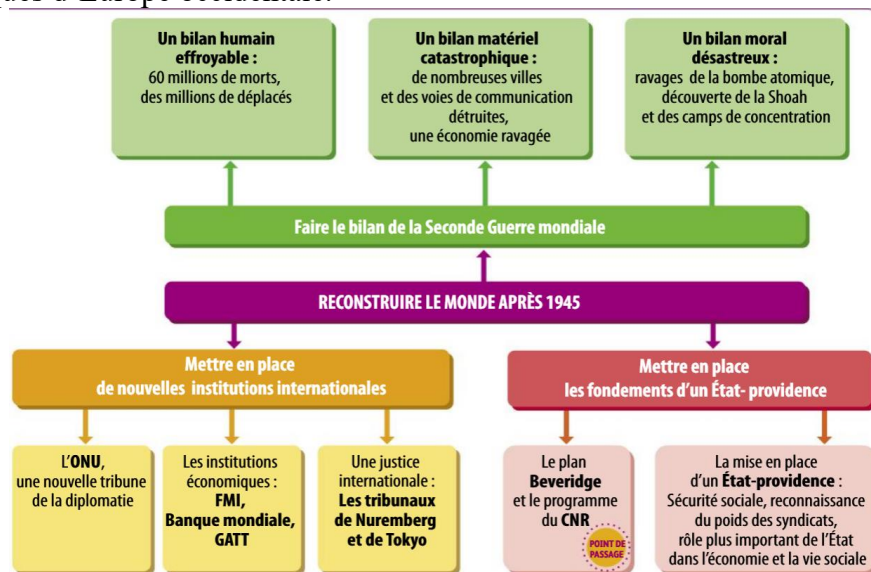
b) Le procès de Tokyo

Conformément à la proclamation de Potsdam du 26 juillet 1945, le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (ou Tribunal de Tōkyō), est créé le 19 janvier 1946 pour juger les grands criminels de guerre japonais. 28 personnes sont poursuivies (19 militaires et 9 civils). L'empereur et sa famille échappent à une inculpation et les membres de l'unité de recherche bactériologique 731 ne sont pas inquiétés en échange d'informations sur les résultats

de leurs travaux. Ce n'est qu'en 1981 qu'un article révélera les expérimentations de cette unité. De même les instigateurs des massacres de Singapour ou de l'emploi de femmes coréennes dans des « maisons de confort » ne sont pas poursuivis. Le verdict est rendu le 12 novembre 1948. Sept inculpés sont condamnés à la pendaison. Les autres à des peines d'emprisonnement de 7 ans, 20 ans ou à perpétuité. Ils sont libérés en 1954 et certains vont occuper des postes très importants dans l'administration japonaise. Ces libérations anticipées (ainsi que les cas non traités, comme la responsabilité de Hirohito) sont le reflet de la politique ambiguë des États-Unis vis-à-vis du Japon. La guerre froide battant son plein, il faut faire du Japon un pays allié.

4 - Sociales : L'Etat Providence

C'est durant la seconde guerre mondiale que l'Etat providence moderne apparait. Il y a à sa base, le rapport Beveridge (économiste libéral britannique) en 1942 qui témoigne des souhaits de la population britannique d'évoluer après la guerre dans un monde plus juste, un Etat du bien-être (Welfare state). A cela s'ajoute la Charte du CNR en France qui prévoit dans son programme des mesures sociales, (augmentation des salaires, plan complet de sécurité sociale, et de caisses de retraites). Un large programme de planification, de nationalisation d'entreprises etc. est inclus. Ces mesures sociales se généralisent à de nombreux pays démocratiques d'Europe occidentale.



C – De nouvelles tensions (1945 – 1947)

1 – La fin de la Grande alliance

a) Un « rideau de fer » sur l'Europe

Dès l'entrée de l'armée rouge dans les territoires d'Europe de l'Est, Staline y installe des gouvernements alliés à l'URSS, à coup d'élections truquées. Seule la Tchécoslovaquie reste indépendante, mais avec un parti communiste très puissant. Alors que la guerre civile fait rage en Grèce entre les communistes et les monarchistes soutenus par la Grande Bretagne, l'ex premier ministre britannique, Churchill lors d'un discours à Fulton, dans le Missouri, en 1946 évoque un « rideau de fer » tombé sur l'Europe.

b) Un affrontement idéologique

Le Président Truman annonce en mars 1947, l'intention des États-Unis de réagir à cet expansionnisme en prenant la tête du camp de la liberté contre les « tentatives d'asservissement » : pour « endiguer » l'expansion communiste, Truman propose une aide économique et financière aux pays qui en feront la demande. Ce sera l'aide Marshall qui a pour effet de souder les pays occidentaux derrière les États Unis et de permettre la reconstruction d'une Europe en ruine.

L'URSS ne peut utiliser l'arme économique : le pays est ravagé. En revanche, elle use de l'arme idéologique : Andreï Jdanov, lors d'une réunion des délégués des partis communistes européens (dont ceux de France et d'Italie), dénonce le fascisme américain et de ses alliés. Il faut choisir son camp : « être avec nous ou contre nous ». Aucune alternative n'est possible. Le Kominform (Bureau d'information des partis communistes) auquel tous les partis communistes sont obligés d'adhérer, coordonne l'action politique depuis Moscou.

c) Le coup de Prague (février 1948)

De tous les pays d'Europe centrale libérés des nazis et occupés par les Soviétiques, la Tchécoslovaquie est le seul à avoir une tradition démocratique. Mais son parti communiste obtient 38% des suffrages aux élections de 1946 et tient une place importante au gouvernement. En juillet 1947, son gouvernement accepte à l'unanimité l'octroi de l'aide Marshall. Staline s'y oppose. Le ministre communiste de l'Intérieur place des militants à tous les postes importants de la police et le 19 février, le parti communiste appelle ses militants à manifester en masse. Le lendemain, les ministres modérés du gouvernement démissionnent en signe de protestation. Le dimanche 22 février la police lance les premières arrestations des anticommunistes. Sous la pression, le mercredi 25 février, le président de la République appelle le chef du parti communiste, Gottwald à former un nouveau gouvernement. Le 30 mai suivant, des élections sur liste unique donnent près de 90% de suffrages aux communistes. Le 14 juin, Gottwald est porté à la présidence de la République. Le ministre des Affaires étrangères Jan Masaryk, fils d'un champion de l'indépendance de la Tchécoslovaquie (1918), seul ministre non communiste, est retrouvé mort sous les fenêtres de son appartement, le 10 mars 1948.

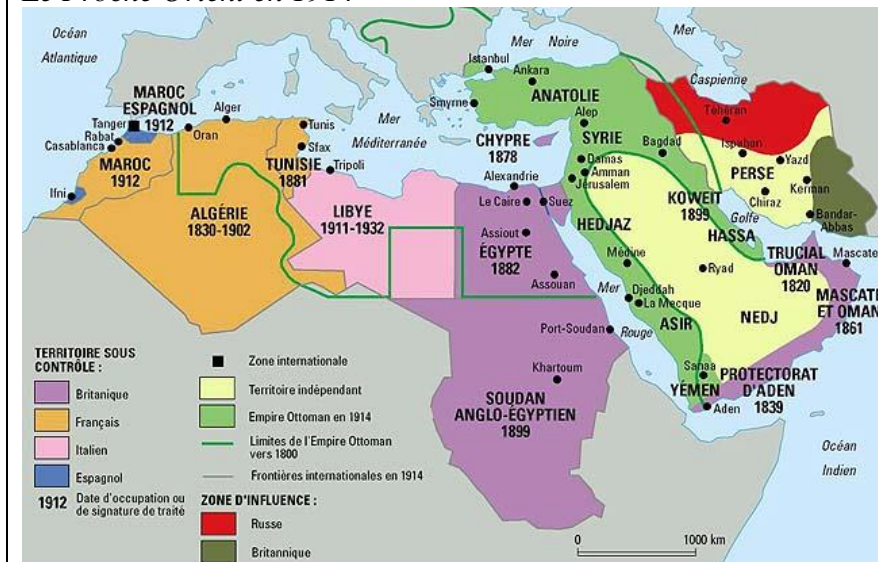
3– La naissance d'Israël (1948)

a) Les origines

C'est le territoire promis par Dieu à Abraham, selon la Bible. A plusieurs reprises le royaume est attaqué, puis occupé par les Babyloniens, puis par les Romains entraînant une diaspora (« dispersion ») juive dans le monde. A la fin du XIXe siècle dans une Europe profondément antisémite (affaire Dreyfus en France, Pogroms dans les pays de l'Est), le journaliste Théodore Herzl fonde le **mouvement sioniste** ayant pour objectif la création d'un foyer national juif en Palestine.

En 1917, le responsable du Foreign Office britannique, Balfour, promet au banquier américain Rothschild que la Palestine reviendra après le conflit, aux Juifs. Dans le même temps, le colonel Lawrence (Lawrence d'Arabie) pour fédérer les peuples arabes contre les Ottomans, leur promet l'indépendance après la victoire. En réalité, ils deviendront les territoires sous mandat français ou britannique. Mais les juifs n'ont pas oublié les promesses et l'émigration commence. Des fermes coopératives (les kibboutz) sont construites le long des points d'eau.

Le Proche Orient en 1914



Le Proche Orient en 1920



b) La déclaration d'indépendance d'Israël

Le génocide des juifs d'Europe entraîne dès la fin de la seconde guerre mondiale une émigration massive vers la Palestine que les Anglais tentent difficilement de juguler. Le blocage du navire **Exodus** ayant à son bord des survivants de la Shoah en 1947 fait scandale. La GB confie le dossier à l'ONU. Le **29 novembre 1947**, celle-ci propose un plan de partage de la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe. Ce plan est refusé par les pays arabes.

c) La première guerre israélo arabe et ses conséquences (1948 – 1949)

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la naissance de l'Etat d'Israël. Dès le lendemain, les pays arabes limitrophes lancent une offensive, mais les Israéliens ripostent avec du matériel fourni par les USA. Au bout d'un an, on aboutit à un cessez-le-feu et à un nouveau partage territorial. Jérusalem qui devait être une ville neutre selon le plan de 1947 est divisée :

l'Est revient à la Jordanie, l'Ouest à Israël. Pour les Palestiniens des zones occupées par Israël, chassés de leurs terres ou fuyant la guerre, c'est le début de l'exode vers les pays voisins.

Conclusion

Avec près de 60 millions de morts et disparus (civils pour la moitié), la Seconde Guerre mondiale est une catastrophe humaine sans précédent. Les sociétés découvrent l'horreur des camps, des génocides et les ravages de l'arme atomique. Partout, en raison des destructions, les populations souffrent de pénuries multiples. Les dégâts matériels dus aux bombardements ont détruit des villes entières et une bonne partie des infrastructures de transport.

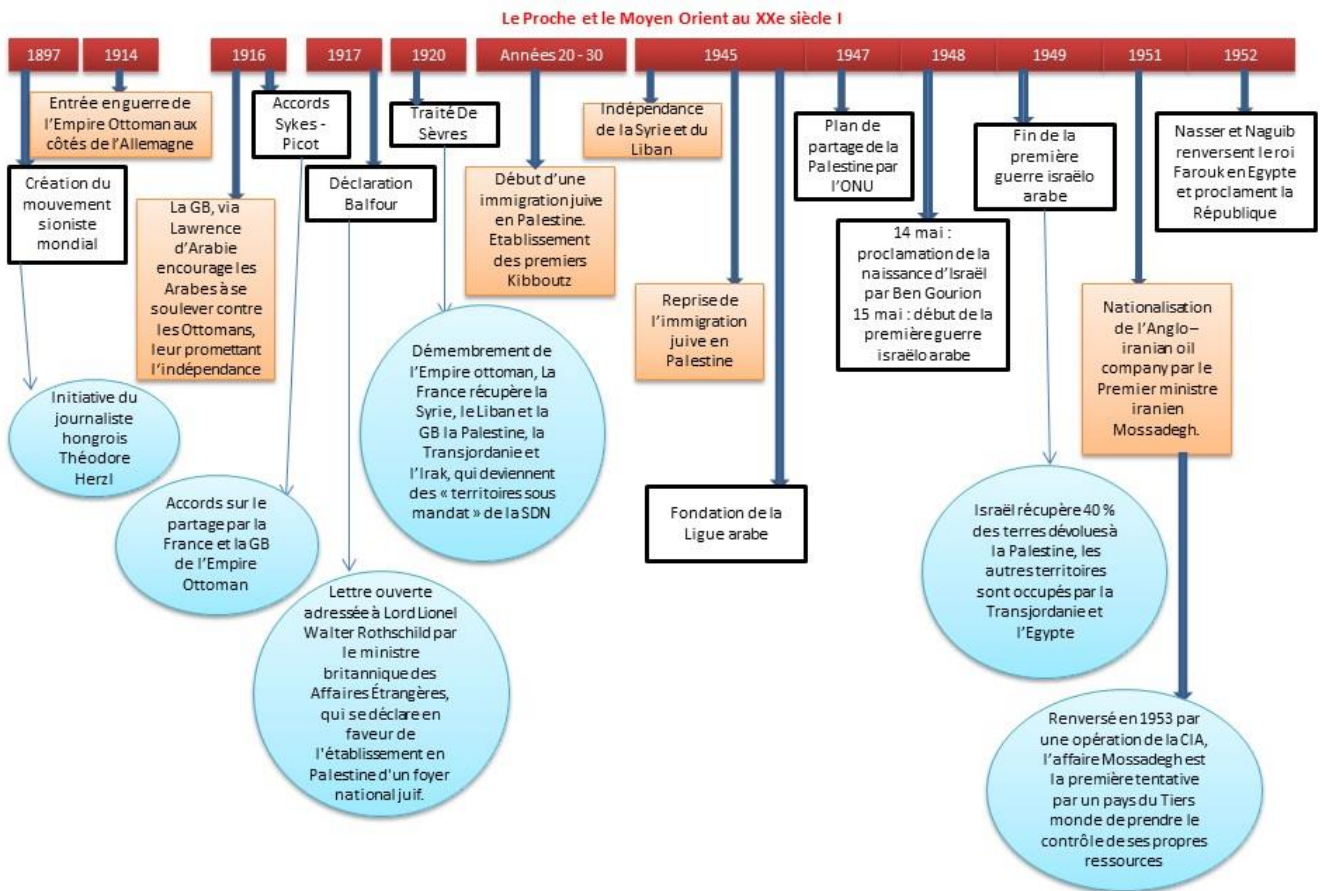
Aux conférences de Yalta et Potsdam, les Alliés discutent de l'avenir politique de l'Europe qu'ils ont libérée, notamment du sort de l'Allemagne, et de l'instauration d'une justice internationale. Ils s'accordent sur la création d'une organisation internationale destinée à garantir une paix durable, l'ONU. Cet ordre est dominé par les deux puissances victorieuses : les États-Unis, épargnés par les destructions et désormais première puissance mondiale, et l'URSS, qui a subi des pertes énormes, mais dont l'armée a libéré et occupé l'Europe centrale.

Au Proche-Orient, l'ONU vote un plan de partage de la Palestine en deux États, mais il est rejeté par les pays arabes qui lancent une offensive militaire dès la proclamation de la naissance d'Israël en 1948.

Dès les années 1945-1946, la défiance croissante entre les États-Unis et l'URSS, les tensions au sujet de la Grèce et de l'Allemagne marquent la fin de la Grande Alliance. En 1946, Churchill évoque un « rideau de fer » tombé sur l'Europe. En 1947, la déclaration de Truman sur le *containment*, suivie du plan Marshall, et de la fondation du Kominform par les Soviétiques, annoncent la bipolarisation. Après le « coup de Prague » en 1948, deux camps se forment : l'Ouest lié aux États-Unis, l'Est lié à l'URSS

TEST

1. Pourquoi les conférences de Yalta et de Potsdam posent-elles les base du monde d'après-guerre ?
2. Quels sont les nouveaux rapports de force à la fin de la guerre entre l'Europe, les Etats-Unis et l'URSS ?
3. Pourquoi parle-t-on ensuite d'un nouveau monde juridique, économique, social et diplomatique ?
4. Sur quoi repose l'expression de « rideau de fer » employée par Churchill ?
5. En quoi la doctrine Truman définit-elle la politique américaine à partir de 1947 ?
6. Quelles sont les conséquences politiques, économiques et diplomatiques du Plan Marshall à l'Ouest comme à l'Est ?
7. Comment a évolué la situation du Proche et Moyen Orient jusqu'en 1947 ?
8. Quelles sont les conditions de la création d'Israël ?
9. Quelles sont les conséquences de la guerre israélo arabe de 1948 – 1949 ?
10. Faites une synthèse d'une page répondant à cette affirmation : 1945 : naissance d'un monde nouveau ».



II – Bipolarisation et émergence du tiers monde (1948 – 1975)

A - La guerre froide et le monde bipolaire

1 – *La formation des blocs*

2 – *Tensions et crises*

3 – *Vers la détente (1962 - 1975)*

B – La décolonisation

1- *Les origines de la décolonisation*

2 – *La décolonisation de l'Asie (1946 – 1954)*

3 – *En Afrique*

C – La contestation de l'ordre établi

1 - *Tiers monde et non alignement*

2 - *La place de Mao en Asie*

3 - *L'Égypte au Proche Orient*

D – Des contestations internes : l'année 1968

1 – *En Occident*

2 – *A l'Est : le printemps de Prague*

Conclusion

Mots importants

Démocratie populaire : expression utilisée par les partis communistes pour définir les régimes communistes apparus après 1945 en Europe centrale et orientale. Communément employée pour les distinguer des démocraties libérales.

Bipolarisation : Division du monde en deux groupes soudés autour d'une grande puissance sur le plan militaire et politique durant la guerre froide.

Bloc : Ensemble de pays, placés sous direction de l'URSS ou des États-Unis, partageant la même idéologie, liés par des accords militaires, diplomatiques et économiques.

Décolonisation : Passage pour un territoire du statut de colonie à celui d'État souverain.

Déstalinisation : politique de remise en cause des excès du stalinisme et particulièrement du culte de la personnalité, lancée par N. Khrouchtchev en 1956.

Détente : Période (1963-1975) durant laquelle États-Unis et URSS renouent le dialogue, signant plusieurs accords. Elle ne met toutefois pas fin à la guerre froide.

Déviotionnisme : ou titisme, du nom du maréchal Tito dirigeant yougoslave. Désigne les communistes qui, dans les pays de l'Est veulent suivre une voie nationale différente de celle imposée par Moscou.

Dissuasion nucléaire : Idée selon laquelle la détention d'armes nucléaires par des États est censée empêcher une attaque par des armes conventionnelles, et prévenir leur usage par crainte des représailles.

Guérilla : Guerre de harcèlement et d'embuscades.

Guerre froide : Expression popularisée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann, pour qualifier la situation de forte tension, mais sans affrontement direct, entre les États-Unis et l'URSS. Cette expression désigne aujourd'hui la période 1947-1991, où les relations internationales sont dominées par ces deux superpuissances.

Guomindang : Parti nationaliste chinois, rival du Parti communiste, il gouverne la Chine de 1928 à 1949 sous la direction de Tchang Kaï-chek. Vaincu par Mao en 1949, il se replie sur Formose qui devient la République de Taiwan. Le régime nationaliste de Taïwan est considéré jusqu'en 1971 comme le représentant légal de la Chine.

Impérialisme : Politique de conquête et de domination.

Ligue musulmane : Parti nationaliste musulman en Inde dirigé par Ali Jinnah, favorable à une partition du pays.

Mouvement des droits civiques : mouvement militant pour l'abolition de la ségrégation raciale aux États-Unis et les droits des Afro-Américains.

Mouvement des non-alignés : Organisation créée en 1961, dans le contexte de la décolonisation, et regroupant les pays qui refusent de s'aligner sur un bloc. Ses premiers dirigeants sont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde) et Josip Broz dit Tito (Yougoslavie).

Mouvement hippie : mouvement de contre-culture américaine apparu dans les années 1960, rejetant les valeurs traditionnelles de l'Amérique,

Nakba : le terme, qui signifie « catastrophe » en arabe, fait référence à la fuite des Palestiniens des territoires contrôlés par Israël après la première guerre israélo-arabe en 1948-1949.

Nationalisme : Doctrine et mouvement qui revendiquent l'indépendance d'un territoire et la création d'un État souverain.

OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) : créée en 1964 pour combattre Israël, elle rassemble plusieurs mouvements nationalistes, plus ou moins radicaux. Elle est dirigée à partir de 1968 par Yasser Arafat.

OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) : alliance politique et militaire de 1950, regroupant les États-Unis, leurs alliés en Europe occidentale et le Canada.

Pacte de Varsovie : alliance militaire créée en 1955, regroupant l'URSS et ses alliés en Europe centrale et orientale, pour faire contrepoids à l'OTAN.

Pactomanie : Néologisme définissant la politique américaine des années 1950, multipliant les accords militaires avec tous les États entourant le monde communiste.

Parti du Congrès : parti indépendantiste hindou dirigé par Nehru et Gandhi.

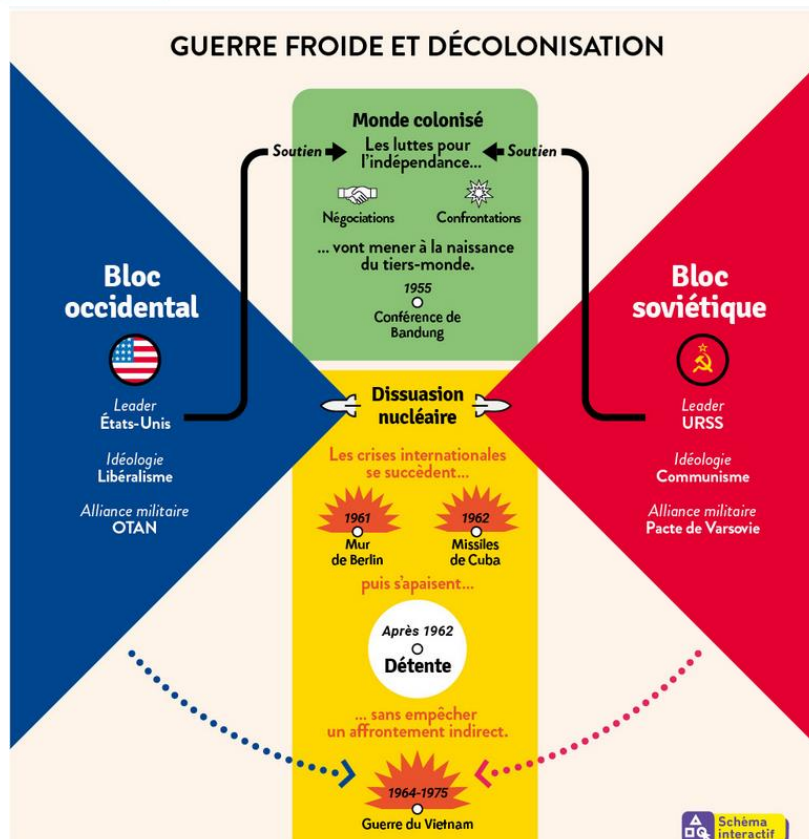
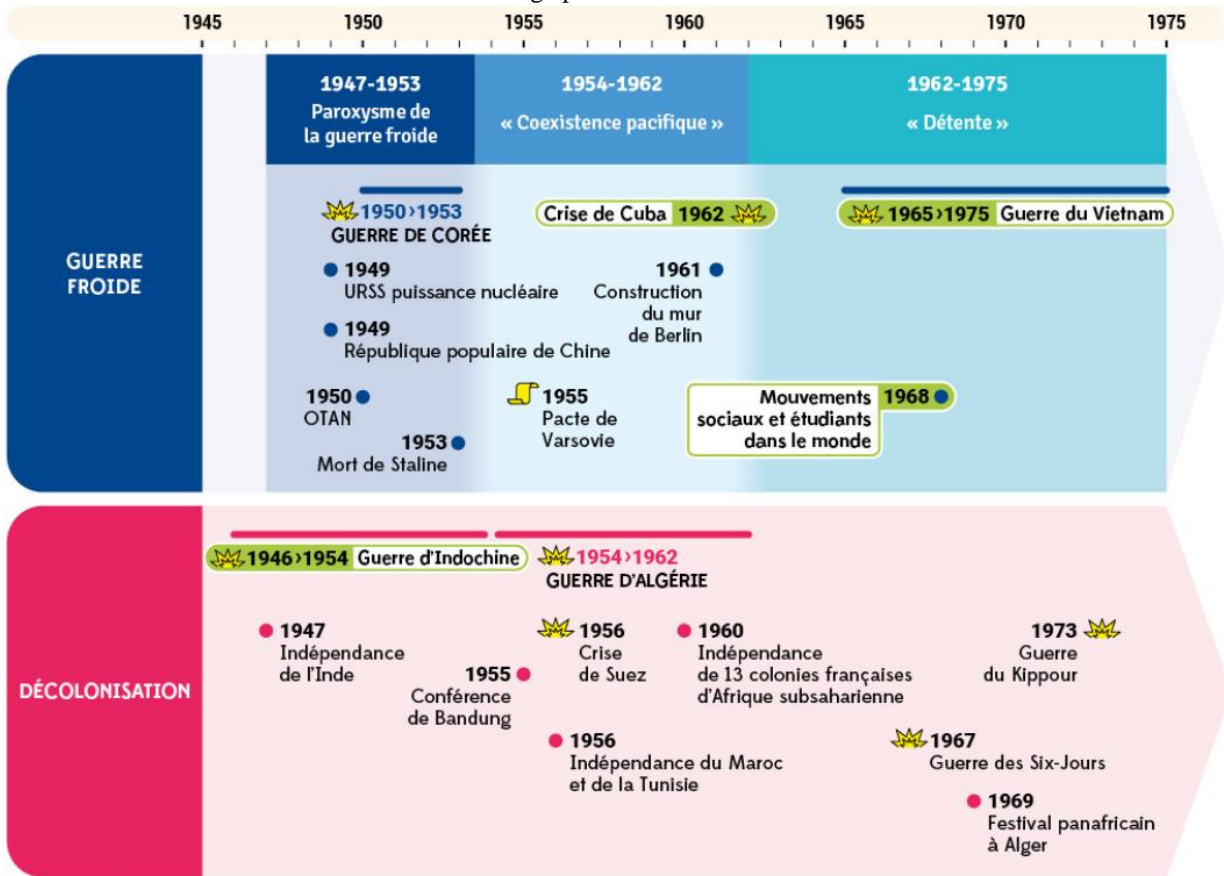
SALT (Stratégie Arms Limitation Talks) : Accords États-Unis - URSS qui limitent la fabrication des missiles à longue portée et des systèmes de défense antimissiles.

Soviétisation : Instauration du modèle politique, économique et social soviétique dans les pays de l'Est, opposé à toute autonomie de ces pays, même communiste.

Téléphone rouge : nom donné à la ligne de communication directe, établie en 1963 entre Washington et Moscou (il s'agit en fait d'un télécrypteur, ancêtre du fax, puis d'une liaison radio satellite à partir de 1971)

Tiers-Monde : Expression du démographe français Alfred Sauvy en 1952, en référence au « tiers état » sous l'Ancien Régime. De même que celui-ci voulait s'affirmer en 1789 face aux deux ordres privilégiés (clergé et noblesse), le tiers-monde veut exister en dehors des deux blocs. Il est cependant difficile de trouver une cohérence géopolitique à cet ensemble, malgré des difficultés économiques et sociales partagées. L'expression a été successivement remplacée par d'autres : pays sous-développés, pays en développement, pays du Sud, PMA.

Vietminh : Parti communiste vietnamien dirigé par Ho Chi Minh.



II – Bipolarisation et émergence du tiers monde (1948 – 1975)

La guerre froide, période de guerre improbable et de paix impossible selon Raymond Aron commence en 1947. Jusqu'en 1953, les tensions sont très fortes. C'est l'époque de la crise de Berlin et de la guerre de Corée. Puis, après la mort de Staline, on rentre dans une coexistence pacifique, ponctuée de crises très graves, dont celle de Cuba qui manque de plonger le monde dans la guerre atomique. Celle-ci pousse les deux blocs à entamer des négociations. Pourtant, les conflits périphériques continuent, notamment au Vietnam. Dans le même temps, les pays du Sud accèdent à l'indépendance et nombre d'entre eux refusent de s'inscrire dans la logique bipolaire. C'est la naissance du Tiers Monde.

A - La guerre froide et le monde bipolaire

1 – La formation des blocs

a) Economiques

Les USA associent l'aide Marshall à l'obligation pour les pays occidentaux de s'unir au sein d'une organisation, l'**OECE** (Organisation européenne de coopération économique) chargée de répartir l'aide. A l'aide Marshall, s'oppose le **CAEM** (Conseil d'Aide Economique Mutuelle), à l'Est, chargé de coordonner les économies de tous les pays de l'Est avec Moscou.

b) Militaires

Le traumatisme en Europe lié au coup de Prague encourage les Etats occidentaux à faire bloc sur le plan défensif. En 1949, les Etats Unis signent avec leurs alliés l'Alliance Atlantique : chaque pays membre qui sera attaqué bénéficiera de l'aide militaire américaine et de ses alliés européens. Elle se dote, pour cela, en 1950, d'une structure : l'**OTAN** (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), sous commandement américain. En 1955, l'URSS répond en fondant le **Pacte de Varsovie**, une alliance militaire du même ordre dirigée par depuis Moscou.

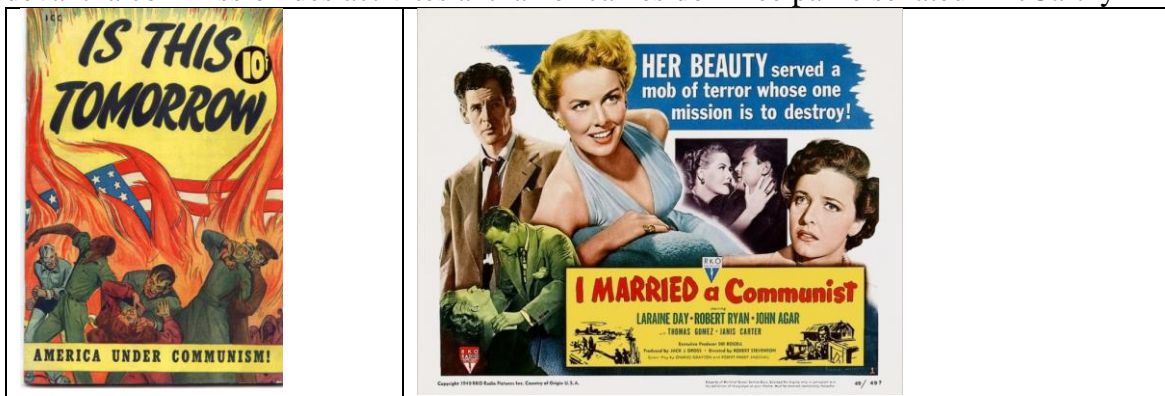
Dans les années 1950, afin de garantir la sécurité du « monde libre », les Etats Unis se lance dans la « pactomanie », consistant à signer des accords avec tous les pays entourant le monde communiste : l'**OTASE** (Organisation du traité de l'Asie du Sud Est), le Pacte de Bagdad au Proche Orient, etc. La **doctrine des représailles massives** menace le bloc communiste de riposte immédiate et nucléaire en cas d'invasion des pays alliés aux Etats-Unis.

A cela s'ajoute une course aux armements : les soviétiques obtiennent la bombe atomique en 1949. Dans les années 1950, les deux puissances développent la bombe H.

c) Culturels

C'est l'heure de la propagande anti ou pro communiste : films, revues, romans etc... Les Etats Unis glorifient l' « American way of life », appellent les occidentaux à défendre leurs valeurs contre le danger communiste et à se méfier des « ennemis de l'intérieur ».

Dans les deux cas, on traque les « traîtres » : dans le bloc soviétique ce sont ceux qui, à l'image de Tito, Président de la Yougoslavie, sont communistes mais refusent de suivre la voie imposée par Moscou. Ils sont jugés et condamnés à mort ou à la déportation pour « **déviatinnisme** » (ou « titisme »). Aux Etats-Unis, c'est la « **chasse aux sorcières** » : des cinéastes, écrivains, acteurs etc. soupçonnés d'avoir des sympathies communistes passent devant la commission des activités anti américaines dominée par le sénateur McCarthy



2 – Tensions et crises

a) En Europe : Berlin

Berlin Ouest, occupée par les Anglais, les Américains et les Français, est un îlot occidental en plein cœur du monde communiste. Au mois de juin 1948, face à la volonté des Britanniques et des Américains d'unifier les zones d'occupation, les Soviétiques bloquent tout accès passant par le territoire qu'ils contrôlent vers Berlin-Ouest : le chantage est simple : les



La crise de Berlin, premières tensions de guerre froide Caricature américaine de Dick Fitzpatrick, *Saint Louis Post Dispatch*, juin 1948.

alliés abandonnent Berlin Ouest afin que la ville soit rattachée à la zone d'occupation soviétique ou laissent ses habitants mourir de faim. Les Américains mettent en place un pont aérien pour ravitailler la ville. L'URSS renonce à abattre les avions, pour ne pas déclencher une guerre (les USA ont la bombe atomique que Staline n'aura qu'en 1949). Le blocus est levé au bout de 11 mois. L'Allemagne est divisée en deux États : la R.F.A. (République fédérale allemande) à l'Ouest, et la R.D.A. (République démocratique allemande) à l'Est.

Mais le problème de Berlin reste important. En 1953, les occidentaux via la radio (Radio free Europe) encouragent les ouvriers de l'Est à manifester pour plus de liberté. La répression est terrible.

En 1961, la crise rebondit : face au départ massif des habitants de l'Est vers l'Ouest via Berlin, Moscou décide de construire un mur séparant les deux secteurs dans la nuit du 12 au 13 août 1961. Contrairement au blocus, le « mur de la honte » est là pour empêcher les habitants de l'Est de gagner l'Ouest. Le mur a deux conséquences majeures : il renforce l'esprit de solidarité occidentale pour cette partie de la ville (discours du président Kennedy « Ich bin in Berliner » en juin 1963), et, en réglant (certes mal) une des causes des tensions entre les deux blocs, il facilite la détente.

b) En Asie : la guerre de Corée : 1950 – 1953

Alors qu'en 1949 la naissance de la République populaire de Chine, dirigée par Mao Zedong, renforce le bloc communiste, une autre grande crise éclate en Asie. C'est la guerre de Corée (1950-1953), entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. En 1950, la Corée du Nord communiste (sur idée de Staline) envahit la zone sud. Ne voulant intervenir directement, les Etats-Unis obtiennent le soutien de l'ONU, débarquent en Corée du Sud en tant que casques bleus et repoussent l'invasion. Après 3 ans de guerre et 2,4 millions de morts, la frontière se stabilise. La guerre s'interrompt en 1953, peu après la mort de Staline. Conflit typique de la guerre froide : combat entre l'Est et l'Ouest par peuples ou drapeaux interposés.

c) octobre 1962 : la crise de Cuba

Parvenu au pouvoir par la Révolution, en 1959, après avoir chassé le dictateur au pouvoir, soutenu par les Etats-Unis, **Fidel Castro** confisque les terres appartenant à des sociétés américaines. Les USA ne cachent pas leurs ambitions de le renverser, et lance une offensive dans la baie des Cochons en avril 61. Celle-ci est un échec, mais elle encourage Castro à se rapprocher de l'URSS. Celle-ci y voit l'occasion d'installer des missiles nucléaires sur l'île, à quelques km des Etats Unis pour « protéger » Cuba. Ces missiles sont localisés par des avions américains, qui menacent l'URSS d'un bombardement atomique s'ils ne les retirent pas. Khrouchtchev, qui a succédé à Staline en 1953, cède. On est passé au bord du gouffre nucléaire.

3 – Vers la détente (1962 - 1975)

Après la crise de Cuba les deux Grands tentent de limiter la fabrication d'armes nucléaires (accords SALT de 1972) et encouragent le dialogue direct entre chefs d'Etat (un *téléphone rouge* est installé entre Moscou et Washington). En 1975, la signature des accords d'Helsinki, par lesquels pour la première fois dans l'histoire, tous les pays d'Europe reconnaissent les frontières issues de la guerre est un sommet de la détente.

Mais en voulant combattre le communisme en Asie, les E.U. s'enlisent dans la guerre du Vietnam (1965-1973). Quant à l'URSS où Brejnev a remplacé Khrouchtchev en 1964, elle fait intervenir les troupes du pacte de Varsovie pour mettre fin au « printemps de Prague » en 1968, et empêcher le pays, où la liberté d'expression a été rétablie, de s'ouvrir vers l'Ouest.

B – La décolonisation

1- Les origines de la décolonisation

a) L'impact de la guerre

Les états colonisateurs sortent épuisés d'une guerre qui accélère le « déclin de l'Europe ». Les expéditions lointaines pour tenir la totalité des pays coûtent cher, grèvent les budgets et freinent la reconstruction économique des métropoles au lendemain de la guerre. Les Alliés ont présenté leur combat comme celui de la liberté des peuples et de la démocratie. Les combattants des troupes coloniales estiment être en droit de disposer eux-mêmes de cette liberté après avoir combattu pour celle de leurs colonisateurs.

b) Un contexte international favorable

La décolonisation ne se réduit pas à un face à face colonisés-colonisateurs, car les Etats-Unis et l'URSS, l'ONU bientôt, puis les jeunes Etats devenus indépendants jouent un rôle anticolonialiste. Les USA, ancienne colonie ayant lutté pour son indépendance, soutiennent donc les peuples qui mènent désormais un combat de même nature que le leur autrefois. Les préoccupations économiques ne sont pas absentes : ouvrir le marché américain à l'international. Au nom de la doctrine marxiste de la non-exploitation de l'homme par l'homme, l'URSS s'engage dans la lutte anticoloniale où tout ce qui peut affaiblir l'Europe occidentale est bon à prendre.... Elle arme en plusieurs endroits les troupes anticoloniales, espérant ainsi accroître son influence dans ces pays après leur indépendance.

Le 16 décembre 1952, l'Assemblée générale de l'ONU proclame le droit des territoires non-autonomes et sous tutelle à disposer d'eux-mêmes. En dépit de la guerre froide, la lutte anticolonialiste s'est renforcée. Les pays nouvellement indépendants, de plus en plus nombreux vont aussi exercer des pressions pour soutenir le combat des autres peuples encore colonisés.

2 – La décolonisation de l'Asie (1946 – 1954)

a) En Inde



L'ancienneté des mouvements indépendantistes, la place des peuples dans la lutte contre les Japonais expliquent la précocité de l'indépendance asiatique. Ainsi, en Inde, le parti du Congrès, fondé en 1885, pratique, sous l'impulsion de Gandhi, la « non-coopération non violente ». En 1942, il organise de larges manifestations (sit-in et grèves massives) sous le slogan « Quit India ». En pleine guerre, les Britanniques préfèrent négocier et promettent l'indépendance après le conflit. Mais si Gandhi et Nehru ont un projet d'Etat unitaire, les musulmans indiens dirigés par Ali Jinnah souhaitent la partition de l'Inde et la création d'un Pakistan musulman. Le dernier vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, fait accepter son plan de partition comprenant l'Union indienne, ralliée par la majorité des hindouistes et le Pakistan constitué par deux territoires à majorité musulmane mais

distants de 1 800 km au nord-ouest de l'Inde et dans le Bengale. Le 15 août 1947, les deux Etats accèdent à l'indépendance. Cette partition entraîne le déplacement de millions de personnes et d'innombrables massacres. Gandhi est assassiné en 1948 par un fanatique

b) Entre indépendance et guerre froide : les guerres d'Indochine et du Vietnam

En Indochine, ce sont les troupes du Vietminh, organisation communiste dirigée par Ho Chi Minh, qui a lutté contre les Japonais. Le 2 septembre 1945 ce dernier proclame l'indépendance du Vietnam, ne comptant pas retomber dans une dépendance avec la France. L'échec des négociations pousse le Viêt Minh à prendre le maquis. Plusieurs années de guérilla l'opposent alors au Corps expéditionnaire français. La France doit gérer une guerre de plus en plus coûteuse et impopulaire. Après sa défaite, le 7 mai 1954, à Diên Biên Phu, les **accords de Genève** (21 juillet 1954) mettent fin à l'Indochine française : le Viêt Nam est divisé en deux États. Le Nord sous contrôle du Vietminh, le Sud ayant un gouvernement favorable à la France.

Mais les USA dès 1955 manœuvrent pour remplacer l'empereur Bao Daï qui dirige le Sud par un homme à eux, le général Diem. Celui-ci par une politique extrémiste dresse une partie de la population contre lui, ce dont profite la guérilla communiste soutenue par le Nord. Dès le début des années 1960, les Etats-Unis envoient des troupes de plus en plus nombreuses et s'enlisent dans une guerre meurtrière et impopulaire. En 1973, les Etats-Unis, par les accords de Paris, sortent du conflit et en 1975, le Sud est annexé par le Nord.

3 – En Afrique

a) L'Algérie

Si l'indépendance est accordée à la Tunisie et au Maroc en 1956, la situation est beaucoup plus complexe pour l'Algérie qui n'est pas considérée comme une colonie mais comme partie intégrante du territoire français. Le refus de la métropole et des colons d'accepter toute réforme amène la création d'un mouvement radical, le Front de Libération nationale (FLN) qui se fait connaître par une série d'attentats le 1^{er} novembre 1954. C'est le début du soulèvement algérien. La signature des **accords d'Evian** le 12 mars 1962, permet le cessez-le-feu, puis l'accession de l'Algérie à l'indépendance, le 3 juillet 1962

b) L'Afrique noire

Les Britanniques comme les Français accordent plus facilement l'indépendance aux pays d'Afrique noire. Les conflits existent mais sont beaucoup plus rares. En AEF et AOF, de Gaulle fonde dans la constitution de 1958 le principe de la communauté africaine accordant une large autonomie à ces pays qui ont le choix de devenir indépendants s'ils le souhaitent, ce que la plupart vont faire au début des années 1960.

C – La contestation de l'ordre établi

Si la logique bipolaire se maintient, de nouveaux acteurs apparaissent qui refusent de se soumettre à un des blocs. On parle de Tiers Monde et de « non-alignement »

1 - Tiers monde et non alignement

a) La conférence de Bandoeng (1955)

À Bandoeng, en avril 1955, sous la présidence de Soekarno (Indonésie), de Nasser (Egypte) et de Nehru (Inde), 29 pays participent à une conférence, dont la Chine de Mao, et la Yougoslavie de Tito et se définissent comme appartenant au **tiers monde**. Cette expression, inventée trois ans plus tôt par un démographe français, Alfred Sauvy, désigne les pays qui se distinguent de l'Occident développé et du monde communiste, par référence au tiers état de la Révolution française. Ces leaders revendiquent leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et de l'URSS et prônent le rassemblement des pays pauvres, la lutte contre le colonialisme et contre la ségrégation raciale, la lutte contre Israël ainsi que l'établissement de relations commerciales équitables entre les pays développés et les pays pauvres. L'Afrique est peu représentée car sa plus grande partie est encore colonisée.

b) Les non-alignés

Les revendications rencontrent un écho enthousiaste dans le monde. Tito organise une nouvelle conférence en septembre 1961 à Belgrade où naît le mouvement des pays non-alignés (sous-entendu : ni sur Washington, ni sur Moscou). D'autres conférences ont lieu, notamment à Alger et à Cuba, mais le mouvement, divisé sur le plan politique et économique, s'essouffle.

2 - La place de Mao en Asie

D'abord proche de l'URSS, la Chine s'en détache après la mort de Staline. A des problèmes frontaliers s'ajoutent des tensions liées à la déstalinisation en URSS, tandis que les politiques aventureuses de Mao amènent le départ des conseillers soviétiques.

Ainsi, de 1958 à 1961, dans le cadre du **Grand bond en avant**, le pays est divisé en "Communes Populaires", théoriquement autosuffisantes et contrôlant les moyens de productions agricoles et industriels. Tous les métaux disponibles sont collectés pour être fondus et transformés en outils ou en armes. Un quota journalier d'animaux nuisibles à tuer, tels que les oiseaux, est attribué à tous, même aux enfants. D'immenses chantiers de construction sont lancés, employant des armées d'ouvriers non formés. Mais les rendements agricoles sont très faibles, les productions industrielles défectueuses. Le projet se solde par la mort de 30 à 45 millions de personnes.

Écarté de la présidence de la République mais toujours chef du parti communiste, Mao lance à partir de 1966 une purge du parti communiste pour reprendre le pouvoir. Il met en œuvre au moyen du *Petit Livre rouge* (1964), une entreprise idéologique de critique et de dénonciation des cadres « embourgeoisés » du pays et s'appuie sur les jeunes embrigadés dans les « Gardes rouges ». Des dizaines de millions de citoyens (étudiants, intellectuels) sont envoyés en camps de rééducation. On compte 4 millions de morts. Cette **Révolution culturelle** obtient un vaste soutien auprès des intellectuels occidentaux.

En 1972, considérant que le danger soviétique est plus important que celui de l'impérialisme américain, Mao se rapproche des USA. Cela lui permet de récupérer le siège de la Chine au Conseil de sécurité de l'Onu occupé depuis 1949 par Taiwan.

3 - L'Égypte au Proche Orient

a) La crise de Suez (1956)

Le général Gamal Abdel Nasser renverse en 1952 le roi Farouk allié à la Grande Bretagne. Attaché à la neutralité de l'Égypte dans la guerre froide, il se voit refuser toute aide occidentale dans ses projets de modernisation de l'économie égyptienne, et pour la construction d'un nouveau barrage à Assouan afin de réguler le fleuve et produire de l'électricité. Pour obtenir les capitaux nécessaires, il nationalise en 1956 la compagnie franco-britannique du canal de Suez.

Israël se rapproche de la France et de l'Angleterre et les trois États décident une intervention conjointe contre l'Égypte. Le plan, baptisé Mousquetaire, prévoit qu'Israël interviendra dans un premier temps, puis que les armées britannique et française suivront, soi-disant pour stopper l'offensive israélienne mais surtout pour reprendre le contrôle du canal. L'ONU demande l'arrêt des opérations contre l'Égypte et les diplomates américaine et soviétique contraignent la Grande-Bretagne et la France à cesser les combats le 6 novembre.

La crise de Suez se solde donc par un échec diplomatique (plusieurs États arabes rompent leurs relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne) et par le succès de Nasser. Cet incident accroît considérablement sa popularité.

b) Nouvelles guerres contre Israël

Entre le 5 et le dix juin 1967, lors de la guerre des Six jours, l'Égypte est vaincue par Israël. Celle-ci récupère la bande de Gaza et Sinaï à l'Égypte, la Cisjordanie et Jérusalem Est à la Jordanie et annexe le plateau du Golan qui appartenait à la Syrie.

En octobre 1973, c'est pendant la fête juive du Yom Kippour, que la Syrie et l'Égypte, maintenant dirigée par Anouar el Sadate, attaquent Israël. Rapidement, les États-Unis et l'URSS font pression pour que cesse le conflit. Estimant que la victoire leur a été volée par l'Occident, les États arabes de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) imposent une montée des prix des hydrocarbures responsables de la première crise pétrolière.

D – Des contestations internes : l'année 1968

1 – En Occident

a) L'opposition à la guerre du Vietnam

En Europe comme en Amérique, l'opposition massive à la guerre du Vietnam domine la vie sociale et politique. L'offensive du Têt lancée par le nord-Vietnam début 1968, démontre que la guerre est loin d'être gagnée. Les jeunes américains sont de plus en plus nombreux à manifester contre la guerre et la conscription. Les manifestations deviennent quasi-quotidiennes dans toutes les grandes villes étudiantes, en Amérique mais aussi en Europe et au Japon.

b) La séduction communiste

Le modèle soviétique ne fait plus rêver. En revanche, le maoïsme, alors que la Chine est en pleine révolution culturelle séduit les intellectuels occidentaux. Che Guevara, leader tiers-mondiste, assassiné en 1967 en Bolivie devient le symbole de la lutte contre l'ordre établi.

c) La fracture raciale

La guerre du Viêt-Nam réveille la fracture raciale aux États-Unis en dépit de l'abolition des lois ségrégationnistes par le président Lyndon Johnson. Les jeunes Noirs, du fait de leur condition modeste, sont en première ligne parmi les conscrits appelés à combattre au Vietnam.

En avril 1967, devant une foule immense réunie à New York, le pasteur Martin Luther King se demande pourquoi envoyer des jeunes Noirs défendre à 16 000 km de chez eux des libertés « qu'ils n'ont jamais connues dans le sud-ouest de la Géorgie et dans l'est de Harlem ». Il est assassiné le 4 avril 1968. Les ghettos noirs des grandes villes américaines sombrent aussitôt dans des émeutes d'une extrême violence. Aux JO de Mexico, en octobre 1968, les athlètes américains Tommie Smith et John Carlos, lèvent leur poing ganté de noir alors qu'ils sont sur le podium et que retentit l'hymne américain.



d) En France

En France, la contestation qui débute à Nanterre gagne la Sorbonne en mai. Paris montre le spectacle de manifestations et de repressions. De Gaulle met du temps à réagir. Finalement, après un mois de grèves massives, il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et appelle ses soutiens à manifester. Le 30 mai, un million de ses partisans descendent en masse les Champs-Élysées.

Affiche réalisée par les étudiants de l'atelier des Beaux-Arts de Paris

2 – A l'Est : le printemps de Prague

En Tchécoslovaquie, l'un des pays les plus étroitement soumis à Moscou depuis le « coup de Prague » de 1948, le 5 janvier 1968, Alexander Dubcek devient secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque. Il veut instaurer un « socialisme à visage humain ». Il supprime la censure, autorise les voyages à l'étranger. Moscou réagit en aout : le 21 aout, le pays est envahi par les troupes du Pacte de Varsovie. C'est le début d'une vaste et violente répression. Brejnev à la tête de l'URSS évoque la « souveraineté limitée des pays de l'Est : une



certaine autonomie est possible à condition de ne pas remettre en question le rôle dirigeant du parti communiste et de garder ses frontières étanches face à l'Occident.

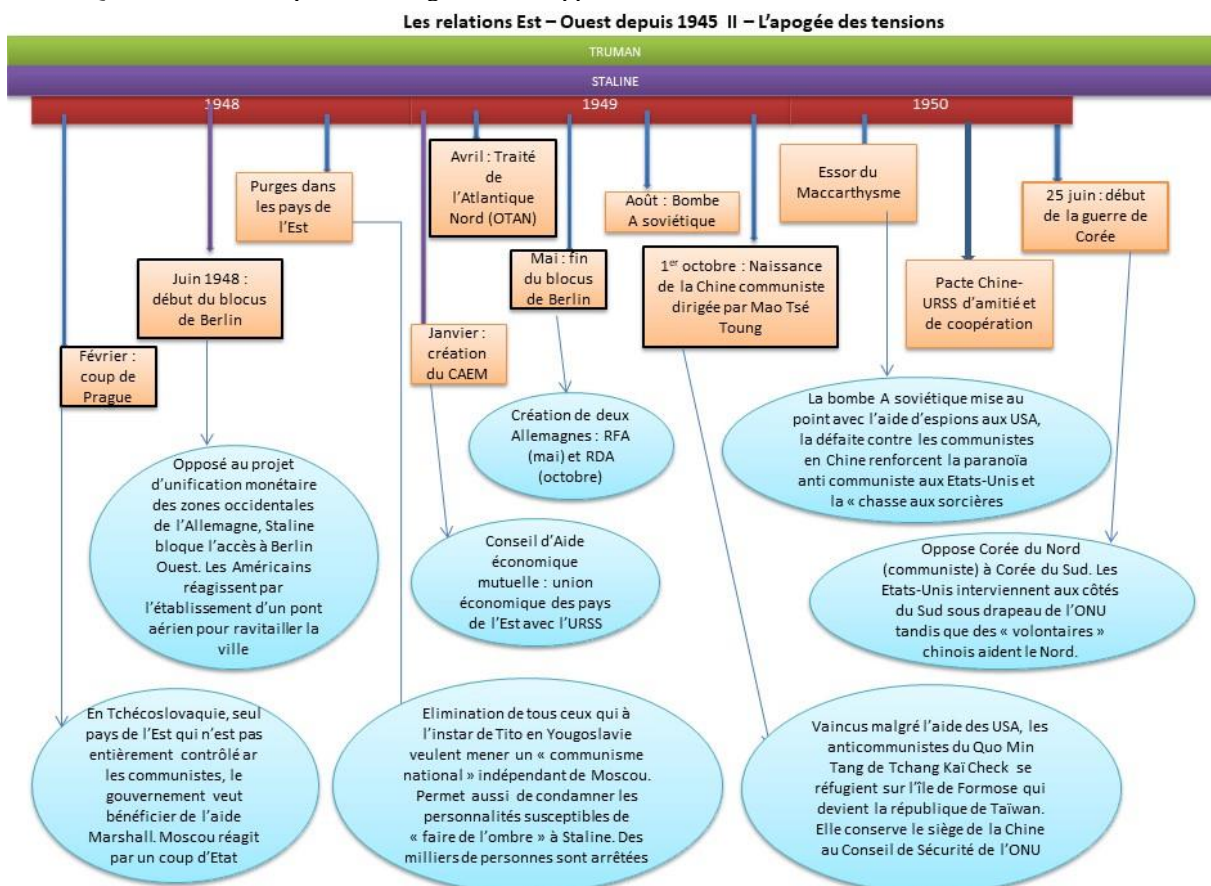
Conclusion

La guerre froide oppose les États-Unis et l'URSS, à la tête de blocs d'alliances qui incarnent des modèles idéologiques contraires. Le blocus de Berlin est la première crise. L'Asie est un autre théâtre majeur du conflit, La guerre de Corée en montre l'extension mondiale. A travers les guerres d'Indochine et du Vietnam, les États-Unis interviennent afin d'empêcher l'extension du communisme. La course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances crée un climat d'angoisse, qui culmine lors de la crise des missiles de Cuba en 1962. Cet épisode conduit à diminuer la tension et à limiter la course aux armements : c'est la « Détente ». Celle-ci s'explique aussi par les tensions internes à chaque bloc. L'URSS est confrontée à l'affirmation de la Chine et les critiques des modèles américain et soviétique se multiplient, comme le montre la vague contestataire de 1968. La Détente n'empêche nullement les deux superpuissances de s'affronter indirectement dans le tiers-monde, comme au Vietnam.

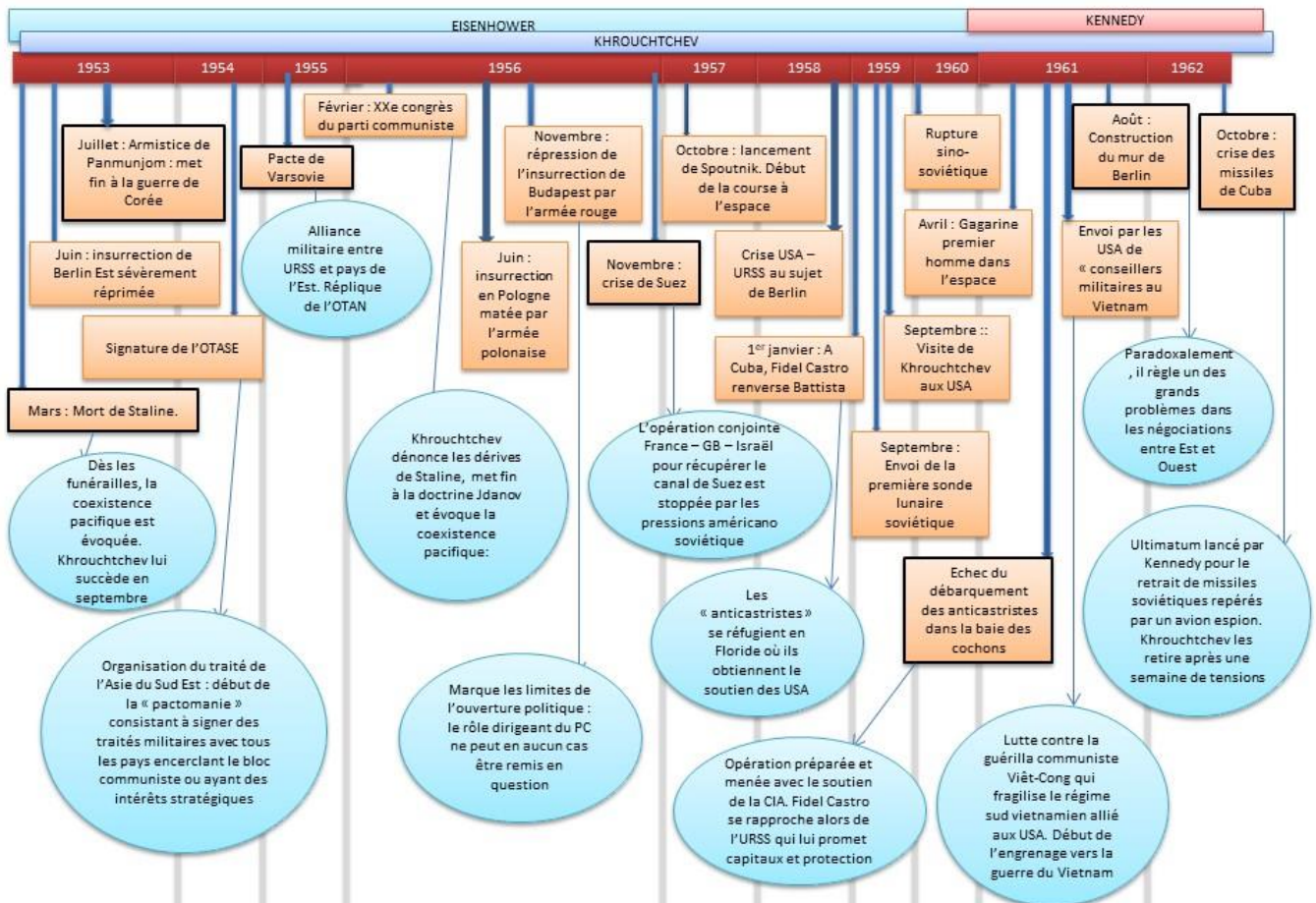
Entre 1945 et 1975, la plupart des pays d'Asie puis d'Afrique obtiennent leur indépendance, parfois au prix de violentes luttes comme la guerre d'Algérie (1954-1962). Ces nouveaux États aspirent à jouer un rôle sur la scène internationale, en faveur de la paix et du développement économique. Sous l'égide de Nasser et de Nehru, ils organisent pour cela plusieurs conférences, à Bandung (1955) puis à Belgrade (1961), sans parvenir à briser la logique bipolaire de la guerre froide. Beaucoup sont fragilisés par des difficultés économiques et politiques (dictatures, guérillas). Certains se rapprochent de la Chine de Mao Zedong, qui devient un acteur majeur des relations internationales. Elle rompt avec l'URSS et devient un modèle révolutionnaire qui inspire en partie les mouvements de 1968. Ce climat n'interrompt pas la confrontation dans les pays dits du « tiers-monde », tandis que des guerres frappent le Moyen-Orient (guerres de 1967 et de 1973 entre Israël et les pays arabes).

TEST

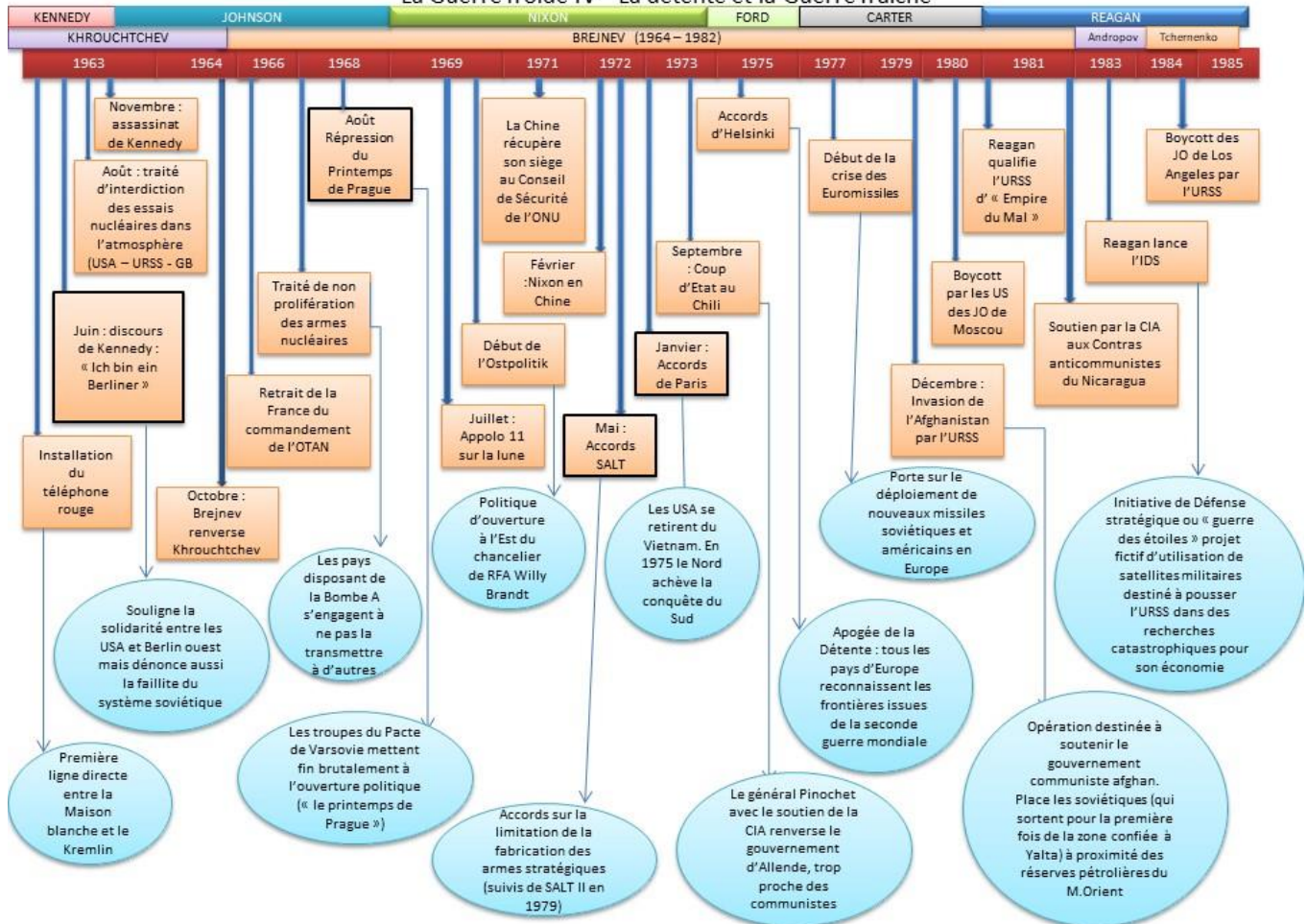
1. Quelles sont les trois grandes phases de la Guerre Froide jusqu'en 1975 ?
2. Pourquoi, la situation de l'Allemagne depuis 1945 et la crise de Berlin de 1948-1949 sont-elles l'illustration de la définition de Raymond Aron de la Guerre froide : « Une période de guerre improbable et de paix impossible ? »
3. Comment la formation des blocs touche-t-elle tous les domaines ?
4. Pourquoi la guerre de Corée et la guerre d'Indochine sont des exemples de conflits de la guerre froide ?
5. Pourquoi peut-on affirmer que la décolonisation est une conséquence de la Seconde guerre mondiale ?
6. Quelles sont les causes et les conséquences de la décolonisation de l'Inde ?
7. Pourquoi la décolonisation de l'Algérie a-t-elle été plus violente que celle des autres Etats africains ?
8. Quelle est l'importance de la conférence de Bandoeng ?
9. Que révèle la crise de Suez pour l'Europe ?
10. Qu'est-ce que la Grand bond en avant ? Et la révolution culturelle ?
11. Quelles sont les différentes causes des crises de 1968 à l'Ouest comme à l'Est ?
12. Quelle est la conséquence de la guerre du Kippour de 1973 ?



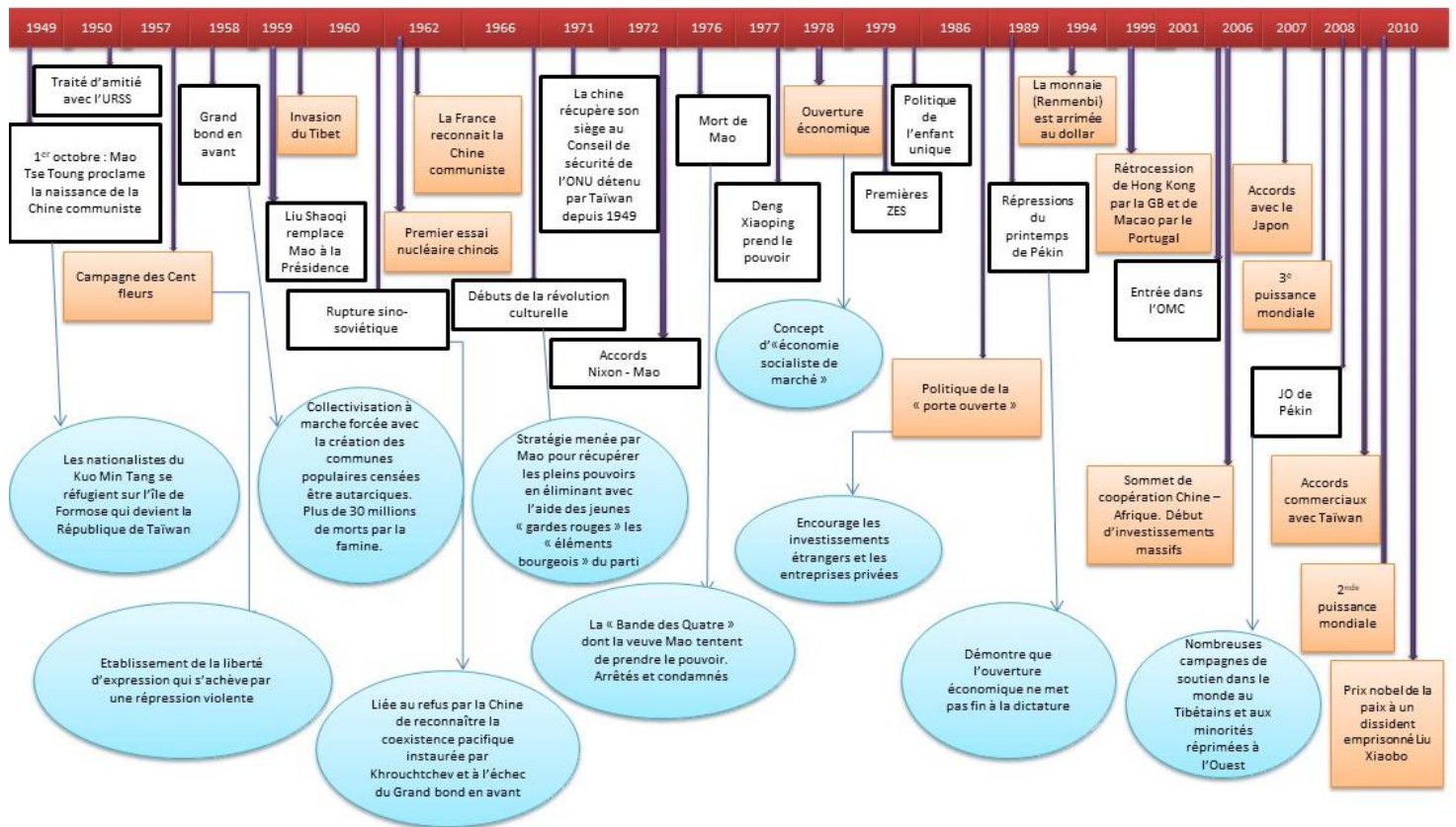
La Guerre froide III – La coexistence pacifique



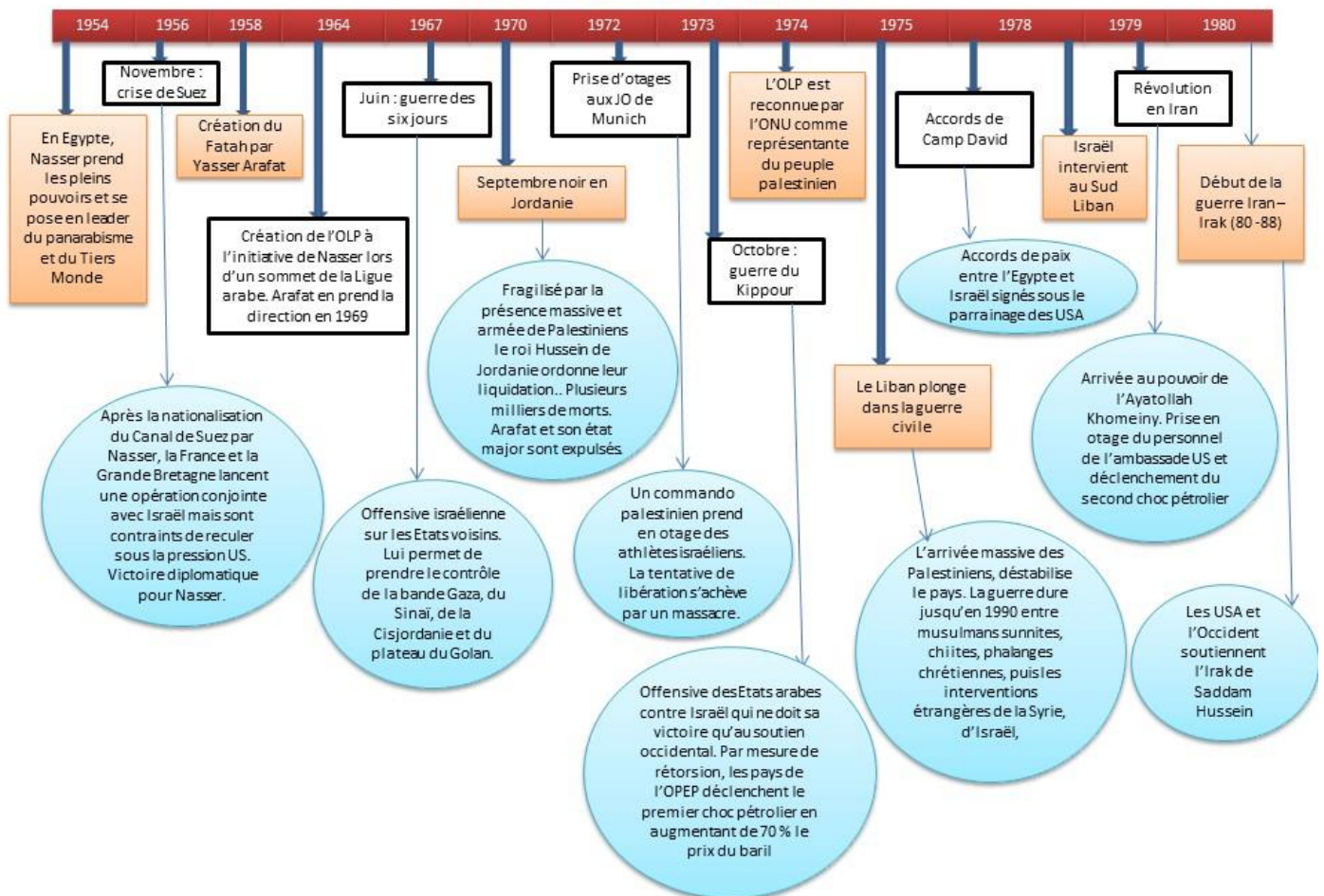
La Guerre froide IV – La détente et la Guerre fraîche



La Chine depuis 1949



Le Proche et le Moyen Orient au XXe siècle II



III – Une nouvelle place de la France dans le monde

A – Les défis de la IV^e République

- 1 - Naissance du régime
- 2 - A l'épreuve de la Guerre froide
- 3 - Un moteur de l'Europe

B – Affaiblissement et chute de la IV^e République

- 1 – Une instabilité chronique
- 2 – Les conséquences du borbier algérien

C – Les débuts de la Ve République (1958 – 1973)

- 1 - Naissance de la Ve République et fin de la guerre d'Algérie
- 2 - Indépendance et grandeur de la France

Mots importants

Autodétermination : Possibilité pour les Algériens de choisir, par référendum, entre l'indépendance, la francisation complète ou la simple association avec la France.

CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) : créée en 1951 par six États (France, RFA, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg).

Commissaire au Plan : haut fonctionnaire chargé de fixer les grandes orientations de l'économie française dans un plan indicatif.

Contingent : Ensemble des jeunes appelés pour effectuer leur service militaire.

DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale. Organisme chargé de préparer, d'impulser et de coordonner les actions d'aménagement du territoire menées par l'Etat.

FLN (Front de libération nationale) : Mouvement proclamé le 1er novembre 1954 pour conquérir l'indépendance de l'Algérie. Il est doté d'une organisation militaire, l'ALN (Armée de libération nationale).

GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) : Créé à la Libération, il gouverne le pays jusqu'à la mise en place de la République.

Harkis : Algériens musulmans servants comme auxiliaires dans l'armée française contre le FLN (200 000 combattants),

MNA (Mouvement national algérien) : parti nationaliste rival du FLN, créé en 1954 par Messali Hadj et bien implanté notamment chez les travailleurs algériens en métropole.

OAS (Organisation armée secrète) : Organisation terroriste et clandestine créée en février 1961 par les partisans de l'Algérie française les plus radicaux pour empêcher par des attentats l'indépendance de l'Algérie.

OECE (Organisation Economique de Coopération Économique) : créée en 1948 pour répartir l'aide américaine entre les pays d'Europe de l'Ouest. C'est le premier organisme de coopération économique fondé en Europe.

Pieds-noirs : surnom donné aux Français et autres Européens vivant en Algérie.

Régime parlementaire : Régime dans lequel le gouvernement est responsable devant une assemblée qui l'investit et peut le renverser

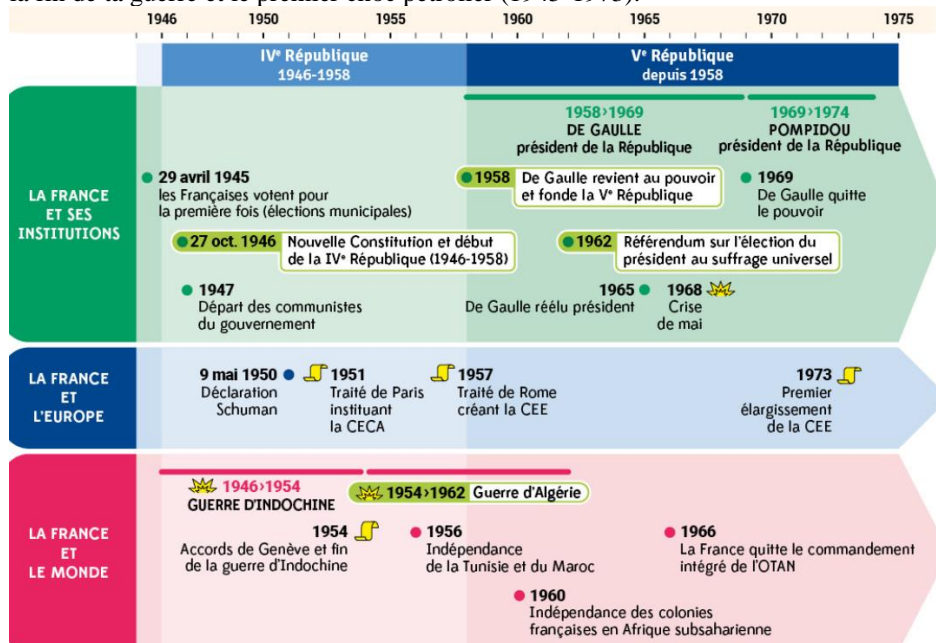
Régime semi-présidentiel : Régime qui combine un régime parlementaire avec un pouvoir présidentiel fort.

Représentation proportionnelle : mode de scrutin dans lequel chaque parti présente une liste de candidats et obtient un nombre d'élus proportionnel aux voix en sa faveur. Elle permet une représentation fidèle de l'électorat, mais rend plus difficile la formation d'une majorité stable.

RPF (Rassemblement du peuple français) : premier parti gaulliste fondé en 1947.

SMIG (salaire minimum Interprofessionnel garanti) : créé en 1950, au-dessous duquel un travailleur ne peut être légalement employé. Il est remplacé en 1970 par le **SMIC** (salaire minimum interprofessionnel de croissance), revalorisé en fonction de la croissance économique et de la hausse des prix.

Trente Glorieuses : Définit, selon l'économiste français Jean Fourastié, la période de croissance économique entre la fin de la guerre et le premier choc pétrolier (1945-1973).



III – Une nouvelle place de la France dans le monde

Le régime parlementaire de la IV^e République, a permis à la France de retrouver un rôle majeur en tant que moteur de la construction européenne mais, miné par les querelles partisans alors que se multiplient les défis (reconstruction, guerre froide et décolonisation) il ne dure que 12 ans. Arrivé au pouvoir, de Gaulle inaugure la Ve République et, une fois débarrassé du boulet algérien, mène une politique fondée sur l'indépendance et la grandeur de la France.

A – Les défis de la IV^e République

1 - Naissance du régime

Lors des élections législatives d'octobre 1945, trois grands partis émergent : le PCF avec 27 % des sièges, est le plus important, suivi des socialistes de la SFIO avec 25 % et les démocrates-chrétiens du MRP, issu de la Résistance (25.5 %). Les trois partis décident de gouverner ensemble. On parle de **tripartisme**. Chargés de rédiger une nouvelle constitution, ils mettent au centre du système l'Assemblée nationale, ce qui provoque la colère de De Gaulle, chef du gouvernement, qui démissionne en janvier 1946. Finalement adoptée en octobre 1946 par référendum, la nouvelle constitution ressemble à celle de la III^e République. L'Assemblée fait et défait les gouvernements qui sont responsables devant elle.

2 - A l'épreuve de la Guerre froide

La situation économique et sociale est catastrophique et en 1947, des grèves massives se multiplient. Le PCF se trouve dans une situation compliquée : rester au gouvernement et réprimer les mouvements sociaux, ou conserver sa base électorale ouvrière en abandonnant la solidarité gouvernementale. En choisissant de ne pas soutenir l'effort de guerre en Indochine, il donne les outils nécessaires à son exclusion du gouvernement. La Doctrine Jdanov consommant rapidement cette rupture. Dès lors le PCF devient un adversaire déclaré du régime, alors que la France accepte l'aide Marshall et entre dans l'OTAN. On passe du tripartisme à la « **troisième force** » associant SFIO et MRP.

3 – Un moteur de l'Europe

a) Naissance de la CECA (1950)

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, lance l'idée d'une *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (CECA) rassemblant l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie et le Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas). Le plan, mis au point par Jean Monnet est soutenu avec enthousiasme par les chrétiens-démocrates du MRP et les socialistes de la SFIO, qui dominent le gouvernement. Mais les communistes qui le considèrent comme un renforcement du camp pro-américain face au camp soviétique, et les gaullistes qui y voient le risque d'une amputation de la souveraineté française s'y opposent.

b) Echec de la CED (1954)

La CECA est globalement acceptée par l'opinion. Mais, dans le cadre de la guerre froide, les Etats-Unis exigent le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Afin de limiter le risque d'une reconstitution incontrôlée de l'arsenal allemand, la France propose la création d'une communauté européenne de défense (CED) intégrant les régiments allemands dans une armée européenne. Le projet suscite des divisions profondes dans tous les partis politiques, renforçant l'instabilité gouvernementale. Finalement, le projet est abandonné.

c) Naissance de la CEE (1957)

La politique européenne est cependant relancée avec les négociations du **traité de Rome** de 1957, aboutissant à la naissance de la CEE, jetant les bases de l'Europe actuelle. L'invasion de la Hongrie par les chars soviétiques le 4 novembre 1956 et, dans le même temps, l'échec de l'expédition franco-britannique à Suez, ravivent le besoin des Européens de renforcer leur union pour faire face aux Super-Grands. Le 25 mars 1957, l'Allemagne, la France, l'Italie, et le Bénélux signent le traité de Rome sur la création d'une Communauté Économique Européenne (CEE) qui entre en vigueur le 1er janvier 1958. Il instaure un Parlement dont le siège est d'abord fixé à Bruxelles et une Cour de Justice établie au Luxembourg. Le pouvoir exécutif est confié au Conseil des ministres des pays membres. Mais la supervision des décisions est déléguée à une Commission à Bruxelles, dont l'influence ne va cesser de croître.

B – Affaiblissement et chute de la IV^e République

1 – Une instabilité chronique

a) Une opposition multiple

Dès son rejet du gouvernement, le PCF se lance dans une politique profondément hostile au régime, dans le cadre de la doctrine Jdanov. Présent à l'assemblée, et à la tête d'un syndicat puissant, la CGT, il orchestre des grèves et manifestations souvent réprimées avec violence. Les tensions culminent en 1947-1948. On frôle la guerre civile. En 1948, la CGT doit admettre son échec. Dès lors, les communistes joignent aux gaullistes pour déstabiliser le régime.

A droite, de Gaulle après sa démission de 1946 se lance dans la fondation d'un nouveau parti, le Rassemblement du peuple français, qui marque une opposition au « régime des partis » incarné par la IV^e République. Il a un succès important car il rassemble toute la droite qui avait été discréditée par Vichy.

Les progrès dans les domaines social et industriel sont rapides. Le « plan Monnet » de 1947 permet à l'industrie de largement dépasser ses records de production d'avant-guerre dès 1953. Le pays multiplie les prouesses : modernisation de l'agriculture, création d'un Commissariat à l'énergie atomique, création du salaire minimum (SMIG)...

Pourtant, le retour de la croissance est inégal selon les secteurs et les régions. Les transformations de l'économie entraînent la multiplication des « laissés pour compte » de la croissance. En 1953, c'est la révolte des commerçants, artisans, petits exploitants, mobilisés par le papetier du Lot, Pierre Poujade fondateur de l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA). On compte parmi les députés poujadistes élus en 1956, des bouchers, des boulangers, des épiciers, des libraires. Ce mouvement d'abord antifiscal, reprend des mots d'ordres d'extrême droite, antiparlementaires, hostile à l'Europe et favorable à l'Algérie française. Jean-Marie Le Pen, est député poujadiste après les élections législatives de janvier 1956.

b) Le « régime des partis »

Le mode de scrutin (proportionnel) choisi pour l'élection des députés favorise l'existence de plusieurs blocs de partis dont les incessants revirements d'alliance entraînent de fréquentes chutes de gouvernement. Chaque fois qu'ils ont à résoudre un problème, les députés constituent une coalition de circonstance. Ils dissolvent le gouvernement une fois le problème résolu, parfois au bout de quelques mois seulement. D'un gouvernement à l'autre, ce sont généralement les mêmes personnalités qui se succèdent, à des postes identiques ou différents. En tout 26 gouvernements en 12 ans.

c) Un renouveau éphémère : le gouvernement Mendès France

Député radical-socialiste et résistant, ministre de l'Économie nationale dans le GPRF, Pierre Mendès France démissionne par opposition à la politique économique voulue par de Gaulle.

Opposé à la guerre d'Indochine, il mène un violent réquisitoire à la tribune de l'Assemblée le 17 juin 1954 le lendemain de la chute de Dien Bien Phu. Investi par l'Assemblée il devient Président du Conseil, il signe les accords de Genève pour l'indépendance de l'Indochine en juillet 1954. Le 1^{er} août 1954, son discours de Carthage ouvre la voie à l'indépendance de la Tunisie.

S'il séduit les gaullistes dont certains le rejoignent, les oppositions se multiplient. On lui reproche l'abandon de l'Indochine et de la Tunisie, on se moque de sa politique consistant à « donner du lait aux enfants dans les écoles comme les Américains, plutôt que du bon vin bien de chez nous ». Pris au dépourvu par les événements de la Toussaint 1954 qui déclenchent la guerre d'Algérie, mis en minorité à l'Assemblée le 6 février 1955, il démissionne. Opposé ensuite au traité de Rome et au retour du général de Gaulle, il perd son siège de député en 1958.

2 – Les conséquences du borbier algérien

a) Les préludes à la guerre

Le 8 mai 1945, une manifestation se produit dans la ville de Sétif pour fêter la victoire mais aussi pour exiger la libération d'un leader indépendantiste algérien, Messali Hadj. Malgré l'interdiction, un jeune brandit le drapeau algérien. Il est abattu. La foule se déchaîne et 27 Européens sont tués. L'insurrection s'étend à des villes voisines. La répression est d'une extrême brutalité. Le bilan : 103 morts européens, et entre 2.500 et 6 000 morts algériens.

En 1947, le gouvernement français fonde une Assemblée algérienne avec un double collège de 60 délégués chacun. Le premier collège représente les 950 000 Français et le second les 8,5 millions musulmans. Aux élections, on constate un trucage du scrutin pour éliminer tout musulman ayant des ambitions autonomistes ou indépendantistes.

b) Les débuts de la guerre « sans nom » (1954 – 1958)

Jusqu'en 1999, les autorités politiques françaises refusent le mot « guerre » pour qualifier les événements ayant lieu entre la France et l'Algérie entre 1954 et 1962. Ainsi, la guerre d'Algérie a longtemps été une « guerre sans nom ».

Le 1^{er} novembre 1954, 70 attentats ont lieu en une trentaine de points du territoire algérien. Ils marquent la naissance du FLN (Front de libération national). Ils font une dizaine de morts. Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand rappelle le 12 novembre 1954 devant l'Assemblée nationale que « l'Algérie, c'est la France, parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont des départements de la République française ».

De plus en plus de troupes sont envoyées, sans régler la situation. En 1956, le nouveau président du Conseil, Guy Mollet, se rend à Alger pour tenter de négocier. Reçu par des jets de tomates de la part des pieds noirs, il intensifie les actions militaires en Algérie. Aux militaires professionnels s'ajoutent les appelés faisant leur service militaire (porté à trente mois). Soit environ 400 000 hommes. Incapables d'agir, alors que la direction militaire leur échappe, et que l'on évoque de plus en plus ouvertement la pratique de la torture et des exactions en Algérie, les gouvernements tombent les uns après les autres.

c) *La crise du 13 mai 1958*

Le 13 mai 1958, jour de l'investiture à la présidence du Conseil de Pierre Pflimlin, député MRP favorable à des négociations avec le FLN, une grande manifestation des pieds noirs à Alger, soutenue par l'armée, exige le retour de De Gaulle au pouvoir seul capable selon eux de restaurer l'autorité française en Algérie. Celui-ci annonce se tenir prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». Sous la pression de l'armée et d'une partie de l'opinion, René Coty, le président de la République, se résout le 1er juin, dans un message au Parlement, à en appeler au « plus illustre des Français... Le général forme un gouvernement avec des ministres de tous les bords politiques (sauf les communistes).

C – Les débuts de la Ve République (1958 – 1973)

1 - Naissance de la Ve République et fin de la guerre d'Algérie

a) *Une nouvelle constitution*

Nommé président du Conseil le 1er juin 1958, de Gaulle obtient du Parlement l'autorisation de faire procéder à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Elle est rédigée par une équipe conduite par un gaulliste fidèle, Michel Debré (Garde des Sceaux et futur Premier ministre). Le projet est alors approuvé par référendum (82,60 % de « Oui ») le 28 septembre 1958.

b) *Le règlement de la question algérienne*

Dès le 4 juin 1958, de Gaulle se rend en Algérie. Dans un discours, il évoque les dix millions d'habitants comme « des Français à part entière dont les droits, quelle que soit leur communauté d'origine, sont égaux ». Mais la guerre dure encore quatre ans. En 1961, quand de Gaulle commence à évoquer la possibilité de l'indépendance, un mouvement terroriste pour l'Algérie française, l'OAS multiplie les attentats en Algérie comme en métropole, faisant près de 2000 morts. En 1962, de Gaulle échappe à une attaque au Petit Clamart. Il se sert de l'émotion suscitée dans l'opinion pour organiser un référendum le 8 avril 1962 pour l'élection du président de la République au suffrage universel. Malgré l'opposition de la majorité du Parlement, sa proposition obtient 90 % de Oui.

Les **accords d'Evian** du 19 mars 1962 scellent la fin de la guerre d'Algérie. Mais ils s'accompagnent de l'exode massif des pieds noirs vers la métropole tandis que 30 000 à 80 000 Harkis (Algériens membres de l'armée française) et leurs familles, sont torturés et massacrés. D'autres parviennent à se réfugier en France où ils sont parqués dans des camps.

3 - *Indépendance et grandeur de la France*

De Gaulle veut redonner à la France son influence et son prestige grâce à une politique d'indépendance sur la scène internationale.

a) *La dissuasion nucléaire*

Pour assurer l'indépendance en matière de défense, de Gaulle dote la France d'une force nucléaire de dissuasion. Il réactive la réalisation de l'arme atomique, décidée sous la IV^e République mais mollement poursuivie. La première bombe A explose en avril 1960 au Sahara.



Malgré l'opposition des États-Unis, les armées françaises sont dotées d'équipements nouveaux : fusées, bombardiers stratégiques, le premier sous-marin porte-missiles.

b) Le refus de la double hégémonie

L'indépendance entraîne le refus de tout pouvoir supranational. De Gaulle critique l'ONU qualifiée de « machin » et la « double hégémonie » exercée par les deux Grands. Il prend des mesures qui dégagent la France des organismes militaires de l'O.T.A.N. (1966) et n'hésite pas à prendre des décisions à contre-courant des États-Unis dont il critique l'influence : reconnaissance de la Chine communiste (1964), condamnation de la guerre menée par les États-Unis au Vietnam (discours de Phnom-Penh, 1966), appui aux peuples dominés par les Anglo-Saxons (voyages en Amérique latine et au Québec), proposition de remplacer le dollar par l'or dans les échanges internationaux. Il multiplie les contacts avec les pays de l'Est (voyage à Moscou, 1966). Cependant il soutient les États-Unis lors de la crise de Cuba (1962) et reconnaît que la France est « à une étape de tour de France » des troupes du Pacte de Varsovie.

c) La politique européenne

D'abord hostile à la communauté européenne, de Gaulle s'y rallie, voulant faire « une France forte dans une Europe forte » capable de faire contrepoids entre l'Est et l'Ouest. Partisan d'une formule qui respecte la souveraineté de chaque État en prenant ses décisions à l'unanimité, il refuse à deux reprises (1963 et 1967) l'entrée des Britanniques dans la CEE, accusés d'être l'instrument des Américains en Europe. Il préfère organiser la coopération franco-allemande (traité de 1963) et accélérer la mise au point d'une politique agricole commune.

d) La modernisation du pays

De grands programmes d'aménagement sont lancés. Modernisation de l'agriculture (remembrement...), développement des autoroutes, aménagement du littoral d'Occitanie... Il lance le programme Concorde et Airbus avec des partenaires européens.

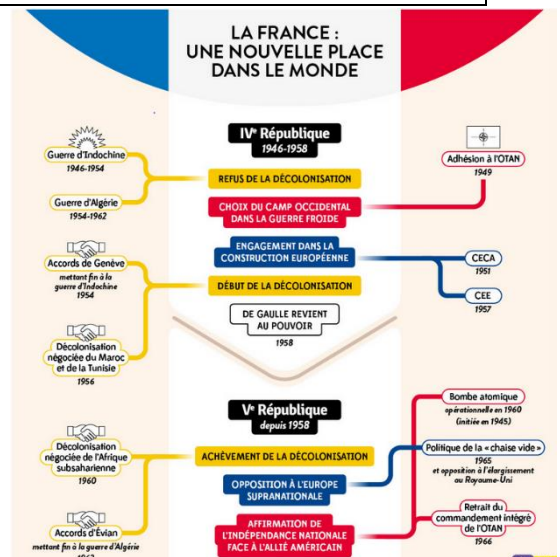
Conclusion

Instaurée en 1946, la IVe République est un régime parlementaire dans lequel l'essentiel du pouvoir revient à l'Assemblée nationale, coincée entre les gaullistes qui veulent un pouvoir exécutif fort et les communistes qui lui reprochent la guerre d'Indochine et l'adhésion à l'OTAN. La guerre froide remet en cause le rôle mondial de la France, qui ne peut rivaliser avec les deux grandes puissances : États-Unis et URSS. La France s'engage alors dans la construction européenne pour retrouver une influence internationale. Aux côtés de la RFA, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, la France participe activement à la CECA (1951) et à la CEE (1957). L'effondrement de l'empire colonial révèle également les faiblesses de la métropole. Vaincu en Indochine (1954), les gouvernements de la IVe République négocient l'indépendance du Maroc et de la Tunisie (1956) mais la volonté de préservation de la souveraineté française sur l'Algérie entraîne une guerre qui divise en profondeur les sociétés algérienne et française. Face à la menace de guerre civile, de Gaulle est rappelé au pouvoir en 1958. Il façonne alors de nouvelles institutions. La Constitution de la Ve République met en place un régime semi-présidentiel. L'influence du pouvoir exécutif est encore accrue avec l'élection du président de la République au suffrage universel direct, adoptée en 1962.

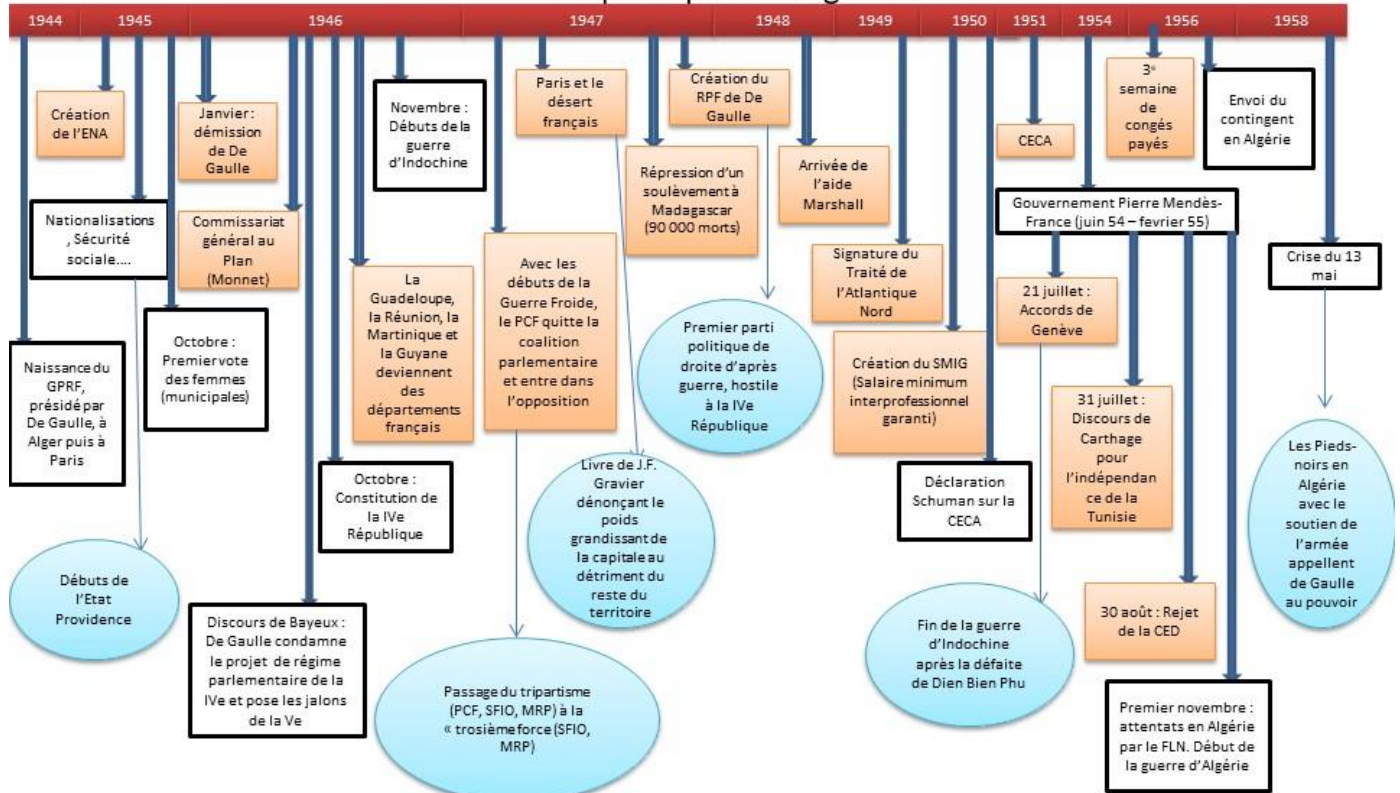
Débarassé du fardeau colonial avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, de Gaulle se pose en restaurateur de la « grandeur » française. Celle-ci passe, selon lui, par l'indépendance stratégique que permet l'obtention de la bombe nucléaire en 1960. Ce souci se traduit par une prise de distance symbolique avec les États-Unis (retrait du commandement intégré de l'OTAN en 1966) et refus de l'entrée de la Grande Bretagne trop proche des Américains dans la CEE. De Gaulle est convaincu que le rayonnement de la France passe aussi par sa modernisation. La France engage donc des grands travaux pour aménager le territoire, et développe des programmes ambitieux (spatiaux, par exemple) et modernise son économie.

TEST

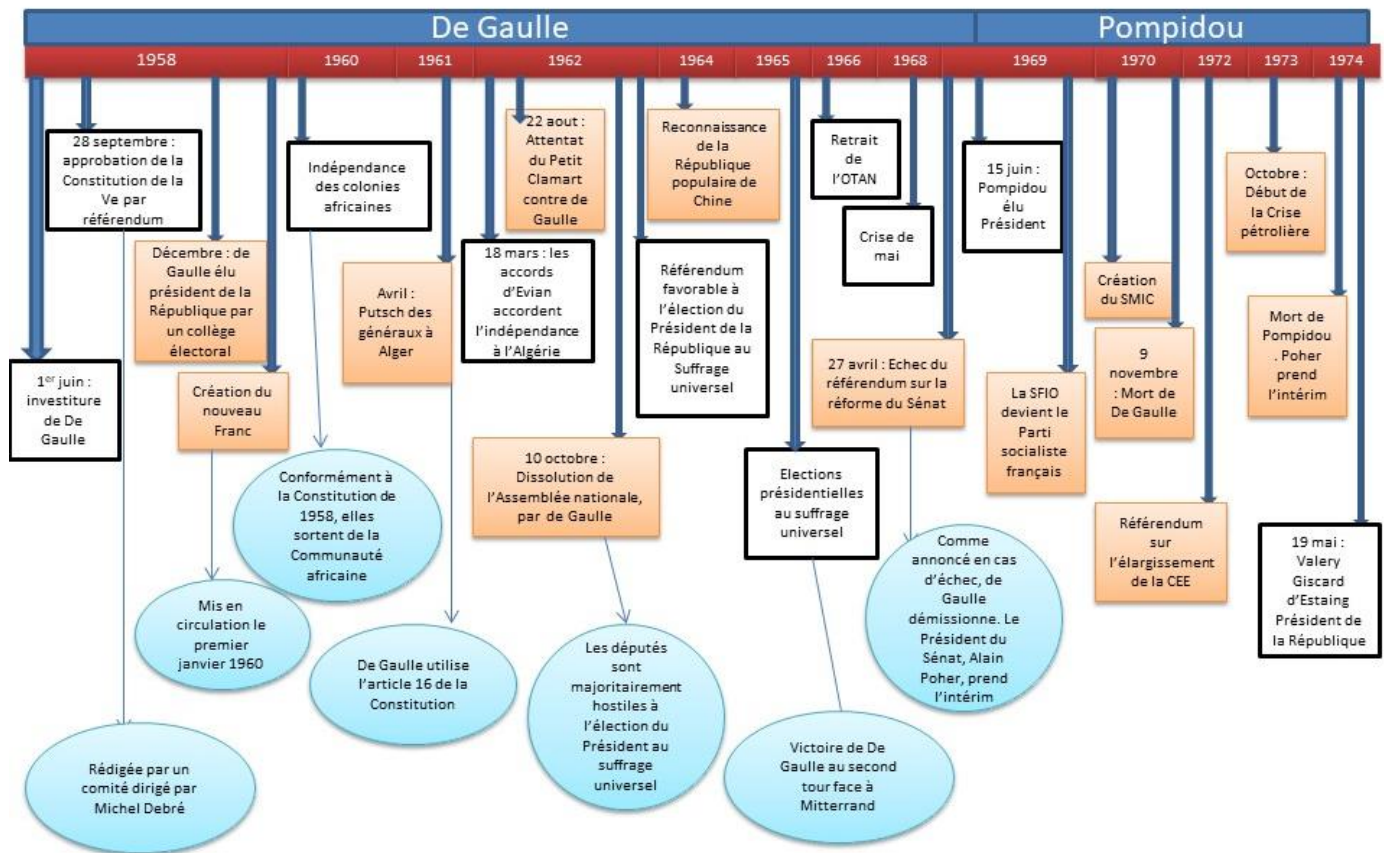
1. Quelles sont les réussites de la IVe République ?
 2. Quelles sont les différentes causes de ses échecs et de son effondrement en 1958 ?
 3. Faites un résumé de la Guerre d'Algérie de 1954 à 1962
 4. En quoi la constitution de 1958 marque-t-elle une rupture politique ?
 5. Quelles sont les causes et les conséquences de la crise institutionnelle de 1962 ?
- Pourquoi la politique de De Gaulle est-elle considérée comme celle de l'indépendance et de la grandeur de la France ?



Gouverner la France depuis 1944 I – La IVe République : un régime instable



**La gouvernance française depuis 1944
II – Les années gaullistes**



Thème III Les remises en cause économiques politiques et sociales des années 1970 à 1991

I – Modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

A – La remise en question du système économique et social

1 – La crise économique

2 – Des tentatives de réponses

B – Les nouveaux équilibres politiques

1 – En Europe du Sud : la fin des dictatures

2 – Naissance de l'islamisme politique

C – La chute du communisme en Europe et en URSS

1 – Le tournant après 1985

2 – La fin des démocraties populaires

3 – La chute de l'URSS

Mots importants :

Ayatollah : Haut dignitaire du clergé chiite en Iran.

Balance commerciale : Solde commercial, différence entre les exportations et les importations.

Chah (ou Shah) : Titre porté par les souverains de Perse puis d'Iran, il équivaut au titre d'empereur.

Charia : loi islamique.

Dérégulation : Suppression ou simplification des contrôles sur les acteurs de l'économie, le monde de la finance et des entreprises. L'objectif est d'encourager la concurrence et l'innovation.

Glasnost (« transparence ») : Politique consistant à établir la liberté d'expression en URSS. Elle est lancée à partir de 1986, à la suite de l'accident de Tchernobyl.

Inflation : Forte hausse de la masse monétaire par rapport à la quantité de biens disponibles, elle engendre une baisse de la valeur de la monnaie.

Islamisme : Doctrine qui veut faire de la loi islamique (*charia*) le fondement de la vie politique et sociale.

Moudjahid (ou moudjahidin) : soldat combattant pour la religion islamique.

Néolibéralisme : Théorie critiquant les interventions de l'État dans l'économie et prônant un libéralisme pur et dur, favorisant la dérégulation et la baisse des impôts pour les particuliers et les entreprises, Son principal théoricien est l'économiste américain Milton Friedman (1912-2006).

Nomenklatura : Terme désignant l'élite du PCUS, dont les membres bénéficient de nombreux privilèges.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole, créée en 1960 par l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Iran, l'Irak et le Venezuela pour coordonner leur politique énergétique et affirmer leurs droits face aux compagnies étrangères.

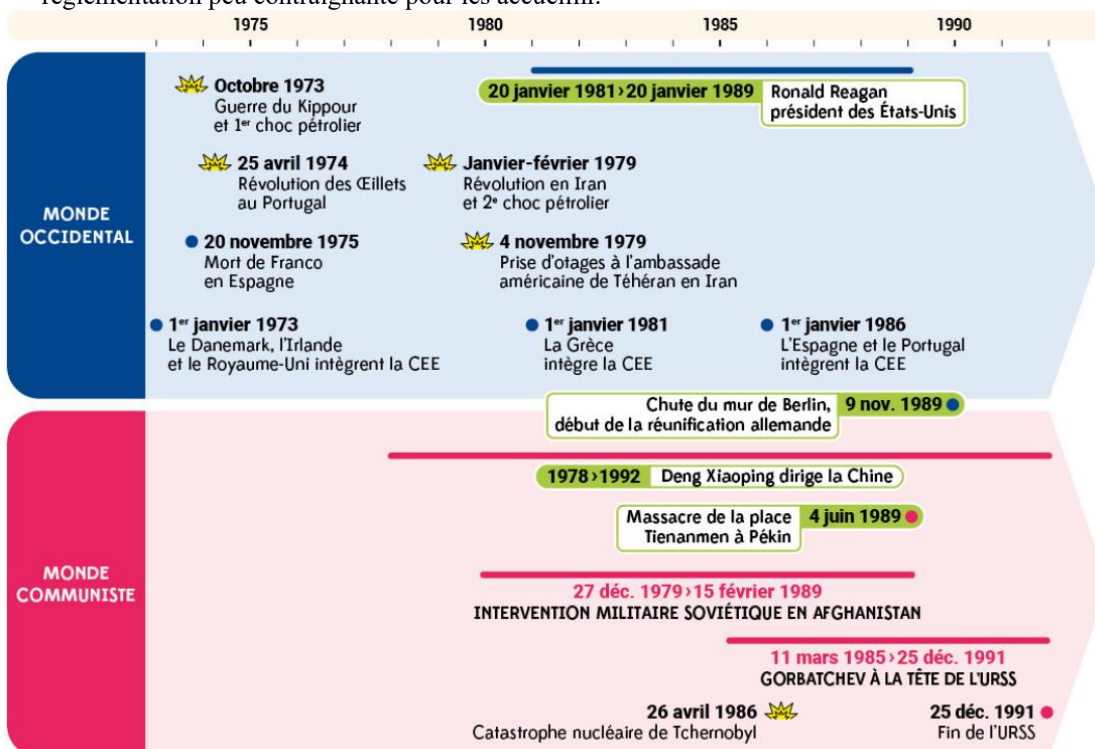
Perestroïka (« restructuration » en russe) : Politique de réformes économiques et sociales menée par Gorbatchev en URSS entre 1985 et 1991.

Quatre Modernisations : Mesures prises par Deng Xiaoping à partir de 1978 pour moderniser l'agriculture, l'armée, l'industrie et la recherche. Cette politique a pour but d'engendrer une forte croissance économique. Pour devenir une puissance industrielle, la Chine accueille les investisseurs étrangers dans des ZES où les salaires sont bas.

Récession : Ralentissement majeur de l'activité économique d'un pays qui se caractérise par un recul du PIB.

Socialisme de marché : politique économique introduisant, dans un pays communiste, une dose de capitalisme sous le contrôle de l'Etat

Zones économiques spéciales (ZES) : espaces proposant aux entreprises étrangères des avantages fiscaux et une réglementation peu contraignante pour les accueillir.



Thème III Les remises en cause économiques politiques et sociales des années 1970 à 1991

I – Modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

A – La remise en question du système économique et social

1 – La crise économique

a) Les chocs pétroliers

La crise de 1974 suit la hausse brutale du prix du pétrole en octobre 1973, suivie d'une seconde hausse en 1979 lors du deuxième choc pétrolier, conséquence de la révolution iranienne, alors qu'une reprise s'annonçait. La hausse du prix du pétrole a aussi accéléré l'inflation et le profit des entreprises se dégrade fortement jusqu'au début des années 1980.

b) Le choc monétaire

La « facture pétrolière » n'est pas seule responsable de la crise. Le coût de la guerre du Vietnam entraîne une très forte inflation aux Etats Unis. Le stock d'or a largement diminué tandis que la quantité de dollars a beaucoup augmenté. Le 15 août 1971, le président Nixon annonce la suspension de la convertibilité du dollar en or. C'est l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods.

c) Une dépression économique

La consommation de masse qui a fondé la croissance des Trente Glorieuses s'essouffle. À partir des années 1970, le marché des biens d'équipement des ménages est saturé. La demande devient désormais plus fragile. De plus, certains secteurs sont déjà en crise depuis plusieurs années (charbon, acier, textile).

2 – Des tentatives de réponses

a) Thatchérisme et Reaganomics

Dans les années 70, les gouvernements occidentaux tentent sans succès de relancer la croissance par une politique keynésienne d'aide de l'Etat aux entreprises et de maintien de l'emploi. La Première ministre de Grande Bretagne **Margaret Thatcher**, entre 1979 et 1990, et le président des Etats Unis, **Ronald Reagan** aux Etats-Unis (1980 – 1988) adoptent une réponse à la crise qualifiée de néo-libérale, inspirée par le fondateur de l'École de Chicago, **Milton Friedman** critique virulent de l'interventionnisme étatique. Il s'agit de réduire les dépenses publiques et donc les impôts directs. Les entreprises en difficulté ne sont plus soutenues, ce qui entraîne la fermeture de secteurs entiers (mines, sidérurgie...) tandis que d'autres sont rachetés par des entreprises étrangères. Ce désengagement de l'Etat entraîne la privatisation d'entreprises nationales (transports, énergie...). La politique de baisse des impôts a cependant des effets positifs sur une reprise dans ces deux pays, amenant l'ensemble du monde occidental, de façon plus ou moins poussée, à reprendre cet exemple.

Cependant, tandis que le modèle d'Etat providence est remis en question, les inégalités se creusent avec une multiplication du nombre d'exclus de la croissance.

b) Le socialisme de marché



L'homme de Tian'anmen juin 1989

En 1978, deux ans après la mort de Mao, Deng Xiaoping devient le maître du pays et impose une politique nouvelle. Il procède à un retour progressif à une économie de marché et lance le programme des **quatre modernisations** (agricole, militaire, scientifique et industrielle). Pour sortir le pays du sous-développement, rattraper le retard technique et attirer des capitaux, les investissements étrangers sont attirés dans les **Zones économiques spéciales** (ZES) côtières. S'y développe une très importante industrie de biens de consommation destinée à l'exportation. C'est le « socialisme de marché ». En 1979, l'essor démographique considérable du pays est freiné par la **politique de l'enfant unique**. La croissance démographique se ralentit. Mais l'ouverture économique ne s'accompagne pas d'une ouverture politique comme l'atteste le massacre du Printemps de Pékin, notamment place Tian'anmen en 1989.

B – Les nouveaux équilibres politiques

1 – En Europe du Sud : la fin des dictatures

a) Au Portugal (1974)

Dans les années 1960, le Portugal dirigé depuis 1932 par le dictateur António de Oliveira Salazar se lance dans une lutte sanglante contre la décolonisation en Angola, Guinée et Mozambique. En 1968, malade, Salazar cède la place à Marcello Caetano.

Lors de la « **révolution des Œillets** », le 25 avril 1974, sans violence, l'armée renverse le régime. Les militaires, réunis dans le Mouvement des forces armées (MFA), annoncent le retour à la démocratie. Malgré plusieurs tentatives de coup d'Etat, le nouveau régime tient bon et des élections permettent l'arrivée au pouvoir des Socialistes de Mario Soares en avril 1975.

b) En Grèce

Lorsqu'en avril 1967 en Grèce, Georges Papandréou féroce opposant à l'extrême droite est donné vainqueur aux élections législatives à venir, un groupe de trois militaires s'empare du pouvoir par la force. Le roi et sa famille sont rapidement exilés. Les partis politiques sont interdits, les libertés individuelles réduites et la presse censurée. Le **régime des colonels** est soutenu par les États-Unis, qui craignent l'installation d'un gouvernement proche du communisme. A partir de 1973 les révoltes se multiplient notamment étudiantes, sévèrement réprimées. Lorsque en 1974 les colonels tentent d'installer le même type de régime à Chypre, les Turcs interviennent pour protéger leur minorité et occupent le Nord du territoire. Lâchés par les États-Unis, les colonels abdiquent. La Grèce se démocratise alors rapidement.

c) En Espagne

A la mort de Franco en 1975, son successeur désigné est Juan Carlos de Bourbon. Devenu roi celui-ci démocratise le pays. Partis politiques et syndicats sont autorisés, la censure disparaît. Les premières élections libres ont lieu le 15 juin 1977. Le régime de Monarchie constitutionnelle est approuvé par referendum par 90 % des Espagnols en 1978. En 1981, une tentative de coup d'Etat militaire échoue. Le pays et son roi en sortent renforcés.

d) L'élargissement de la CEE

Ces jeunes démocraties doivent affronter jusque dans les années 1980 les menaces séparatistes (ETA en Espagne...) ou militaires. Surtout, les difficultés socio-économiques importantes les empêchent dans un premier temps d'intégrer la CEE. De longues négociations aboutissent finalement à l'entrée de la Grèce (1981) puis de l'Espagne et du Portugal en 1986.

2 – Naissance de l'islamisme politique

a) L'Iran

Le Chah Mohammed Reza Pahlavi, qui dirige l'Iran depuis 1953, largement financé par les États-Unis, lance une politique de modernisation rapide du pays tout en maintenant une dictature sévère. L'occidentalisation poussée détourne du régime les masses populaires traditionnalistes tandis que les classes moyennes refusent la dictature. En février 1979, la Révolution islamique porte au pouvoir le clergé chiite, mené par l'ayatollah Khomeiny. Le pays adopte un système totalitaire avec une constitution fondée sur la Charia. Dès son arrivée au pouvoir, l'ayatollah dont le discours est anti-occidental, antisioniste et anticommuniste, décide un embargo sur les ventes de pétrole à l'Occident, entraînant la seconde crise pétrolière. Il retient pendant 444 jours les 52 membres de l'ambassade américaine en otages, libérés le jour de l'investiture de Ronald Reagan (20 janvier 1981).

b) En Palestine

Fondée en 1964, l'Organisation de la libération de la Palestine est d'abord un mouvement qui prône la lutte armée, pour chasser les Israéliens et mène des opérations terroristes. Au début des années 1980, elle adopte un discours plus mesuré, pour la création de deux États dans les frontières de 1948, reconnaissant le droit d'Israël à vivre en paix. Sa modération nouvelle entraîne la naissance et le développement de mouvements plus radicaux, comme le Hamas, qui tentent de faire de cette question nationale une question religieuse et appellent au Djihad.. Dans le même temps, du côté israélien, des mouvements religieux orthodoxes et de la droite radicale lancent des entreprises de colonisation dans les territoires occupés, pour reconstituer le Grand Israël biblique.

C – La chute du communisme en Europe et en URSS

1 – Le tournant après 1985

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev (54 ans) devient Secrétaire général du Parti communiste soviétique. Il lance un programme de réforme (*perestroïka*) politique et économique. Une opposition est tolérée aux élections, et la presse gagne en « transparence » (*glasnost*). Mais il est trop tard : la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (26 avril 1986) et l'embourbement de l'Armée rouge en Afghanistan révèlent les faiblesses du régime.

2 – *La fin des démocraties populaires*

a) *La Pologne*

Le 31 août 1980, après deux mois de grèves, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk concluent un accord sans précédent dans le monde communiste avec le gouvernement polonais, reconnaissant un syndicat indépendant, Solidarnosc. Mais la vague de grèves et de manifestation qui s'ensuit entraîne la proclamation de l'Etat de guerre en décembre 1981 par le général Wojciech Jaruzelski. 6000 syndicalistes sont arrêtés, Solidarnosc dissous. Mais la répression est limitée et le syndicat continue d'agir de façon clandestine. En 1989, les manifestations et les grèves reprennent. Le président Jaruzelski organise une table ronde avec les chefs syndicaux qui obtiennent leur reconnaissance et l'organisation d'élections libres pour juin, massivement remportées par Solidarnosc. Jaruzelski se voit contraint de nommer un de ses chefs, Tadeusz Mazowiecky premier ministre. Celui-ci lance la rédaction d'une nouvelle constitution excluant le parti communiste du pouvoir.

b) *La Hongrie*

Début mai 1989, les dirigeants hongrois annoncent leur intention d'ouvrir leur frontière avec l'Autriche. Des milliers d'Allemands de l'Est se précipitent pour passer à l'Ouest. En Allemagne de l'Est, les pasteurs luthériens et leurs fidèles n'hésitent plus à manifester leur opposition. L'absence de réaction de l'URSS pousse alors les autres pays à agir.

c) *La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989)*

En novembre 1989, le pouvoir communiste pourtant très conservateur de RDA renonce à tirer sur la foule qui se masse devant le mur de Berlin. Les barrières s'ouvrent vers l'Ouest et le **Mur de la Honte** immédiatement détruit. En quelques mois les autres régimes d'Europe de l'Est s'effondrent, soit de manière pacifique (révolution de velours en Tchécoslovaquie) soit par des coups d'Etat (Roumanie). Le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée.

3 – *La chute de l'URSS*

En août 1991, le coup d'État contre Gorbatchev de conservateurs communistes hostiles aux réformes, échoue rapidement grâce à l'audace de Boris Eltsine, président du Parlement de la Russie, principale des quinze républiques fédératives de l'URSS. Celui-ci profite de l'émotion populaire pour interdire le parti communiste russe accusé de trahison. Il est suivi par la plupart des présidents de parlement des républiques d'URSS qui proclament leur indépendance au sein d'une nouvelle fédération, la CEI, Communauté des Etats indépendant. Gorbatchev présente sa démission de chef d'un parti communiste maintenant dissout et de président de l'URSS disparue, le 25 décembre 1991

Conclusion

Les années 1970 voient la fin des Trente glorieuses. La suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée en 1971 puis les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979-1980, déstabilisent les économies occidentales alors que les industries les plus anciennes sont déjà en pleine récession. Pour affronter la crise, Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis promeuvent une révolution néolibérale en rupture avec la tradition keynésienne de l'État-providence. L'intervention économique de l'État est réduite à son minimum afin de stimuler l'initiative économique privée.

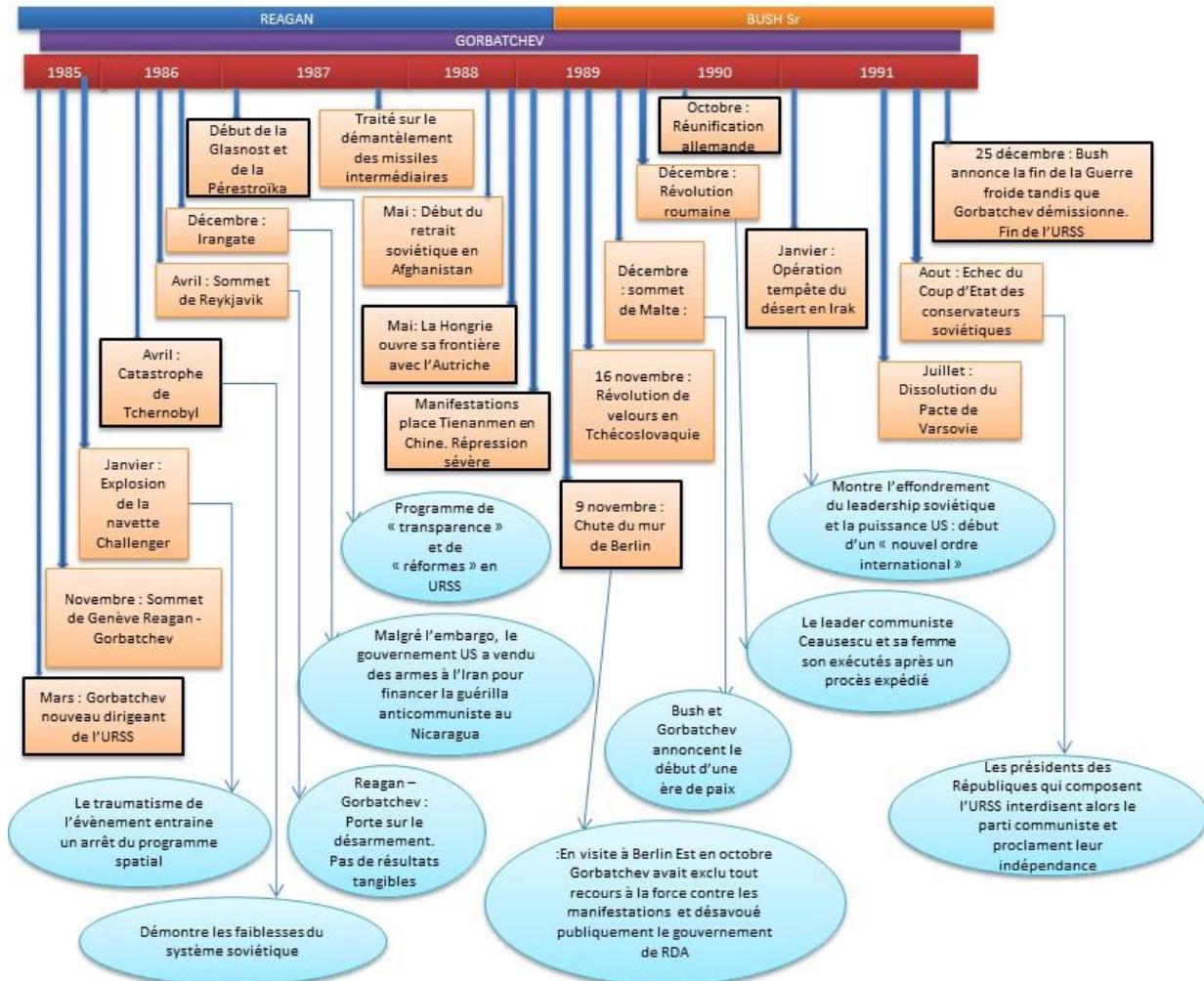
Si les derniers régimes dictatoriaux d'Europe de l'Ouest (Grèce, Espagne, Portugal) s'effondrent dans les années 1970, c'est au Moyen Orient que les troubles se multiplient avec l'arrivée d'un islamisme politique personnifié d'abord par la révolution iranienne qui porte l'ayatollah Khomeiny au pouvoir.

En Chine, à partir de 1978, Deng Xiaoping rompt avec le maoïsme et tente de mêler communisme politique et capitalisme économique avec le « socialisme de marché ». Le pays s'ouvre au commerce international via les zones économiques spéciales destinées à attirer les investisseurs occidentaux. Mais la liberté économique ne s'accompagne pas d'une ouverture politique comme le démontre la répression brutale des étudiants place Tian'anmen.

Dans une URSS ruinée, les réformes entreprises à partir de 1985 par Mikhaïl Gorbatchev échouent. La libéralisation de l'économie se heurte au conservatisme des apparatchiks et la liberté d'expression permise par la *glasnost* porte surtout la parole des opposants. En 1989, un mouvement de fond atteint progressivement les démocraties populaires qui s'effondrent l'une après l'autre. La chute du mur de Berlin est le symbole le plus fort de l'effondrement du rideau de fer et de tout le système mis en place à l'Est depuis 1945. En 1991, l'URSS, minée de l'intérieur, disparaît.

1. Quelles sont les différentes causes de la crise de 73 ?
2. Quelles sont les solutions adoptées par les Etats-Unis et la Grande Bretagne pour relancer l'économie ?
3. Qu'est-ce que le socialisme de marché ?
4. Pourquoi peut-on parler de révolutions pacifiques en Espagne, Grèce et Portugal ?
5. Qu'est-ce que l'islamisme politique ?
6. Quelles sont les réformes entreprises en URSS après 1985 ?
7. Comment s'explique l'effondrement des démocraties populaires ?
8. Quelles sont les causes de l'effondrement de l'URSS ?

V – La fin de la guerre froide



II – Le tournant politique, social et culturel de la France de 1974 à 1988

A – Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974 – 1981)

- 1 - Un nouveau style présidentiel
- 2 – Des initiatives nouvelles
- 3 – Un pays en crise

B – Le premier septennat Mitterrand (1981 – 1988)

- 1 – L'alternance de 1981
- 2 - De nombreuses réformes
- 3 – Le tournant de la rigueur et la première cohabitation

C – Un changement profond de société

- 1 - La politique migratoire
- 2 - La fin de la parenthèse enchantée

Mots importants :

Alternance : Changement de majorité, de la droite vers la gauche (ou inversement), après des élections législatives.

Cohabitation : Coexistence d'un président de la République et d'une majorité politique qui lui est opposée à l'Assemblée nationale.

Domaine réservé : Lecture de la Constitution de 1958 selon laquelle la politique étrangère et la défense relèvent du président de la République. Cette pratique imposée par de Gaulle à ses Premiers ministres a été renforcée par la cohabitation.

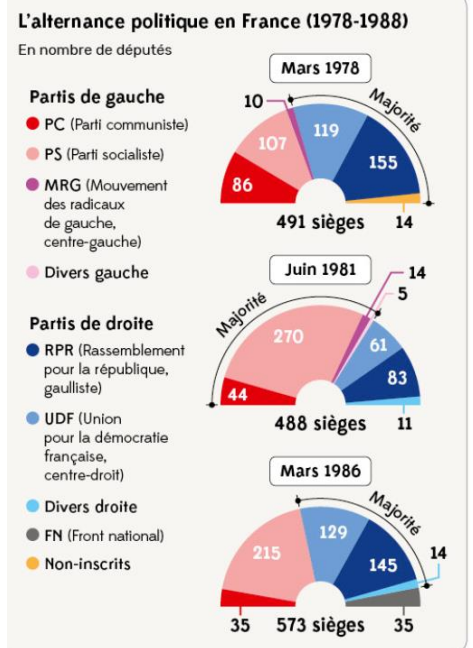
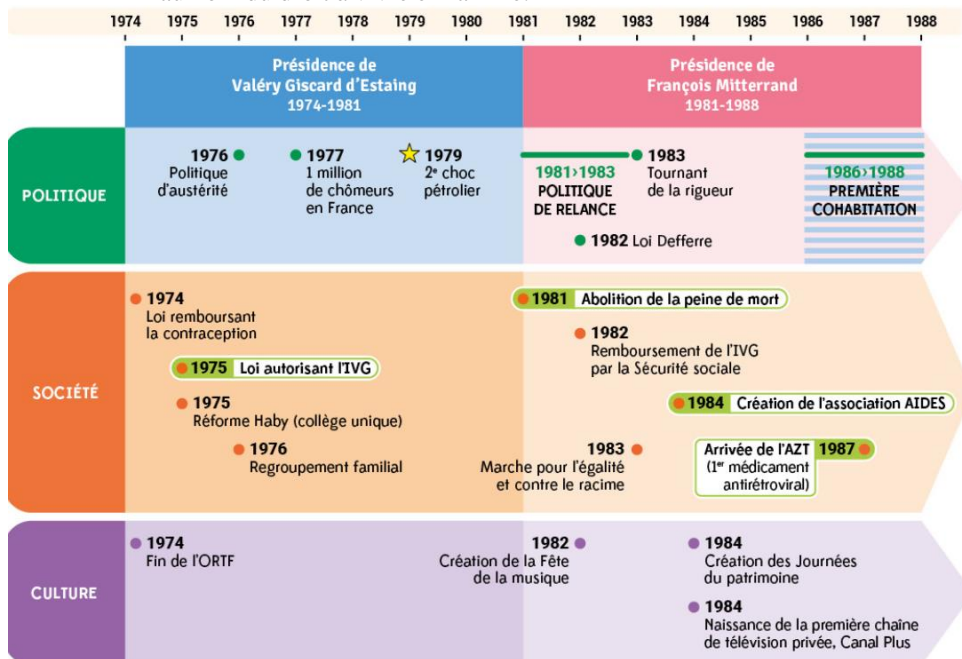
Droite Libérale : Famille politique hostile à l'intervention de l'État dans l'économie, mais favorable à des réformes allant vers plus de libertés et d'autonomie des individus.

Éducation prioritaire : Principe de compensation des inégalités territoriales et scolaires en donnant davantage d'aides aux zones en difficulté, les ZEP (zones d'éducation prioritaire).

Massification scolaire : accès en masse des différentes classes d'âges au collège, puis au lycée.

Politique d'austérité (ou de rigueur) : politique économique qui cherche à équilibrer le budget et à limiter l'inflation en bloquant les salaires et en augmentant les impôts.

Regroupement familial : Possibilité pour un travailleur immigré de faire venir en France sa femme et ses enfants, au nom du droit à vivre en famille.



II – Le tournant politique, social et culturel de la France de 1974 à 1988

Les années 1970 et 1980 sont profondément impactées par les conséquences sociales et économiques de la crise. Mais elles sont aussi marquées, après les années gaullistes, par un changement profond de la pratique du pouvoir et par une évolution des droits, conséquences en partie des fortes mobilisations sociales. Les alternances politiques et les cohabitations marquent également un tournant inédit dans le cadre de la Ve République. Les pratiques culturelles des Français changent aussi profondément.

A – Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974 – 1981)

1 - Un nouveau style présidentiel

A la suite de la démission de De Gaulle en 1969, son ancien Premier ministre, Georges Pompidou, est élu président de la République. La politique suivie reste proche du gaullisme. Mais Pompidou décède le 2 avril 1974. Aux élections présidentielles, Valéry Giscard d'Estaing est élu face à François Mitterrand, avec 50,8 % des voix. Agé de 48 ans, ministre des Finances à 35 ans, sous de Gaulle, Giscard est jeune président. Il place son action, sous le signe du changement. Perçu comme lointain par l'opinion, en raison de sa particule, de sa manière de s'exprimer, il se lance dans une opération de séduction populaire : il joue de l'accordéon, participe à des matchs de football, convie les éboueurs au petit déjeuner. Dans le gouvernement Chirac, plusieurs personnalités ne sont pas issues du monde politique : la magistrate Simone Veil à la Santé, ou la journaliste Françoise Giroud, qui inaugure la fonction de ministre de la Condition féminine.

2 – Des initiatives nouvelles

a) L'abaissement de la majorité

Les premières réformes sont très courageuses et risquées. La majorité à 18 ans (alors que les jeunes sont, de façon générale, plus attirés par la gauche), et la libéralisation de la contraception (complétant la loi Neuwirth de 1967), sont votées dès le mois de juin.

b) La loi Veil (janvier 1975)

Le 17 janvier 1975, après des débats houleux, durant lesquels la ministre de la Santé est insultée par des opposants au texte, et malgré les prises de position des évêques de France et des collectifs anti-avortement, la loi Veil sur l'IVG, est approuvée grâce au soutien de la gauche, par 284 voix contre 189. Autre mesure révolutionnaire pour l'époque, l'adoption, le 10 juillet 1975, d'une loi condamnant la discrimination (notamment des femmes) à l'embauche, dans la Fonction publique, et celle du 11 juillet, facilitant les procédures de divorces, avec l'introduction de la notion de « divorce par consentement mutuel ».

c) La fin du contrôle de l'ORTF

L'ORTF éclate en 7 sociétés en août 1974, ce qui est un signe d'ouverture, et de diminution du contrôle, mais la presse reste surveillée (plusieurs journaux sont ponctuellement censurés), et l'interdiction des radios libres est maintenue.

d) Démocratisation de l'enseignement

La « réforme Haby », du nom du ministre de l'Éducation nationale, redéfinit les cycles d'enseignement, de la maternelle au baccalauréat : le collège (C.E.S.) est chargé de transmettre un socle commun de connaissances, l'orientation étant repoussée (sauf pour les plus en retard), à l'entrée au Lycée, avec d'une part les établissements professionnels (qui remplacent les collèges techniques), et ceux dédiés à l'enseignement général.

3 – Un pays en crise

Ni le gouvernement Chirac (27 mai 1974 – 25 août 1976) ni celui de l'économiste Raymond Barre (1976 – 1981) ne parviennent à apporter une réponse à la crise économique. Le septennat de Giscard est agité par des crises et des scandales nombreux (affaire des diamants de Bokassa, mort suspecte d'hommes politiques...), auxquels s'ajoutent des flambées sociales, attisés par les difficultés économiques. C'est une période de contestation : anti nucléaires, nationalistes corses, basques et breton, catholiques intégristes, agriculteurs (viticulteurs surtout) soumis à la mévente, sidérurgistes...

B – Le premier septennat Mitterrand (1981 – 1988)

1 - L'alternance de 1981

Aux élections présidentielles de mai 1981, François Mitterrand est élu à une courte majorité président de la République. C'est la première **alternance** de la Ve République. Ancien adversaire du régime et notamment du rôle trop important du président de la République, Mitterrand se fond parfaitement dans le système. A la suite des élections législatives, il bénéficie d'une majorité à l'Assemblée et intègre des communistes dans le gouvernement.

2 - De nombreuses réformes

a) Politiques

De nombreuses entreprises sont nationalisées (énergie, banques, secteurs de pointe...). **La loi sur la décentralisation**, proposée (puis mise en œuvre) par Gaston Defferre, est votée le 2 mars 1982. Elle permet le transfert des responsabilités de l'État, jusque-là détenues par les préfets, aux collectivités locales : régions, départements et communes.

b) Sociales et culturelles

On adopte les 39 heures/semaine (et non les 35 heures promises dans les « 110 propositions »), la cinquième semaine de congés payés. La retraite passe de 65 à 60 ans, les salaires sont augmentés, dans le cadre d'une politique de relance par la consommation. Un ministère du Droit de la femme est créé, qui lutte contre les inégalités salariales. Les radios libres et les chaînes privées sont autorisées (naissance de Canal+ en 1984).

On peut y ajouter la **dépénalisation de l'homosexualité** (loi du 27 juillet 1982), le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale...

Une loi du ministre de la culture, Jack Lang, du 10 août 1981, instaure le « prix unique » des livres, les prix fixés par les éditeurs ne pouvant être revus à la baisse pour plus de 5 %. Contestée à l'époque, puisque remettant en cause la liberté des prix, elle permet la survie de nombreuses librairies, face aux géants de la distribution. Jack Lang est aussi à l'origine de la fête de la musique.

c) Juridiques

En matière de justice, on vote **l'abolition de la peine de mort**, avec le soutien de certains députés de l'opposition, et ce, malgré une opinion majoritairement hostile (60 % des Français sont alors pour le maintien de la peine capitale) ...

3 – Le tournant de la rigueur et la première cohabitation

En 1983, alors que la crise économique reste forte, Mitterrand, de façon à ne pas risquer un effondrement de l'économie et la sortie du système européen, fait le choix de limiter les dépenses, de bloquer les prix et les salaires. Ce tournant détourne une partie de son électeurat. En 1986, la majorité de l'Assemblée, aux législatives, passe à droite. Le Président est contraint de nommer Jacques Chirac Premier ministre. C'est la première **cohabitation**.

C – Un changement profond de société

1 - La politique migratoire

Durant les trente glorieuses, pour alimenter les usines, les jeunes générations française faisant le choix des études, la France lance un vaste programme d'immigration. Mais en 1974, cette politique est suspendue du fait de la crise. En revanche, les entrées se poursuivent en raison de l'autorisation du regroupement familial. S'y ajoutent les clandestins particulièrement recherchés dans les métiers du bâtiment. Cela se traduit par une montée de la xénophobie dont bénéficie l'extrême droite en général et surtout le Front national, né en 1972 dont les mots d'ordres évoluent du « danger rouge » plus guère porteur, vers le lien entre immigration et insécurité. Avec la crise économique, une grande partie de ces immigrés sont rejetés dans des quartiers déshérités où l'emploi a disparu, renforçant leur sentiment d'exclusion. Les premières émeutes urbaines ont lieu dès le début des années 1980.



La Marche pour l'égalité et contre le racisme (aussi appelée Marche des beurs) se déroule entre le 15 octobre et le 3 décembre 1983 de Marseille à Paris, en réaction à des violences policières contre des jeunes d'origine immigrée aux Minguettes dans la banlieue lyonnaise. Dans un contexte politique où la gauche est au pouvoir (suscitant un certain nombre d'attentes) mais où parallèlement le Front national augmente son audience, c'est la première grande manifestation où la "deuxième génération" est actrice d'un mouvement social demandant la reconnaissance de sa citoyenneté française. Un an plus tard à l'initiative de militants socialistes, l'association SOS racisme est fondée avec l'objectif de créer un rassemblement de masse de lutte contre le racisme.

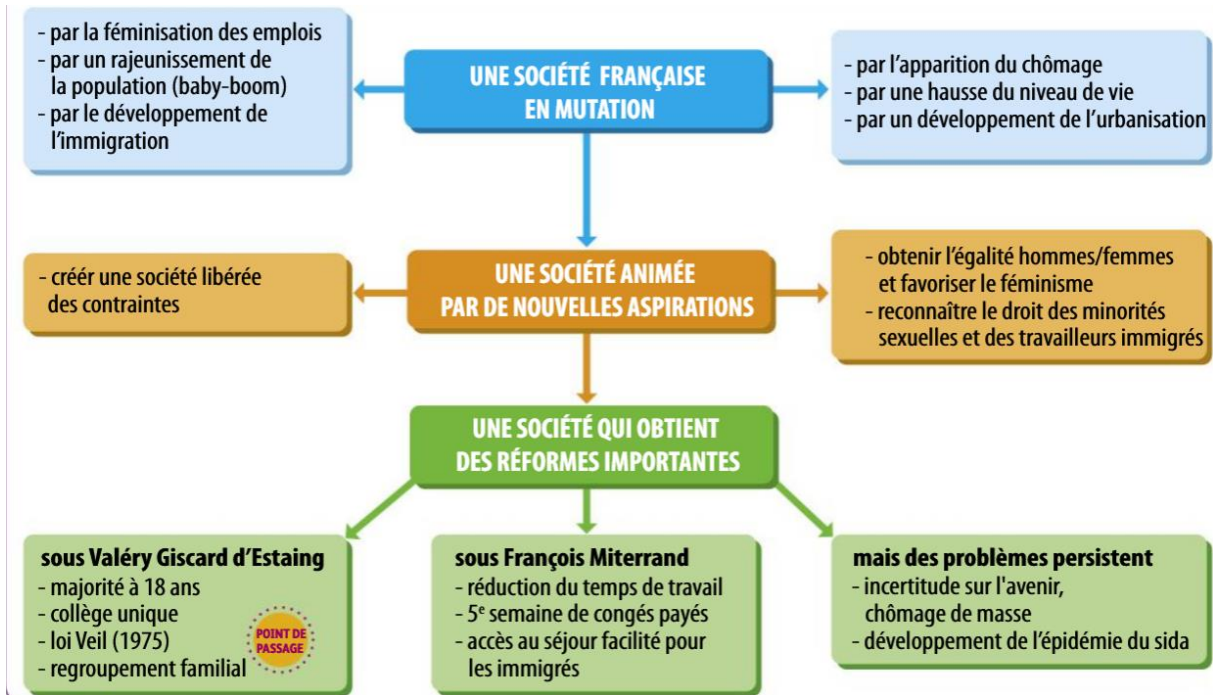
2 - *La fin de la parenthèse enchantée*

Cette période, ainsi nommée par la journaliste Françoise Giroud, désigne les années suivant la promulgation de la loi Neuwirth de 1967 autorisant l'usage des contraceptifs, dont la pilule. Elle se termine brutalement avec l'apparition, d'abord en Californie en 1981, puis en France l'année suivante, du Sida, dont on pense au début qu'il ne touche que les homosexuels. En 1987, l'Etat français lance les premières campagnes de prévention relayées par plusieurs associations comme AIDES.

Les polémiques autour de la découverte du VIH dont plusieurs laboratoires revendiquent la paternité, les actions du mouvement Act Up-Paris illustrent ces années. En avril 1991, la presse révèle que des lots de sang contaminé (par le virus du SIDA ou l'hépatite C) ont été sciemment distribués à des malades hémophiles, lors de transfusions entre 1983 et 1985, alors que les risques étaient déjà connus. La moitié de la population hémophile, est infectée dont 2 000 personnes par le Sida. Il en résulte une grave crise politique, plusieurs ministres et médecins sont jugés. La confiance dans le rôle de l'Etat comme garant de la santé et de la sécurité des Français est gravement remise en question.

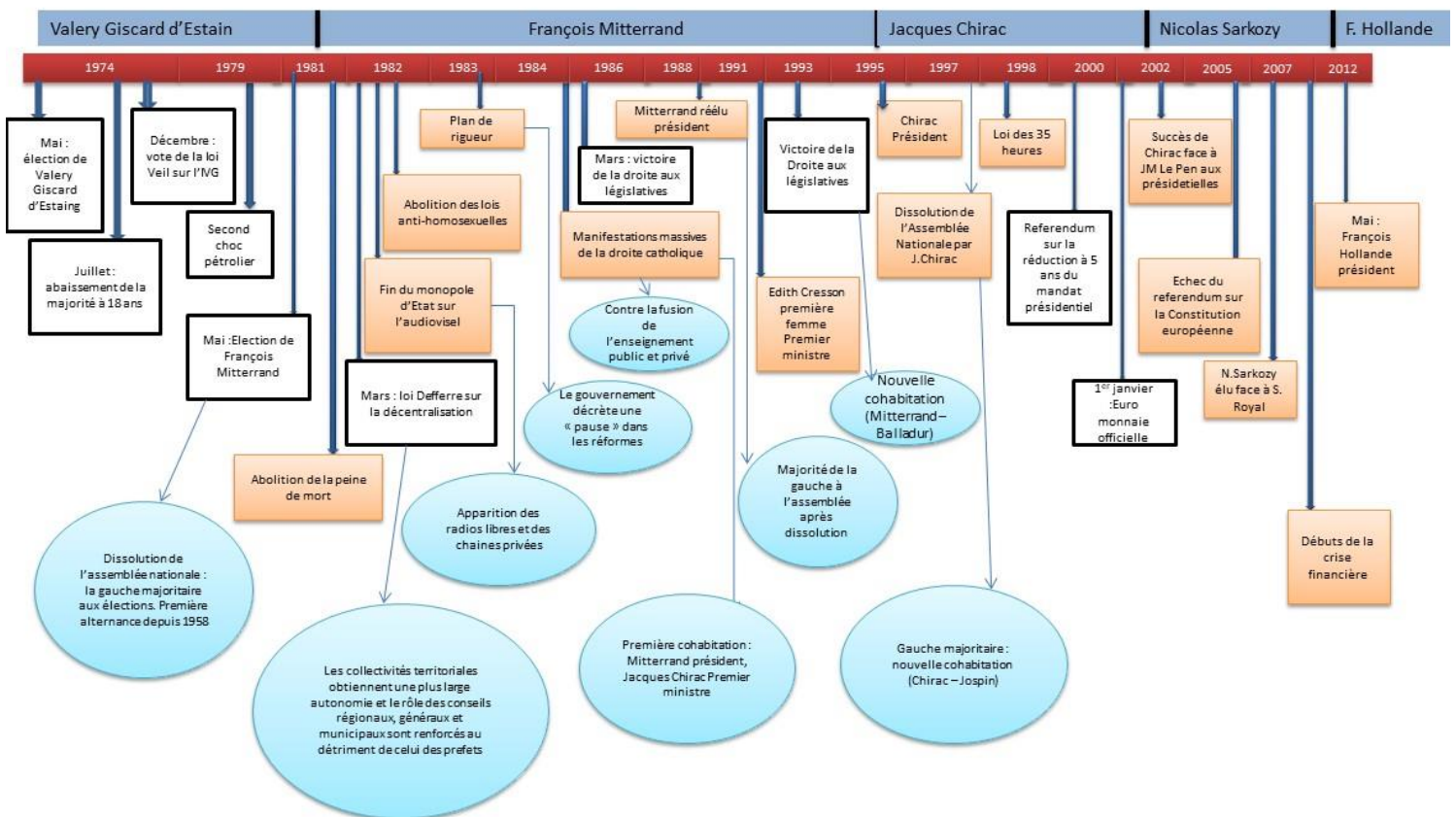
Conclusion

Elu en mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing tient compte de l'évolution de la société révélée en 1968 et engage une série de réformes : abaissement de la majorité à 18 ans, suppression de l'ORTF. Simone Veil fait voter la légalisation de l'IVG en 1975. Pour favoriser la démocratisation scolaire, la réforme Haby fonde le collège unique en 1975 garantissant un socle éducatif commun à l'ensemble des jeunes Français jusqu'à l'âge de 16 ans. Mais, dans un contexte de crise économique mondiale, le pouvoir ne parvient pas à enrayer la progression du chômage. Le gouvernement suspend l'immigration de travail mais autorise le regroupement familial. L'immigration devient alors un enjeu politique et social important. L'électorat du Front national poursuit sa progression mais les jeunes immigrés se mobilisent pour leurs droits. Dans un contexte de montée de la xénophobie attisée par la crise économique, une « Marche des Beurs » est organisée en 1983. François Mitterrand remporte les élections en 1981. C'est la première alternance de la Ve République avec un président et une assemblée de gauche. De grandes réformes sont votées comme la retraite à 60 ans ou l'abolition de la peine de mort en 1981. Un ministère du Droit des femmes œuvre notamment en faveur de l'égalité professionnelle qui demeure loin d'être acquise. Les radios libres et TV privées sont autorisées. Le ministre Savary met en place une politique d'éducation prioritaire. Mais face à l'échec de sa politique économique, François Mitterrand prend le tournant de la « rigueur ». La déception de ses partisans ouvre la voie au retour de la droite aux législatives de 1986. On entre dans une période inédite de cohabitation : Jacques Chirac devient Premier ministre. Les années 1980 sont bouleversées par la métamorphose du paysage audiovisuel avec la multiplication des radios libres et des chaînes de télévision. Les jeunes se mobilisent, notamment pour leur santé, comme le montrent les engagements sur la question du SIDA.



1974 – 1988 Les transformations sociales en France

La gouvernance française II - Gouverner dans la crise depuis 1974



Thème IV Nouveaux rapports de puissances et enjeux mondiaux depuis 1991

I – Vers un monde multipolaire

A – Les Etats Unis gendarmes du monde

1 – *L'opération tempête du désert : 1990 – 1991*

2 – *L'enlargement du président Clinton*

B – L'Afrique entre réconciliation et chaos

1 – *La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud*

2 – *L'échec de l'opération « restore hope » (1992 - 1993)*

3 – *Le génocide rwandais (1994)*

C – Un nouveau désordre mondial

1 – *Les conséquences du 11septembre 2001*

2 – *La tentation unilatérale des Etats-Unis*

3 – *La poudrière proche orientale*

4 – *La gouvernance mondiale à l'épreuve*

Mots importants

Al-Qaïda : « la base » en arabe, nom du mouvement islamiste fondé en 1987 en Afghanistan par Oussama Ben Laden et devenu un réseau terroriste international à partir de 1998.

Apartheid : « développement séparé » en afrikaans : politique de ségrégation des populations noires en vigueur en Afrique du Sud entre 1948 et 1991,

BRICS : acronyme désignant les principales puissances émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Conflit interétatique : Conflit qui oppose des États ou des coalitions d'États.

Conflit intraétatique Conflit au sein d'un Etat qui implique des forces étatiques et des acteurs non conventionnels.

Daesh : acronyme pour « État islamique en Irak et au Levant », mouvement djihadiste sunnite issu d'Al-Qaïda en 2006, remettant en cause son autorité. qui proclame en 2013 l'instauration d'un État islamique au Proche-Orient.

Djihadisme : courant violent de l'islamisme prônant le djihad au sens d'une guerre sainte menée à la fois contre l'Occident et contre les musulmans qui ne partagent pas ses convictions.

Épuration ethnique : entreprise violente menée par un groupe ethnique pour chasser d'un territoire un autre groupe ethnique. Elle se caractérise par des massacres, des viols, des pillages, etc.

Gouvernance mondiale : mode de gestion des affaires mondiales faisant appel à tous les acteurs : États, organisations interétatiques (ONU, OMC, ONG.)

Hard power : capacité d'une puissance à contraindre par la force.

Hyperpuissance : puissance sans égale, dont la domination s'exerce sur tous les plans (politique, militaire, économique, culturel et technologique).

Islamisme : idéologie politique qui propose de fonder l'organisation de l'ensemble de la société et de l'État sur des préceptes tirés de textes religieux islamiques, en particulier du Coran.

Multilatéralisme : Mode d'organisation des relations entre États fondé sur la coopération.

Multipolaire : Organisation géopolitique dans laquelle la puissance est partagée entre plusieurs pôles, en opposition au monde bipolaire durant la guerre froide.

ONG : Organisation non gouvernementale à but non lucratif qui ne relève pas d'un État ni d'institutions internationales, active dans la solidarité internationale.

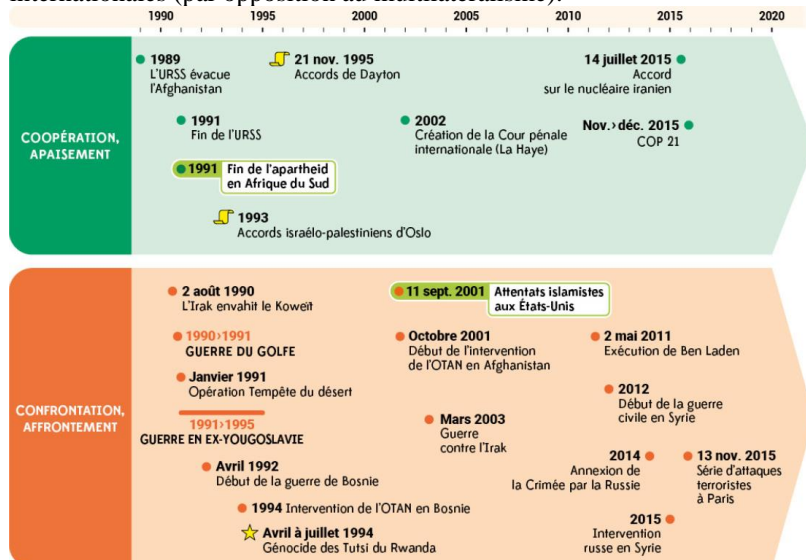
Ordre mondial : Relations internationales régulées par le droit et la concertation afin de garantir la paix.

Prolifération nucléaire : Augmentation du nombre de pays détenant l'arme nucléaire.

Puissance émergente : Pays dont la croissance économique rapide s'explique par la bonne intégration dans les échanges commerciaux mondiaux et ayant une capacité d'influence en termes économiques et diplomatiques.

Réfugié : Personne exposée à des persécutions ou à des catastrophes dans son pays. Être réfugié est un statut juridique qui relève du droit international (défini par la convention de Genève de 1951).

Unilatéralisme : Attitude d'un État qui consiste à agir sans concertation avec les autres acteurs des relations internationales (par opposition au multilatéralisme).



I – Vers un monde multipolaire

L'effondrement du bloc soviétique en 1991 bouleverse les relations internationales. La bipolarisation du monde représentait une source de tensions extrêmes mais apportait aussi une stabilité géopolitique. Seule **hyperpuissance**, les Etats-Unis sont les gendarmes du monde, intervenant en imposant des négociations aux pays en guerre ou sur le plan militaire au sein de la coalition internationale. Mais le choc du 11 septembre bouleverse cette approche, et Washington adopte une stratégie unilatérale, l'amenant à intervenir sans l'aval de la communauté internationale, pour des intérêts propres. Parallèlement, d'autres puissances émergent tandis que se multiplient les foyers de tension.

A – Les Etats Unis gendarmes du monde

1 - L'opération tempête du désert : 1990 – 1991

La rivalité entre les deux Grands empêchait l'ONU, et en particulier le Conseil de Sécurité, de jouer un rôle central dans la diplomatie mondiale. La disparition de l'URSS laisse espérer l'avènement d'un nouvel ordre mondial fondé sur le respect du droit international.

En août 1990, l'Irak, dirigée par Saddam Hussein, annexe le Koweït, petit État pétrolier. Cette violation du droit international suscite une réponse ferme : une large coalition internationale formée de 34 pays, s'organise et fait de ce conflit une guerre « légitime ». Elle est en effet mandatée par l'ONU mais inspirée, et en grande partie constituée, par les États Unis. La guerre est rapide car les forces en présence sont déséquilibrées : l'opération « Tempête du désert » de janvier - février 1991 est un succès. On pense alors qu'un nouvel ordre mondial, marqué par le multilatéralisme et le respect du droit, est né.

2 - L'enlargement du président Clinton

La nouvelle doctrine du président américain élu en 1992 consiste à vouloir « élargir » le plus possible le monde démocratique en utilisant les armes du softpower et du hardpower. Cela se traduit par un certain nombre de résolutions de conflits par la négociation ou par des interventions armées plus ou moins efficaces.

a) Au Proche Orient : Les accords d'Oslo (1993)

Le 13 septembre 1993, les accords d'Oslo sont signés à Washington par l'Israélien Shimon Pérès et le Palestinien Mahmoud Abbas, en présence d'Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, de Yasser Arafat, président de l'OLP et du président américain Bill Clinton. Par ces accords, après deux années de négociations ultra-secrètes à Madrid et Oslo, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à l'existence. Il est par ailleurs convenu le retrait de l'armée israélienne en cinq ans de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, dorénavant administrés à une Autorité palestinienne, prélude à la création d'un véritable État palestinien.

b) En ex-Yougoslavie les accords de Dayton (1995)

La Yougoslavie est un État multiethnique dominé par les Serbes. La chute du régime communiste voit resurgir les nationalismes : chaque nationalité souhaite posséder son propre État. Si la Serbie laisse la Slovénie accéder sans dommages excessifs à l'indépendance, il n'en est pas de même pour la Croatie et surtout pour la Bosnie Herzégovine, région où les diverses populations sont particulièrement enchevêtrées. Sarajevo, capitale et symbole d'une région multiethnique, est un des principaux enjeux de l'affrontement. Les bombardements et le blocus serbes de la ville font plus de 10.000 morts. Les interventions de l'ONU ne parviennent pas à éviter les massacres. La prise de Srebrenica par les Serbes, une ville de Bosnie-Herzégovine majoritairement musulmane, enclavée dans une région orthodoxe, débouche entre les 7 et 13 juillet 1995 sur le massacre de plusieurs milliers d'hommes et d'adolescents. Sous l'impulsion américaine, les accords de Dayton sont signés en novembre 1995 et rétablissent la paix en Bosnie Herzégovine.

B – L'Afrique entre réconciliation et chaos

1 - La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud

Depuis les années 1980, l'Afrique du Sud est soumise à des sanctions économiques internationales pour mettre fin à la politique d'Apartheid de séparation stricte des Noirs et des Blancs. En février 1990, Frederik de Klerk élu à la Présidence un an auparavant, fait libérer plusieurs prisonniers politiques, dont Nelson Mandela, chef de l'ANC (African National Congress), en prison depuis 27 ans. Les deux hommes travaillent ensemble au démantèlement de l'apartheid et à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Nelson Mandela et Frederik de Klerk reçoivent le prix Nobel de la paix en novembre 1993. En 1994, l'ANC triomphe aux

premières élections législatives multiraciales avec plus de 60% des suffrages suivi du Parti national de Frederik de Klerk. Le 10 mai, Nelson Mandela devient le premier président noir du pays. Une politique de discrimination positive est lancée et une commission « Vérité et réconciliation », présidée par le prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, est mise sur pied.

2 - *L'échec de l'opération « restore hope » (1992 - 1993)*

En Somalie, Syad Barre, le dictateur en place depuis 1969, est renversé en 1991. Une guerre civile commence immédiatement, entraînant une immense famine. Des forces franco-américaines sont envoyées sur mandat de l'ONU pour « *Rendre l'espoir* » aux habitants, ramener la paix civile et garantir la distribution des secours d'urgence. Mais les troupes de la coalition sont victimes de différents groupes armés et sont obligés de fuir. La Somalie est depuis la base arrière de pirates et de groupes terroristes islamiques qui lancent des opérations sur des Etats voisins comme le Kenya.

3 - *Le génocide rwandais (1994)*

Dans les années 1990, de nombreux conflits meurtriers éclatent en Afrique, au Libéria, en Sierra Leone... Mais c'est au Rwanda que le nombre de victimes est le plus important. Depuis l'occupation belge du pays, la population est classée en deux catégories : les **Hutus** très majoritaires et les **Tutsis** (env. 10 % de la population). Les tensions entre les deux communautés sont importantes, les Tutsis étant accusés d'accaparer les richesses et le pouvoir. Le 6 avril 1994, le président-dictateur d'origine hutu, Juvénal Habyarimana, est tué dans un attentat contre son avion personnel. Des factions armées de la majorité *hutu* entreprennent aussitôt le massacre de la minorité *tutsie* et des *hutus* modérés. En trois mois, 800 000 personnes sont massacrées. La fuite de nombreux réfugiés et militaires vers les pays voisins entraîne la déstabilisation complète de l'Afrique des Grands Lacs. On estime que la succession de conflits issus de ce drame est à l'origine de plus de quatre millions de morts violentes au Rwanda, au Burundi et en République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa, ex-Zaïre).

C – Un nouveau désordre mondial

1 - *Les conséquences du 11 septembre 2001*

Les inquiétudes apparues dans les années 1990 se trouvent brutalement confirmées et amplifiées avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001 qui modifient en profondeur la diplomatie américaine. Les cibles visées sont les symboles de la puissance américaine : **économique et financière** avec les tours du World Trade Center à New York ; **militaire** avec le Pentagone ; **politique**, car la Maison Blanche est la dernière cible, non atteinte par le 4ème avion. Le bilan est très lourd pour un seul attentat : près de 3000 morts, des milliers de blessés, la principale ville américaine ravagée...

Le 11 septembre met en lumière de façon spectaculaire l'islamisme. Il s'accompagne aussi d'un rejet de l'Occident et de ses valeurs, dont les États Unis apparaissent comme les chefs de file. Fondé en 1987 par un milliardaire saoudien, Oussama Ben Laden, ce réseau a déjà sévi dans les années 1990 (attentats de Nairobi au Kenya, 1998, 400 morts) mais le 11 septembre le place au centre des relations internationales.

La portée de cet événement est immense. Retransmise en direct sur les écrans du monde entier, cette attaque choque profondément les Américains en révélant leur vulnérabilité et entraîne une réaction de forte solidarité avec les États Unis.

2 - *La tentation unilatérale des Etats-Unis*

Les attentats du 11 septembre modifient les grandes orientations de la politique extérieure américaine. Le terrorisme islamiste et, en particulier, Al Qaïda, ainsi que tous leurs alliés potentiels (appelés « Axe du Mal » par G.W. Bush en 2002), deviennent les nouveaux ennemis des États Unis.

La priorité n'est plus à la recherche d'un large consensus international, c'est le retour à un unilatéralisme revendiqué. Cela débouche sur plusieurs guerres menées par les EU au nom de lutte contre le terrorisme à l'encontre des « États voyous » faisant partie de l'Axe du Mal. Si l'intervention en Afghanistan en 2001 fait l'objet d'un large accord de la communauté internationale, la guerre contre l'Irak en 2003 suscite l'opposition de nombreux États (surtout européens et musulmans). Dans les prises de décisions, l'ONU tient une place secondaire.

3 - *La poudrière proche orientale*

Les interventions américaines, la politique israélienne dans les territoires occupés nourrissent le sentiment antioccidental. En 2013, en Syrie et en Irak, naît l'organisation de l'Etat

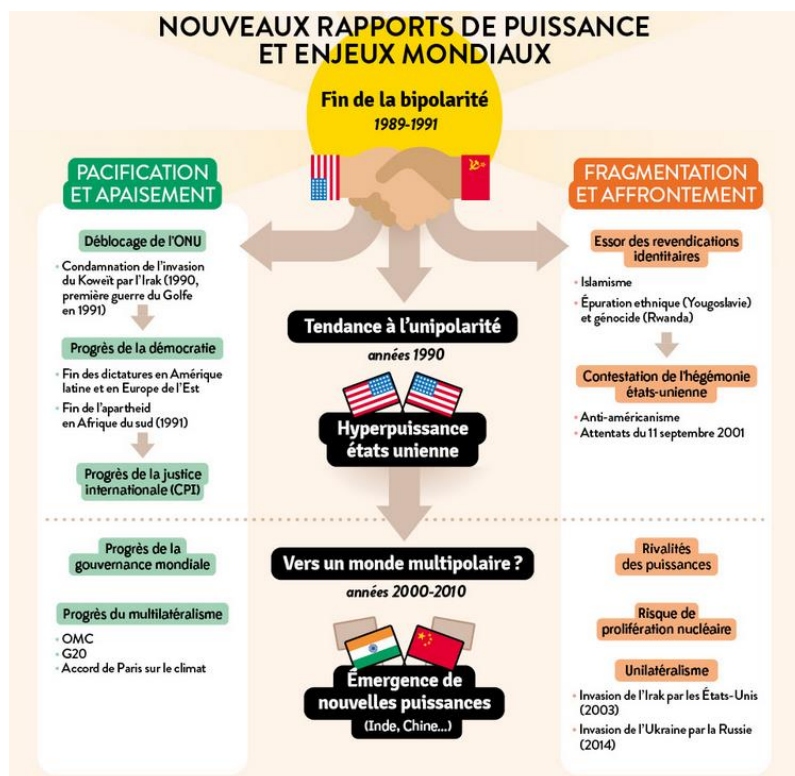
islamique (Daech) qui souhaite fonder un califat sur l'ensemble de la région. Il faut 7 ans à la communauté internationale pour en venir à bout tandis que des attentats, dans les pays musulmans comme en Occident de groupes s'en réclamant se multiplient (2015 en France).

Le Proche et le Moyen Orient restent aussi un enjeu des grandes puissances en raison de son caractère stratégique. Accusée de vouloir déstabiliser la région en se dotant de l'arme nucléaire, l'Iran est considéré comme un danger par les Etats Unis pour ses deux alliés, l'Arabie saoudite et Israël. Les accords passés durant la présidence Obama avec Téhéran ont ainsi été annulés par Donald Trump entraînant un regain de tensions.

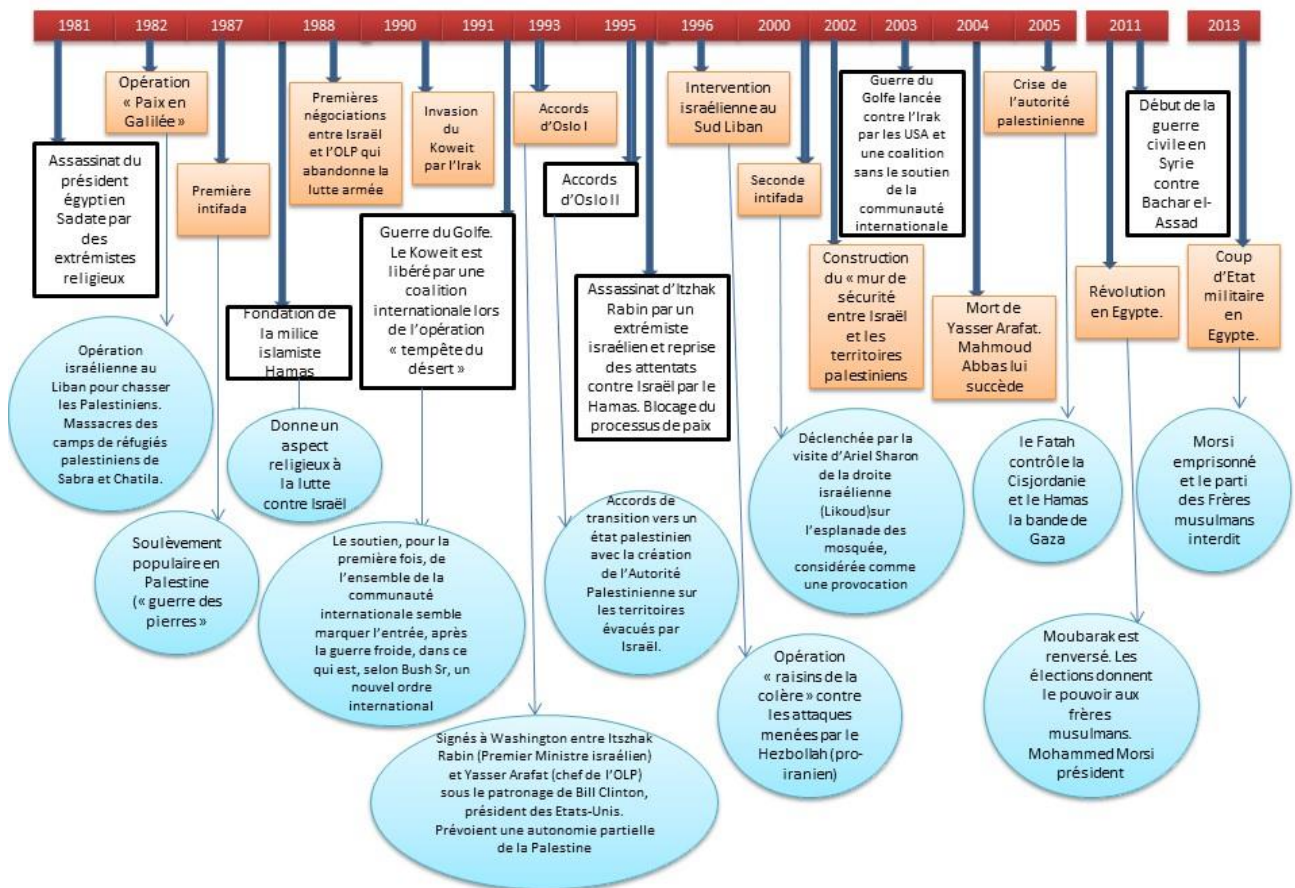
4 – La gouvernance mondiale à l'épreuve

Si, dans le domaine économique, via l'OMC, le G8 et le G20 des accords sont possibles, ce n'est pas le cas dans d'autres domaines. Dans un monde devenu multipolaire dans lequel de nouvelles puissances émergent (Chine, Russie...), la recherche de consensus devient de plus en plus compliquée. Les accords sur le climat du protocole de Kyoto de 1997 n'ont pas été ratifiés par les Etats-Unis. Quant aux Conférences des parties (COP) initiées, au Sommet de Rio en 1992 leurs décisions ne sont pas toujours suivies d'effet. La cour pénale internationale fondée par l'ONU en 2002 pour juger les criminels de guerre et les auteurs de crimes contre l'humanité n'est pas reconnue par de nombreux Etats, dont les Etats-Unis.

Conclusion La fin de la guerre froide, consécutive à l'effondrement de l'URSS, laisse les États-Unis sans rival de taille comparable. Ils s'imposent comme l'« hyperpuissance » d'un monde unipolaire. Dans ce « nouvel ordre mondial », l'ONU peut jouer un véritable rôle, comme l'atteste l'intervention en 1991 pour libérer le Koweït. La fin de l'affrontement bipolaire facilite les progrès de la démocratisation dans le monde. Les anciennes républiques socialistes est-européennes, les dictatures latino-américaines et le régime d'apartheid sud-africain s'effondrent. Mais les espoirs d'un monde apaisé par la fin de la rivalité entre les deux Grands sont vite contredits. L'essor des revendications identitaires, ethniques ou religieuses débouche par endroits sur des violences de masse à caractère génocidaire (Rwanda en 1994, Yougoslavie en 1995). La menace terroriste s'internationalise et provoque, avec les attentats du 11 septembre 2001, une réorientation unilatérale de la politique américaine. Au début des années 2000, la mise en place d'un ordre mondial pacifié et régulé paraît impossible. Confrontées à des guerres de plus en plus souvent civiles et/ou asymétriques, dans lesquelles s'entrecroisent les intérêts d'acteurs multiples et parfois mal identifiés, l'ONU et les grandes puissances ont du mal à imposer leurs solutions. Les rapports de force internationaux sont bouleversés par l'émergence de nouvelles puissances (Inde, Chine, Brésil) et la réémergence d'autres (Russie). Loin d'assister à l'avènement d'un monde unipolaire comme on l'avait pensé au début des années 1990, c'est bien plutôt un monde multipolaire qui émerge. Cette multiplication des puissances rend d'autant plus nécessaire leur coopération, notamment pour affronter des défis globaux comme la crise climatique, ou le terrorisme. Mais le rêve d'une gouvernance mondiale se heurte à la réalité des ambitions contradictoires des grandes puissances.



Le Proche et le Moyen Orient au XXe et début XXIe siècle III



II – L'évolution de l'Europe des années 1990 à nos jours

A – Un approfondissement économique et politique

- 1 – De l'Acte unique (1986) au traité de Maastricht (7 février 1992)
- 2 – Les accords de Schengen (1985)
- 3 – Naissance de l'Euro

B - Un élargissement sans précédent

- 1 - De douze à 28... puis à 27
- 2 - Quelles limites pour l'Europe ?

C – Avancées et reculs

- 1 - Vers une Constitution européenne
- 2 – Entre euroscepticisme et crises

Conclusion

Approfondissement : dynamique d'intégration de plus en plus forte au sein de la CEE, puis de l'UE. Ce terme est généralement entendu dans un sens fédéraliste, comme un renforcement de la supranationalité.

Brexit : Processus de sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni enclenché par un référendum tenu le 23 juin 2016 et achevé le 31 janvier 2020

Critères de convergence : Critères imposés pour passer à l'euro (exemple : déficit du budget contenu à 3 % du PIB, dette publique limitée à 60 % du PIB).

Déficit démocratique : expression utilisée pour critiquer l'UE, qui serait gérée de manière opaque par les « eurocrates » de Bruxelles, sans contrôle de la part des citoyens et du Parlement européen.

Elargissement : processus d'ouverture de la CEE, puis de l'UE, à de nouveaux membres.

Euroscepticisme : sentiment d'hostilité à l'UE.

Frontex : organisme chargé du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen et de l'UE, en soutien aux autorités nationales.

Majorité qualifiée : procédure de vote différente de l'unanimité ou de la majorité simple. Pour être adoptée, une décision doit atteindre un seuil préalablement défini. Chaque État dispose d'un nombre de voix proportionnel à son poids démographique et économique,

Marché unique : Nom donné à un espace économique encore plus unifié que le marché commun, impliquant non seulement la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des hommes, mais aussi l'harmonisation des législations entre États membres.

Règlement de Dublin : Règlement signé en 2013 déléguant la responsabilité de l'examen de la demande d'asile d'un réfugié au premier pays qui l'a accueilli.

II – L'évolution de l'Europe des années 1990 à nos jours

Avec le traité de Maastricht signé en 1992, la CEE devient l'Union européenne. L'approfondissement du projet européen passe essentiellement par la réalisation d'un marché et d'une monnaie uniques. L'élargissement de 15 à 25 Etats membres en 2004 impose de repenser le fonctionnement de l'UE. Mais la réforme des institutions s'avère difficile et les remises en cause se multiplient. Le rejet de la Constitution européenne en 2005, la faible participation aux élections européennes ou encore le Brexit montrent la progression de l'euroscpticisme.

A – Un approfondissement économique et politique

1 – De l'Acte unique (1986) au traité de Maastricht (7 février 1992)

En 1986, à l'initiative du président de la Commission, le Français Jacques Delors, lance l'Acte unique européen. Ce dernier prévoit la création d'un marché unique pour 1993 et d'une union économique et monétaire. Pour améliorer le processus décisionnel, il envisage l'extension du vote majoritaire et un accroissement des compétences de la Commission et du Parlement. Il crée l'Union européenne (UE) reposant sur trois piliers : la Communauté européenne, centrée sur l'établissement du marché unique et la création d'une monnaie unique, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la coopération policière et judiciaire, confiant à l'UE une dimension politique inédite. Le traité renforce le rôle du Parlement, notamment en matière législative.

2 – Les accords de Schengen (1985)

Signés en 1985, ils entrent en application en 1995. Ils ont pour objectif de faciliter la circulation des hommes et des marchandises au sein de l'UE en enlevant les contrôles aux frontières internes. Les pays signataires pratiquent une politique commune en ce qui concerne les visas et renforcent les contrôles aux frontières avec l'extérieur. Cependant, certains pays de l'UE refusent d'y participer comme la Grande Bretagne et l'Irlande. En revanche des pays extérieurs à l'UE ont intégré l'espace (l'Islande, la Norvège, la Suisse par exemple). Si la Grande Bretagne n'intègre pas l'accord, elle accepte néanmoins la construction du tunnel sous la Manche, achevée en 1994.

3 – Naissance de l'Euro

Depuis la fin du Gold exchange standard en 1971, les Etats européens sont en recherche de stabilité financière. L'ECU (European currency unit), créé en 1979 est une monnaie de référence, dont la valeur est déterminée par un panier de monnaies des États membres de la CEE. En 1992, on décide la création d'une monnaie unique, l'Euro. Elle aura l'avantage de limiter les crises monétaires, de faciliter les échanges entre les États membres et d'éliminer les coûts liés aux taux de change. La Banque centrale européenne, chargée de sa gestion assortit cependant son adoption à un certain nombre de critères de convergences dont une politique budgétaire saine des États (limite des dettes et du déficit...). Le 1^{er} janvier 2002, l'Euro est mis en circulation.

B – Un élargissement sans précédent

1 – De douze à 28... puis à 27

En 1990, avec la réunification allemande, la CEE absorbe le territoire de l'ancienne RDA. En 1995, l'Union européenne accueille l'Autriche, la Suède et la Finlande. L'élargissement suivant concerne en grande partie d'anciens pays communistes. Devant l'afflux des candidatures, le **sommet de Copenhague**, en 1993, fixe des critères d'adhésion. Après plusieurs années de négociation, l'UE accueille dix nouveaux États en 2004, puis, en 2007, la Bulgarie et la Roumanie. S'y ajoute la Croatie en juillet 2013. Le Brexit a pour conséquence le départ de la Grande Bretagne, même si cet État va continuer à travailler dans de nombreux domaines avec l'UE (accords économiques ou de défense).

2 – Quelles limites pour l'Europe ?

Ces élargissements successifs posent la question des limites de l'Europe qui n'ont pas été définies. Certains craignent que les élargissements ne nuisent à la cohésion et au fonctionnement institutionnel de l'UE. L'Europe doit repenser son fonctionnement, sous peine de paralysie.

C – Avancées et reculs

1 – Vers une Constitution européenne

Les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001) tentent d'améliorer le fonctionnement de l'UE. Mais le système politique européen, complexe et obscur, décourage les citoyens. En

2005, la France et les Pays-Bas rejettent par référendum ce traité constitutionnel. Pour sortir de l'impasse, en 2007, l'UE adopte le « traité simplifié » de Lisbonne. Il renforce le rôle des parlements nationaux et européen et crée un droit d'initiative permettant aux citoyens d'inviter la Commission à présenter des propositions législatives.

Le **président du Parlement européen** (Roberta Metsola (Malte), est élu pour un mandat d'une durée de deux ans et demi, renouvelable. Le **président de la Commission européenne** (Ursula von der Leyen Belgique), est responsable des 27 commissaires qui la composent. Il détermine le calendrier politique de la Commission. Il représente avec le président du Conseil européen l'Union à l'étranger. Le **président du Conseil européen**, Charles Michel (Belgique), est la personne qui préside et conduit les travaux du Conseil européen, l'institution qui regroupe les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept pays membres de l'Union européenne. Le président a aussi un rôle de représentation de l'Union européenne dans le monde. La **présidence du Conseil de l'Union européenne**, appelée aussi présidence de l'Union européenne (UE), est assurée à tour de rôle par chacun des 27 pays de l'Union européenne, pour une période de 6 mois au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année. Le Conseil de l'Union européenne réunit, sur des sujets spécifiques, les ministres des Etats membres. Sa présidence tournante décide de l'agenda politique et préside les débats entre les ministres : ministres de l'économie, ministres de l'intérieur etc.

2 – *Entre euroscepticisme et crises*

Plusieurs partis nationalistes ou altermondialistes s'élèvent contre l'Union européenne accusée de détruire les identités nationales, de confisquer aux Etats un certain nombre de leurs prérogatives ou d'imposer des politiques ultralibérales et antisociales. En France, alors que le traité constitutionnel a été rejeté par referendum, l'adoption du traité de Lisbonne est mal vécue. De plus, nombre de chefs politiques ont souvent l'occasion d'accuser l'Europe d'être la cause de leurs propres échecs. Le laxisme supposé de l'Europe concernant l'entrée de migrants est une autre cause d'opposition. Tout cela favorise la montée d'un euroscepticisme, dont le Brexit est une conséquence..

L'Union européenne n'est jamais parvenue à s'exprimer de façon unique sur les politiques à mener en cas de crise et les égoïsmes nationaux prennent souvent le dessus sur les intérêts de l'ensemble. La crise des migrants par exemple, est devenue particulièrement importante avec l'embrasement du Proche Orient, or, selon le protocole de Dublin signé en 2013 entre les pays membres de l'Union européenne, ainsi que la Suisse, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, la responsabilité de l'examen de la demande d'asile d'un réfugié revient au premier pays qui l'a accueilli. Pour la Grèce et l'Italie, principaux pays d'arrivée, cela crée des situations ingérables. La crise du coronavirus témoigne de la difficulté d'adopter une stratégie commune. En revanche, la guerre en Ukraine a entraîné pour la première fois des prises d'initiatives très rapides et communes de la part de l'ensemble des Etats européens.

Conclusion

Le traité de Maastricht (1992) transforme la CEE en une Union européenne (UE) dont les membres envisagent d'accroître leur coopération économique, monétaire, diplomatique et militaire. La chute du rideau de fer entraîne des élargissements successifs. Le nombre de membres passe de 12 en 1993 à 28 en 2013. En 1999, elle se dote d'une monnaie unique, l'euro, que certains Etats membres choisissent toutefois de ne pas adopter (Royaume-Unis, Suède, Danemark).

Sur le plan international, l'UE n'a pas un poids politique équivalent à sa puissance économique. Une politique étrangère commune, ou la coopération militaire entre États membres se heurte aux divergences d'intérêts et de priorité. L'élargissement rapide de l'UE témoigne de son attractivité, mais contribue aussi à l'affaiblir, le poids du nombre d'États rendant difficile la prise de décisions. Conçu pour surmonter ces difficultés le projet de Constitution européenne est rejeté par les électeurs français et néerlandais en 2005. Le traité de Lisbonne (2007) qui s'y substitue généralise le recours à la majorité qualifiée afin de fluidifier la prise de décision. Son adoption ne donne lieu à un référendum que dans un seul des États membres, l'Irlande, ce qui nourrit la dénonciation du déficit démocratique qui caractérise l'UE selon ses opposants. Déjà puissant en 1992 lors des débats et référendums autour du traité de Maastricht, l'euroscepticisme se nourrit des critiques et des peurs. Le vote en 2016 par les Britanniques de leur sortie de l'UE (Brexit), effective en 2020, témoigne de sa vigueur.

II – Les évolutions de la République française depuis 1991

A – L'évolution des institutions

- 1 - *Le passage au quinquennat du mandat présidentiel*
- 2 - *Un poids accru des collectivités territoriales*

B – Pour l'égalité des droits

- 1 - *Du PACS au mariage pour tous*
- 2 - *Les lois sur la parité*

C – La République et la laïcité

- 1 – *Un combat ancien*
- 2 – *Les nouveaux défis*

Mots importants :

Article 49.3 : Article de la Constitution permettant l'adoption d'une loi sans le vote des députés à l'Assemblée nationale,

Collectivité territoriale : Circonscription administrative (commune, département, région, métropole...) qui a un pouvoir de décision autonome de l'État central. Ce pouvoir est exercé par des élus.

Décentralisation : Transfert par l'État de compétences (gestion des établissements scolaires, action sociale, etc.) et des ressources aux collectivités territoriales.

Développement durable : Développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures.

FN (Front national) : parti d'extrême droite, fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen. Il est présidé depuis 2011 par sa fille Marine Le Pen et est devenu en 2018 le **RN (Rassemblement national)**,

Gilets Jaunes : mouvement apparu en 2018 pour protester contre la hausse des carburants et ayant adopté comme signe de ralliement le gilet jaune. Il est devenu un mouvement de révolte multiforme, exprimant notamment les difficultés des habitants des zones péri urbaines.

GPA (Gestation pour autrui) : recours à une « mère porteuse ».

HCE (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes) : créé en 2013 pour conseiller le Premier ministre et publier un rapport annuel sur l'état du sexisme en France. Il remplace l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes fondé en 1995.

HCI (Haut Conseil à l'Intégration) : créé en 1989 pour conseiller le Premier ministre. Il est supprimé en 2012. L'Observatoire de la laïcité, fondé en 2013, hérite de ses missions.

Intercommunalité : Regroupement de communes afin de coopérer et de mutualiser des moyens financiers.

Laïcité : L'Etat impose l'égalité de tous devant la loi et garantit à chacun la liberté de conscience et d'expression, sans distinction de religion ou de conviction.

PACS : Pacte civil de solidarité est un contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. C'est une forme d'union reconnue par le Code civil et différente du mariage,

Parité : Concept au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, pour assurer un égal accès aux mêmes opportunités, droits et rémunérations.

PMA (Procréation médicalement assistée) ; réservée aux couples hétérosexuels infertiles jusqu'à la loi de 2020 qui doit l'ouvrir aux femmes célibataires et aux couples de femmes.

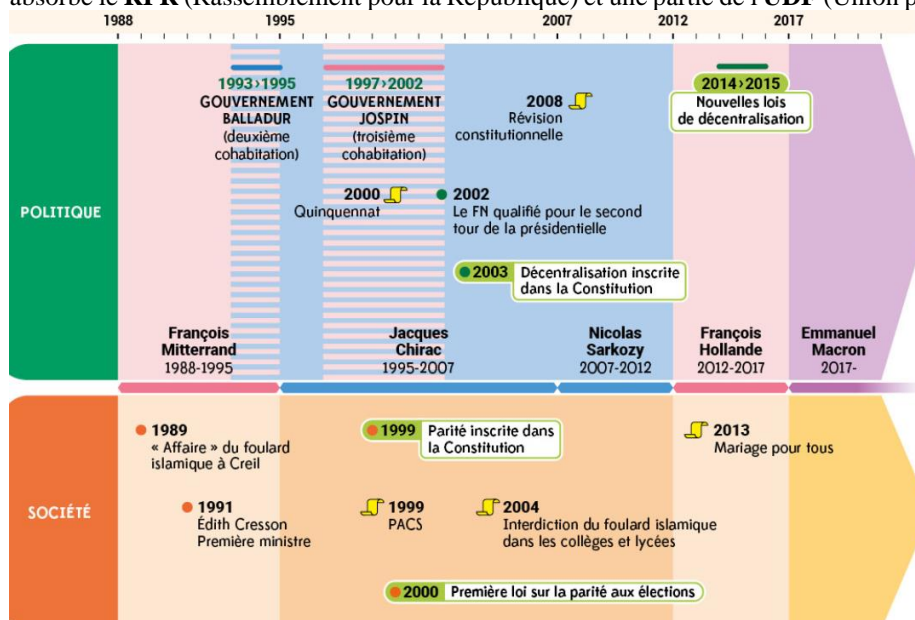
Présidentialisation : Évolution conduisant à concentrer les pouvoirs entre les mains du Président et à réduire le rôle des assemblées parlementaires.

PTOM : Pays et territoires d'outre-mer des États membres de l'Union européenne.

Référendum d'initiative partagée : Référendum reposant sur une initiative parlementaire (1/5e des parlementaires) soutenue par les citoyens (10 % du corps électoral, soit 4,5 millions de personnes).

Société civile : Expression regroupant les acteurs des mobilisations citoyennes (associations, syndicats, ONG).

UMP (Union pour un mouvement populaire) : parti créé en 2002 pour réunir toutes les tendances de la droite, il absorbe le **RPR (Rassemblement pour la République)** et une partie de l'**UDF (Union pour la démocratie française)**.



II – Les évolutions de la République française depuis 1991

La V^e République (62 ans) est le deuxième régime le plus long que la France a connu depuis 1789, juste derrière la III^e République (70 ans). Cette stabilité n'a pas empêché de nombreuses réformes institutionnelles. L'instauration du quinquennat a accentué la présidentialisation du régime. La décentralisation a été inscrite dans la Constitution et approfondie par plusieurs lois importantes. La société française est agitée de nombreux débats, sur la laïcité et le vivre ensemble, sur les inégalités entre les femmes et les hommes, ou encore sur le modèle de la famille s'ouvrant aux couples de même sexe.

A – L'évolution des institutions

1 - *Le passage au quinquennat du mandat présidentiel*

La situation jusqu'alors inédite de cohabitation, de 1986 à 1988 avec un président et un gouvernement de bords politiques opposés, à l'époque respectivement François Mitterrand et Jacques Chirac se répète ensuite à plusieurs reprises : Mitterrand/ Balladur de 1993 à 1995, Chirac/Jospin de 1997 à 2002.

Dans l'ensemble ces cohabitations se passent assez bien, mais l'élan nécessaire aux grandes réformes est impossible. En 2000, Jacques Chirac propose un référendum destiné à raccourcir à 5 ans le mandat présidentiel pour le faire coïncider avec celui des députés.

2 - *Un poids accru des collectivités territoriales*

Après les lois Defferre sur la décentralisation de 1982, d'autres séries de lois vont renforcer le poids des collectivités territoriales. En 2003, dans la constitution, la France devient une « République décentralisée » (loi Raffarin). C'est ensuite la généralisation de l'intercommunalité avec la création des EPCI (Etablissement public de coopération intercommunale) regroupement de communes pour l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ».

Promulguée en 2015, la loi NOTRe réorganise et clarifie les compétences des collectivités territoriales. Les communes sont confortées dans leur responsabilité à répondre à tous les besoins du quotidien des citoyens. Les départements sont centrés sur la solidarité sociale et territoriale. Les régions ont en charge l'élaboration de plans économiques et d'aménagement, d'innovation, de l'animation des pôles de compétitivité. Elles obtiennent la gestion des ports et des aéroports et toutes les politiques en matière de transport TER, et transports interurbains (y compris les transports scolaires), ainsi que la voirie.

Au 1er janvier 2016, la nouvelle carte des régions entre en vigueur. La France métropolitaine compte désormais douze régions et une collectivité territoriale à statut particulier, la Corse.

B – Pour l'égalité des droits

1 - *Du PACS au mariage pour tous*

Né en 1999, le PACS est destiné à prendre en compte certaines revendications des couples de même sexe. En réalité les couples homosexuels ne représentent que 5 % des « pacsés ». Le pacs offre en effet plus de souplesse que le mariage, en matière de séparation et de succession. Mais les débats ont été intenses dans la société.

Le 7 novembre 2012, conformément à la promesse de campagne de François Hollande, la garde des sceaux Christiane Taubira présente en Conseil des ministres le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. En dépit de manifestations massive d'opposants au projet, le texte est adopté puis promulgué le 17 mai 2013, rendant ainsi le mariage entre personnes du même sexe légal en France. En janvier 2020, une loi ouvre la procréation médicale assistée (PMA) aux femmes seules et aux couples homosexuels.

2 - *Les lois sur la parité*

Les Françaises ont accédé à des postes au gouvernement sous le Front populaire, en 1936 et ont acquis le droit de vote en 1944. En 1974, le président Giscard d'Estaing appelle la journaliste et ancienne résistante, Françoise Giroud comme secrétaire d'État chargée de la Condition féminine auprès du Premier ministre, Jacques Chirac. Elle lance 101 mesures en faveur des femmes : mise en place de droits propres, lutte contre les discriminations, ouverture des métiers dits masculins. Mais les blocages de la société sont importants. Et vont encore durer. Ainsi, au début du XXI^e siècle, elles sont encore sous-représentées parmi les élus.

Le 8 juillet 1999, une révision constitutionnelle ajoute à l'article 3 de la Constitution française de 1958 la disposition suivante « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes

aux mandats électoraux et aux fonctions électives » et prévoit que les partis doivent « *contribuer à la mise en œuvre* » de ce principe. Pourtant, le nombre d'élues à l'Assemblée nationale stagne à moins de 20%, bien en dessous des autres démocraties européennes. En 2000, les partis ont l'obligation de femmes et d'hommes lors des scrutins de liste. En 2008, l'article 1 de la Constitution est modifié : « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales ».

Dans le secteur privé, la loi de 2011 fixe l'objectif d'atteindre en 2017 au moins 40% d'un des deux sexes au sein des conseils d'administration des entreprises de plus de 500 salarié-e-s et présentant un chiffre d'affaires d'au moins 50 millions d'euros. Cette loi s'étend en 2012 aux administrations fixant pour 2018 un seuil de 40% de nominations de femmes aux emplois d'encadrement supérieur. Enfin, la loi du 4 août 2014 généralise la parité. Le principe d'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités s'applique désormais dans tous les secteurs de la vie sociale (fédérations sportives, mutuelles, ordres professionnels, commissions consultatives placés auprès du gouvernement, etc.).

C – La République et la laïcité

1 – Un combat ancien

Depuis la séparation de l'Église et de l'État, la République semblait en avoir fini avec l'intrusion du religieux dans la vie publique et politique. Le retour en force du catholicisme politique lors du régime de Vichy ne semble ensuite qu'une parenthèse. En 1951, la loi Barangé qui autorise le financement public aux écoles privées, catholique pour la plupart, ranime le débat, tandis que le projet d'intégrer ces mêmes écoles au service public en leur retirant leur spécificité en 1984 déclenche une levée de boucliers des catholiques.

2 – Les nouveaux défis

En 1989, des collégiennes voilées de Creil se voient refuser l'accès à l'école. Le débat est relancé et aboutit à la loi interdisant les signes religieux ostentatoires en 2004 dans l'espace public. En 2013, le contrôle d'une femme portant un voile intégral, contraire à la loi de 2010 contre la dissimulation du visage, entraîne des émeutes à Trappes. Les difficultés rencontrées par les enseignants dans certains quartiers dont la parole est remise en doute par des élèves pratiquant, entraîne la rédaction et l'affichage de la Charte de la laïcité en 2013, interdisant le prosélytisme et encourageant le « vivre ensemble ». Ces valeurs sont étendues à l'ensemble des services publics. Mais le débat est loin d'être clos, des représentants musulmans et juifs condamnant une stigmatisation de leur communauté tandis que les crèches de Noël restent présentes dans les mairies...

Conclusion

La V^e République depuis les années 1980, a prouvé ses capacités d'adaptation dans les alternances et les cohabitations. L'évolution des lois sur la décentralisation marquent aussi un bouleversement du système de pouvoir qui était resté très centralisé sur la capitale, des Capétiens à aujourd'hui. Les régions sortent renforcées, et la démocratie de proximité se renouvelle avec les communautés de communes. Enfin L'État propose des statuts plus souples aux territoires d'outre-mer.

Plusieurs luttes pour faire progresser l'égalité trouvent une réponse juridique. En 1999, l'État fait évoluer le droit des unions civiles et de la parentalité avec la création du PACS, puis par la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe (2013). Le principe de parité progresse, que ce soit dans la sphère politique et familiale ou encore professionnelle.

Une visibilité plus forte des religions, notamment de l'islam, crée de nouvelles tensions. À l'école et dans l'espace public, l'État réaffirme constamment le principe de laïcité comme socle du vivre-ensemble. Mais de nouveaux défis restent à relever : la transition climatique, par exemple, ou la crise sociale qui se manifeste ouvertement avec les manifestations des gilets jaunes. Enfin, la crise économique consécutive au coronavirus impose une redéfinition du modèle actuel.